



HAL
open science

**“ On fait ce qu’on veut, personne nous voit ”. Une
enquête ethnographique sur l’invisibilité lesbienne dans
la campagne angevine**

Élisa Champciaux

► **To cite this version:**

Élisa Champciaux. “ On fait ce qu’on veut, personne nous voit ”. Une enquête ethnographique sur l’invisibilité lesbienne dans la campagne angevine. Sociologie. 2021. dumas-03941181

HAL Id: dumas-03941181

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03941181v1>

Submitted on 24 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

Master TET

Mémoire de master 1

« On fait ce qu'on veut personne nous
voit ».

*Une enquête ethnographique sur l'invisibilité lesbienne
dans la campagne angevine.*

Elisa Champciaux

Mémoire dirigé par Thibaut Menoux

Soutenu le 28 septembre 2021

Jury :

M. Menoux, Thibaut, Maître de conférences

Mme Charvet, Marie, Maître de conférences

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la rédaction de ce mémoire ainsi qu'à son enquête de terrain.

Je remercie donc en tout premier lieu l'ensemble des personnes, appelées ci-après « enquêté-es » pour m'avoir accordé leur temps et leur paroles et pour m'avoir ouvert leurs portes.

Je remercie ensuite Thibaut Menoux, mon directeur de recherche pour ce travail de mémoire pour la méticulosité de ses conseils et ses paroles rassurantes lorsque j'en ai eu besoin.

Je voudrais également remercier, Mathis Rousseau, Guillaume Teillet et Juliette Mengneau pour leurs suggestions bibliographiques, leurs relectures, leurs conseils et leur soutien tout au long de l'année.

Je tiens aussi à remercier tous-tes mes ami-es, la Famille, les étudiant-es du master TET, mon colocataire, Antoine, ainsi que Brioux pour leur soutien indéfectible et leur joie de vivre qui m'ont réconforté durant cette première année de master et de pandémie.

Enfin parce qu'elle m'a écoutée tous les jours, soutenue chaque seconde et aidée sans cesse jusqu'au bout sans se lasser, je tiens à remercier ma fidèle supportrice, Enora.

Sommaire

REMERCIEMENTS	3
SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	6
CHAPITRE 1 : TERRAIN ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	10
I. LE TERRAIN : LA CAMPAGNE ANGEVINE	10
II. METHODE : UNE ENQUETE ETHNOGRAPHIQUE.....	13
A. <i>Détour statistique</i>	15
B. <i>Travail d'archive : Les Danaïdes (1982-1987)</i>	22
III. LA RELATION D'ENQUETE AU PRISME DE LA SEXUALITE	23
CHAPITRE 2 : LES LESBIENNES EN MILIEU RURAL, UN OBJET INVISIBLE ?	28
I. INVISIBILITE ACADEMIQUE : ETAT DE L'ART	28
A. <i>Historiographie de l'homosexualité féminine</i>	29
B. <i>En sociologie : concepts et travaux</i>	36
II. LES CONDITIONS SOCIO-SPATIALES DE L'INVISIBILITE.....	38
A. <i>Des contraintes socio-spatiales spécifiques</i>	38
B. <i>Faire de l'invisibilité une ressource</i>	47
CHAPITRE 3 : LES EFFETS DE L'INVISIBILITE SUR LES TRAJECTOIRES	53
I. LES TRAJECTOIRES AMOUREUSES.....	53
A. <i>Rencontrer via l'application de rencontre Tinder</i>	53
B. <i>Hétérogamie : écarts socio-démographiques au sein des couples lesbiens</i>	56
II. LES TRAJECTOIRES GEOGRAPHIQUES	60
A. <i>Conjugalité LGBT, une « fuite vers la ville » ?</i>	60
B. <i>Ancrage local</i>	64
C. <i>Retour à la campagne après un détour en ville</i>	66
CONCLUSION	69
ANNEXES	71
ANNEXE 1 : ARCHIVES, LES DANAÏDES 1982-1987.....	71
ANNEXE 2 : TABLEAUX STATISTIQUES.....	95
ANNEXE 3 : PRESENTATION DES ENQUETE-ES.....	97
ANNEXE 4 : DICTIONNAIRE DES VARIABLES DU QUESTIONNAIRE.....	99
ANNEXE 5 : LE GUIDE D'ENTRETIEN	103

TABLE DES MATIERES.....	106
TABLE DES FIGURES	108
INDEX DES TABLEAUX	109
BIBLIOGRAPHIE.....	110

Introduction

L'étanchéité des disciplines académiques françaises a retardé l'émergence de certains objets de recherche tels que l'homosexualité ou le genre. Parmi les sciences sociales, la sociologie est pionnière dans ce domaine. Après *La Volonté de Savoir* de Michel Foucault¹, les travaux de Didier Eribon ont impulsé la tenue du colloque de Beaubourg en 1997 sur les études *gay* et lesbiennes et la création du séminaire « Sociologie des homosexualités » à l'EHESS en 1998². Si, à l'aube des années 2000, un nouvel objet de recherche semble se constituer autour de l'homosexualité, les femmes sont toutefois absentes dans ce débat scientifique. Les travaux sociologiques sur l'homosexualité sont proposés par des hommes et les populations enquêtées sont les homosexuels masculins. La focale de recherche est alors axée autour de la pandémie de SIDA et des pratiques sexuelles avant de se déplacer autour de la lutte pour l'égalité des droits, l'homophobie et la conjugalité. Le lien entre espace et sexualité a été étudié par une géographie des homosexualités qui montre que la ville est l'espace privilégié du déploiement des cultures *gay* et lesbiennes, qui y ont acquis un certain « droit à la visibilité » voire à la centralité lorsque des quartiers s'y développent (Leroy 2009). La dichotomie visibilité/invisibilité est également présente dans les travaux sociologiques portant sur l'homosexualité. À travers ce prisme d'analyse, les sociologues ont montré par exemple que la ville était le lieu de réalisation des gays par excellence, qui trouvaient un certain « bonheur dans le ghetto » (Pollak 1982), celui-ci fonctionnant comme un « marché des échanges sexuels ». Par la suite, cette thèse est nuancée et le « bonheur » *gay* serait désormais davantage recherché dans la sphère domestique (Adam 1999). Plus récemment mais toujours sur ces « quartiers *gay* », les travaux de Colin Giraud développent la thèse selon laquelle, les « gays seraient des acteurs spécifiques de la gentrification urbaine », qu'il nomme « gaytrification » (Giraud 2014,

¹ Michel Foucault, « *Histoire de la sexualité*, vol. 1, *La volonté de savoir* », *Socio-anthropologie*, 40 | -1, 217-222.

² Le colloque de Beaubourg de 1997 organisé par D. Eribon et P. Mauriès a réuni sous le thème des « études gays et lesbiennes » des chercheur-euses tel-les que Monique Wittig, George Chauncey ou Pierre Bourdieu. C'est alors une première pour les sciences sociales françaises. Y ont été discutées les questions de la construction sociale et culturelle des sexualités, de la théorie *Queer* ou des représentations sociales de l'amour (source : site personnel de Didier Eribon). Le séminaire « sociologie des homosexualités » dispensé par Françoise Gaspard à l'EHESS de 1998 à 2003. Voir : Françoise Gaspard et Didier Eribon, « Sociologie des homosexualités », *Annuaire de l'EHESS*, | 2004, 554-556.

p. 89). Ses recherches montrent notamment comment, en tant qu'instance de socialisation, ces quartiers métropolitains permettent de reconvertir en ressource le stigmate social que représente l'homosexualité. Toutefois, ceux ayant pu convertir ce stigmate minoritaire en ressource valorisante, sont ceux disposant le plus de ressources socio-économiques, culturelles et symboliques : les hommes blancs appartenant aux classes supérieures et vivant en milieu urbain. Cette affinité entre la ville et l'homosexualité est d'autant plus probante depuis notamment les écrits de Didier Eribon selon qui « la ville a toujours été le refuge des homosexuels » et l'aboutissement du processus de « fuite vers la ville »³ désignant les mouvements de migration des homosexuels des campagnes vers les villes. Celles-ci sont des espaces où le harcèlement moral homophobe serait moindre grâce à l'anonymat que permet la grande ville contrairement au milieu rural où les liens d'interconnaissances sont plus resserrés. Depuis, cette thèse a été nuancée, notamment concernant le statut social des fuyants vers la ville, des heureux du ghetto ou des résidents de quartiers *gay*, et l'exclusivité du modèle de « fuite vers la ville » relativisé (Blidon et Guérin-Pace 2013). Attentif aux articulations entre espaces et homosexualité, Colin Giraud a, par la suite, mené une recherche dans la Drôme afin d'interroger l'image de « désert *gay* » que nous pouvons nous faire des milieux ruraux. Après avoir décrit les contraintes socio-spatiales spécifiques de la ruralité drômoise, il montre notamment que l'invisibilité produite et l'expérience minoritaire n'empêchent pas les *gays* ruraux de construire des ressources locales et spécifiques⁴.

L'homosexualité masculine se distingue de l'homosexualité féminine en ce qu'elle ne dispose pas des mêmes statuts sociaux (Chauvin et Lerch 2013) et le principal problème rencontré par les femmes est l'invisibilité lesbienne qui se constate tant du point de vue des pratiques que des représentations (Revillard 2002). L'invisibilité lesbienne se constate notamment dans les usages des espaces. Alors que la visibilité spatiale des gays et leur rôle dans la gentrification a été démontré, c'est plutôt la notion d'invisibilité qui structure l'usage de l'espace public des lesbiennes (Chetcuti-Osorovitz et Jean-Jacques 2018). Les travaux de Nadine Cattan et Anne Clerval montrent notamment que les territorialités lesbiennes sont invisibles et/ou éphémères (Cattan et Clerval 2011). Ces travaux rejoignent les conclusions de Natacha Chetcuti, selon lesquelles les sociabilités lesbiennes en ville s'organisent en contre-

³ Eribon D. (1999), *Réflexion sur la question gay*, Paris, Fayard, p. 34

⁴ Giraud, Colin « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2016

espaces entremêlant une grande part de liens informels et donc peu lisibles par l'espace public et social hétérosexuel (Chetcuti 2010). L'inscription territoriale des lesbiennes n'est pas encore un objet de recherche dont s'est saisi la sociologie française. La question est plutôt laissée à la géographie bien que les chercheuses du champ de la géographie lesbienne témoignent d'un vide scientifique en la matière⁵. Les travaux de Laure Anelli et de Salima Amari sur les lesbiennes de l'immigration⁶ ont pour terrain de recherche la banlieue parisienne. Par ailleurs, les travaux ayant pour objet l'homosexualité ont, la plupart du temps, la ville ou les milieux dits urbains comme cadre d'enquête. Il est vrai que statistiquement « les femmes et les hommes en couple de même sexe vivent nettement plus fréquemment en région parisienne ou dans les agglomérations de plus 100 000 habitants que les femmes et hommes en couple de sexe différent », mais cette propension à l'installation dans l'agglomération parisienne concerne davantage les homosexuels masculins, fils de cadres et de classes relativement âgées (Rault 2016). Cette concentration est moins effective chez les femmes homosexuelles dont les sociabilités s'organisent davantage de façon réticulaire, c'est-à-dire en forme de réseaux plus ou moins informels. Cette tendance ne doit pas occulter l'existence d'expériences homosexuelles dans les espaces moins visibles.

La construction de l'objet de mon mémoire a ainsi comme point de départ le constat que les représentations majoritaires sur les liens entre espaces et lesbianisme simplifient une réalité plus complexe. En effet, des lesbiennes vivent dans les campagnes sans les avoir jamais quittées, d'autres s'y ré-installent après avoir habité en ville, d'autres se déplacent du rural vers le rural. Leur présence à la campagne est *a priori* en décalage avec les territoires qu'elles décident d'habiter qui sont souvent représentés comme des territoires fermés à l'altérité, intolérants voire homophobes. Tout au plus cette déviation du modèle dominant est une impossibilité et au minimum, elle rendrait la vie difficile du fait de l'isolement, du manque de représentations sociales, de la potentialité perçue comme plus forte d'être victime de discrimination ou d'agression. La notion « d'invisibilité lesbienne » présente dans les travaux

⁵ Chetcuti-Osorovitz, Natacha et Sarah Jean-Jacques. « Usages de l'espace public et lesbianisme : sanctions sociales et contournements dans les métropoles françaises. » Cahiers de géographie du Québec, volume 62, numéro 175, avril 2018, p. 151–167.

⁶ Amari, Salima. *Lesbiennes de l'immigration : construction de soi et relations familiales*. Editions du Croquant, 2018 et Anelli, Laure, « Au-dessus de tout soupçon ? L'entrée dans l'homosexualité de filles de migrants nord-africains », *Genre, sexualité & société*, 2012

de recherches académiques sur le sujet ou au sein des associations de lutte pour les droits des personnes homosexuelles⁷, et les débats sur l'opposition entre une « France périphérique », dominée et pauvre, et une France urbaine favorisée, dominante (Guilluy 2014), n'ont pas encore permis de s'intéresser aux vies lesbiennes loin des villes. La question de recherche posée par ce mémoire est donc la suivante : quelles sont les conditions et les effets de l'invisibilité lesbienne en contexte rural ?

Ainsi, la problématique de recherche de mon mémoire se situe au carrefour de la sociologie de l'homosexualité et de la sociologie rurale. En effet, mon enquête de mémoire s'est penchée sur les interactions possibles entre ruralité et urbanité liées aux présences lesbiennes en milieu rural. En identifiant les enjeux spécifiques des sociabilités lesbiennes en milieu rural, je me suis interrogée sur la façon dont cette présence peut déconstruire l'opposition ruralité/urbanité et dépasser le thème classique de l'invisibilité. Cette enquête a été menée dans un esprit ethnographique puisque j'ai été amenée à mener des observations participantes durant plusieurs mois avec la population étudiée (des lesbiennes vivant en milieu rural) couplées à des entretiens sociologiques. Une enquête par questionnaire et l'analyse d'un corpus archivistique viennent soutenir ces matériaux empiriques.

Dans un premier chapitre, je présenterai le terrain d'enquête qui est la campagne angevine ainsi que la méthodologie utilisée et mon rapport au terrain sous l'angle sexuel. Dans un second chapitre, j'interrogerai les conditions d'une invisibilité lesbienne en exposant un état de l'art de cet objet de recherche en histoire et en sociologie, avant de spécifier les contraintes socio-spatiales du terrain de recherche et la façon dont sa ruralité produit des marges de résistances à l'invisibilité de la part des lesbiennes qui l'habitent. Enfin, dans un troisième et dernier chapitre je m'intéresserai aux effets de l'invisibilité sur leurs trajectoires amoureuses et géographiques.

⁷ C'est le cas de l'association L'Autre Cercle qui a par exemple organisé des conférences sur ce thème.
<https://www.autrecercle.org/>

Chapitre 1 : Terrain et Méthodologie de l'enquête

À l'aune des diverses expériences de terrain, en relisant mes notes ou en réécoutant les entretiens, je me suis rendu compte de la présence de drague, de flirt voire de sexualité dans mon rapport et celui des enquêtés à l'enquête. La dernière partie de ce chapitre portera donc sur mon rapport au terrain à travers le caractère (homo) sexué de la relation d'enquête. Avant de s'intéresser à cela plus précisément, ajoutons que cette première année de master recherche a aussi été l'occasion d'essayer et de varier les approches de terrain. C'est pourquoi j'ai aussi mené un travail d'archives portant sur une association lesbienne angevine du début des années 1980 et effectué un travail statistique à la suite de la diffusion d'un questionnaire dont l'objectif était avant tout d'obtenir des données de cadrage sur ma population d'enquête. Ces différents travaux seront présentés après avoir explicité quelques caractéristiques du terrain d'enquête et les outils méthodologiques de l'enquête. Par ailleurs, cette multiplication des entrées méthodologiques, bien que complémentaires par leur éclairage de la complexité de l'objet, s'est toutefois révélée constituer une difficulté lorsqu'il a fallu traduire par écrit les résultats dans une argumentation complète et construite.

I. Le terrain : la campagne angevine

Ce mémoire vise en partie à éclairer les réalités sociales des lesbiennes dans des espaces ruraux sans viser l'exhaustivité. Par ruralité j'entends l'ensemble des représentations collectives associées à l'espace rural mais aussi tout ce qui compose les modes de vie et d'habiter dans un espace rural. Je n'ai pas considéré la ruralité comme un fait globalisant ou totalisant car, nous allons le voir, chaque territoire possède des caractéristiques socio-spatiales spécifiques. Les traditions, le niveau de vie, la structure socio-professionnelle ou le taux d'emploi sont autant de facteurs variables d'un territoire rural à l'autre. Il me paraît donc indispensable d'exposer quelques caractéristiques sociales du territoire sur lequel j'ai travaillé. Le terrain sur lequel j'ai enquêté est la campagne angevine, les terres rurales du Maine-et-Loire. Le choix de ce terrain a été motivé par la possibilité de me rendre régulièrement à Angers puisque j'y ai de la famille. Angers est alors devenu mon point de départ pour me rendre ailleurs dans le département. Je n'y étais jamais allée avant de débiter l'enquête durant laquelle j'ai découvert le territoire. C'est

aussi cette méconnaissance du territoire et de ses habitants qui a attisé ma curiosité. Ce département, situé dans le Val de Loire fait partie de la région des Pays de La Loire. Sur place, on dit plutôt qu'on se situe dans « l'Anjou ». Les communes dans lesquelles je me suis rendue comptaient en général moins de 5000 habitants. Benoit Coquard, qui a travaillé sur la jeunesse rurale, explique qu'il a enquêté sur les « campagne en déclin ». Il désigne ainsi un territoire qui se dépeuple et s'appauvrit par opposition aux territoires ruraux dits attractifs ou dynamiques et qui attirent de nouveaux habitants (Coquard 2019). Les territoires ruraux du Maine-et-Loire sur lesquels j'ai enquêté ne peuvent être décrits comme « en déclin » de ce point de vue. En effet, parmi les 10 communes où je me suis rendue, seule une a perdu des habitants entre les deux derniers recensements de l'INSEE.

Le département est découpé administrativement en 6 pays :



Figure 1: Les 6 pays angevins

Source : Insee Pays de la Loire « Observation sociale des territoires de Maine-et-Loire, 2007, p.5.

D'après l'observation sociale des territoires du Maine-et-Loire réalisée par l'INSEE en 2007, ces pays présentent une « cohésion géographique, économique, culturelle et sociale ». Géographiquement et traditionnellement on distingue l'Anjou noir et ses bocages, à l'ouest et les plateaux de l'Anjou blanc à l'est qui sont tous deux traversés par la vallée de la Loire. Plus rural que la moyenne nationale, l'agriculture développée dans le département est essentiellement viticole, maraichère ou horticole. 35% des habitants résident dans des espaces ruraux contre 25% en moyenne en France. Au centre du département, la ville d'Angers, son

offre universitaire et son bassin d'emplois peuvent expliquer le développement démographique du Maine-et-Loire. De plus, relié par le TGV à Paris et Nantes, le Maine-et-Loire offre un cadre de vie dit attractif. D'après l'INSEE, les deux catégories socioprofessionnelles dominantes en Maine-et-Loire sont les retraités et les ouvriers. Sa structure socioprofessionnelle se distingue de celle de la France par une proportion plus élevée d'ouvriers et d'agriculteurs et par un déficit de cadres. Toutefois, cette caractéristique ne doit pas être interprétée comme synonyme de précarité. En effet, cela témoigne plutôt de l'existence de zones industrielles desquelles les cadres sont peu ou pas présents. La composition de la structure socioprofessionnelle diverge aussi en fonction des territoires. Ainsi, le Pays des Mauges, situé au sud-ouest du département, se distingue particulièrement des autres territoires du département. Les ouvriers forment la première catégorie socioprofessionnelle et le chômage y est moins élevé. Plus jeunes, et plus familiales que les autres territoires, les Mauges bénéficient aussi d'une culture locale performée et transmise de génération en génération. Malgré cette concentration d'ouvriers dans les Mauges, 30% des ouvriers du département résident à Angers même. C'est plutôt dans les banlieues périurbaines que se concentrent les cadres et les ménages les plus aisés. C'est d'ailleurs la première chose qui m'a frappée lorsque j'ai traversé le département pour la première fois. Je notais: « Chaque village a sa banlieue ici. Il y a des zones pavillonnaires à presque chaque entrée ou sortie de village. Ces maisons ne sont pas toujours finies d'être construites, elles sont sûrement assez récentes. » D'après l'INSEE, le vieillissement, la pauvreté, la précarité et le chômage touchent davantage le nord et l'est du département où 12% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté. Cette distribution m'a semblé plutôt bien traduite dans l'espace physique. En effet, alors que les villages du sud et de l'ouest dans lesquels je me suis rendue étaient bien entretenus (fleurs et arbres taillés, bâtiments restaurés, réseau viaire récent, etc.) et dotés d'infrastructures culturelles et de loisirs (en général au moins une bibliothèque, un théâtre ou cinéma, un musée, zones sportives), les territoires situés plutôt au nord et à l'est étaient davantage laissés à l'abandon, les villages parfois presque inhabités, les églises fermées, etc... L'enquête que j'ai menée couvre à part égale chacun des 6 pays du Maine-et-Loire. Précisons qu'une plus grande partie de l'enquête se déroule dans des communes dites « sous forte influence d'un pôle »⁸. D'après la typologie de l'INSEE, il faut entendre par là : commune rurale sous forte influence d'un pôle d'emploi urbain. Ces pôles représentent des points de convergence pour les résidents des communes dites sous influence. Même si une large

⁸ Insee Flash des Pays de la Loire n°111, avril 2021

proportion des habitants de ces communes répond à ce schéma, ce modèle ne peut interpréter de manière uniforme la réalité des vécus des habitants.

II. Méthode : une enquête ethnographique

Afin d'être mise en contact avec des enquêtés, j'ai d'abord contacté par courriel des associations angevines LGBT comme le centre LGBT de la ville, une association de parents LGBT, une association sportive et une association festive. Mais je n'ai reçu qu'une seule réponse d'une association qui m'a redirigée plusieurs fois vers des personnes référentes différentes sans que cela n'aboutisse. Voici le type de mail que j'ai pu envoyer :

« Bonjour,

Je suis étudiante en sociologie à l'Université de Nantes. J'effectue une enquête sociologique sur Angers et alentours dans le cadre de mon mémoire de recherche portant sur les conjugalités lesbiennes en "milieu rural". Je m'adresse à vous afin d'obtenir des contacts de femmes résidant sur Angers ou dans la campagne angevine. Je leur proposerais des entretiens d'environ 1h30 qui seront totalement anonymisés. Durant ces entretiens on abordera leurs trajectoires scolaires, géographiques, sociales, amoureuses et sexuelles.

Je reste à votre disposition pour davantage d'informations et pour voir, si vous êtes d'accord, dans quelles mesures vous pouvez m'aider.

Cordialement,
Elisa Champciaux. »

Faute de relances de ma part ou à cause du contexte sanitaire actuel, aucune de mes demandes n'a finalement reçu de réponses.

À partir d'octobre, j'ai bénéficié d'un contact privilégié avec un-e ami-e nantais-e, Elie, qui a grandi dans la campagne angevine et qui m'a fourni de nombreux contacts qui y vivaient toujours. J'ai rencontré Elie à la fac, nous suivions le même cursus et partagions les mêmes opinions politiques. Son père est professeur de tennis et sa mère secrétaire médicale. Puisqu'il résidait à 40 minutes du lycée général le plus proche, il a donc été à l'internat dans un des lycées d'Angers. Les contacts qu'il m'a transmis sont issus de ce passage à l'internat. Aujourd'hui, ces anciennes pensionnaires forment un groupe d'amis partageant le point commun d'habiter dans la campagne angevine, de s'identifier comme lesbienne et de faire partie du même collectif militant. Certaines d'entre elles s'identifient à d'autres orientations sexuelles telles que pansexuelle mais j'utilise ici le terme « lesbienne » car c'est ainsi qu'elles se présentent à moi mais aussi à toute personne extérieure au groupe. C'est après des entretiens où nous avons

abordé la question que l'une d'entre elle m'explique : « *Non mais je dis lesbienne parce que c'est plus simple en fait. En vrai je suis plus pan je dirais parce que bah je suis sortie avec des mecs trans par exemple donc c'est des mecs. En fait c'est juste que j'aime pas les mecs cis quoi* ». Utiliser la dénomination « lesbienne » est dans ce cas un moyen de signifier que l'on n'est pas attirée par les hommes cis. Un homme cis étant un homme dont le genre correspond à son genre assigné à la naissance. Autrement dit un homme cis est un homme qui n'est pas transgenre.

Par le biais d'Elie, j'ai été conviée à un week-end militant⁹ durant lequel j'ai pu sympathiser avec plusieurs personnes qui m'ont par la suite invitée à des « soirées filles » de la campagne angevine¹⁰.

Ces enquêtées m'ont par la suite communiqué des contacts et ainsi de suite. Cet « effet boule de neige » m'a permis de mener des entretiens avec 11 personnes¹¹. Ainsi, les matériaux que j'ai recueillis sont de plusieurs nature. J'ai parfois occupé une place d'observatrice participante lors d'événements festifs ou militants dans des bars ou des lieux privés. Je qualifierais de semi-immersion ma place sur le terrain car même si j'ai entretenu des rapports réguliers avec elleux durant plusieurs mois, l'éloignement géographique, le coût des déplacements et les différents confinements liés à la situation sanitaire m'ont empêchée de créer des liens amicaux dépassant ma qualité d'enquêtrice ou de militante. Je n'ai jamais dissimulé la nature de ma présence, personne n'ignorait le travail que je menais. La bonne réception de cette information m'a incitée à maintenir ce choix. En effet, en expliquant que je travaillais plus précisément sur la question de l'invisibilité lesbienne, des discussions et débats étaient lancés dans les couples ou les groupes d'amies. Elles avaient « *toutes quelque chose à dire parce que c'est un truc connu entre nous et c'est un truc qu'on a ressenti à un moment !* » et la volonté de « *montrer que bah on est là nous aussi* ». Les entretiens que j'ai menés ont duré de 38 minutes à 1 heure¹⁶ et se sont déroulés au domicile des enquêtées et par visioconférence pour l'une d'entre elles. Afin de varier les profils sociaux des enquêtés, j'ai également diffusé des messages sur des groupes Facebook dits LGBT et destinés au public de la campagne angevine. Également, certains bars dans lesquels j'avais pu me rendre entre deux confinements ont relayé

⁹ Brève description de ce week-end en annexe 1 p. 71

¹⁰ Description de ces « soirées filles » p. 41

¹¹ Tableau de présentation des enquêtées p. 97

mon message. Même si les origines sociales des enquêtés sont variées socialement, leur statut social est plus homogène. En effet, les métiers exercés par les pères des enquêtées vont du cantonnier au médecin, du garagiste à l'inspecteur des finances. Âgées de 23 à 41 ans, les enquêtées occupent des positions sociales plus intermédiaires. On observe par exemple une sur-représentation de niveaux de diplômes égaux ou supérieurs à Bac+3. Cela peut s'expliquer par les modes de mise en relation avec les enquêtées tels que l'interconnaissance ou les réseaux sociaux.

J'ai également mené un travail statistique faisant suite à la diffusion d'un questionnaire notamment *via* Internet dont le premier objectif était de récolter des données de cadrage sur la population « lesbienne vivant en milieu rural » ainsi qu'un travail archivistique consultable en annexe 1.

Tous les extraits d'entretien ont fait l'objet d'une anonymisation, le nom des personnes et leurs lieux d'habitation ont été modifiés afin de ne pas pouvoir les identifier. J'ai donc essayé dans la mesure du possible de leur donner des prénoms qui ne soient pas trop éloignés socialement et culturellement de leur prénom d'origine. Par exemple, le prénom Marie, occidental et d'origine catholique aurait pu être remplacé par Jeanne ou Cécile. Pour les noms de villages j'ai essayé de donner des noms avec un nombre de lettres équivalents et qui n'existent pas. Par exemple, après avoir vérifié qu'il n'en existait pas ailleurs, j'ai remplacé le nom d'un des villages par « Lercé » car en Maine-et-Loire, de nombreux villages se terminent par -é.

A. Détour statistique

La place des données quantitatives dans cette recherche était au départ un impensé. Puis il m'a semblé pertinent d'utiliser des données statistiques *a minima* en tant que données de cadrage afin d'avoir une idée de la mesure du phénomène étudié mais aussi afin de sortir de mon carcan qualitatif auquel je tenais sans doute à cause de ma réticence à user des statistiques, des logiciels de traitement de données et des mathématiques. À ce jour, il existe 3 enquêtes statistiques régulièrement utilisées pour étudier ce que les chercheurs désignent comme la population homosexuelle ou « homo-bisexuelle ». On peut citer « l'Enquête Presse Gay », devenue « l'Enquête Presse Gays et lesbiennes » (EPGL) en 2011, dont les questionnaires sont auto-administrés par les enquêté-es *via* des magazines, internet, ou dans des lieux de convivialité. Cette enquête est renouvelée tous les 4 ans environ et les données utilisables aujourd'hui datent de 2011. Sont aussi utilisées les enquêtes « Contexte de la sexualité en France » (CSF) et « Analyse des comportements sexuels en France » (ACSF). La première a

été réalisée entre 2004 et 2006 et la seconde en 1992. Ces deux enquêtes ont été réalisées sur population générale et pour circonscrire la population « homo-bisexuelle » l'indicateur utilisé était « d'avoir déjà eu un partenaire du même sexe, ou des rapports sexuels avec une personne de même sexe » (Chauvin et Lerch 2013a). À titre d'exemple, lors de sa féminisation en 2011, l'EPGL s'est donné comme objectif d'étudier les parcours socio-sexuels, la santé sexuelle, l'estime de soi ou la consommation de produits psychoactifs. Diffusé uniquement sur le web *via* les réseaux sociaux et des sites lesbiens, le questionnaire a été rempli entièrement 3662 fois. On apprend entre autres que l'âge médian des répondant-es est de 26 ans¹², que 70% d'entre elles effectuent ou ont effectué des études supérieures, que 30% résident en Ile-de-France dont 15% à Paris, et 17% vivent en milieu rural. Ces données permettent de resituer sur une échelle plus grande la population des lesbiennes malgré l'absence de données statistiques en population générale. Par ailleurs, ces enquêtes comportent certains biais méthodologiques. Par exemple concernant le mode de recrutement des enquêté-es. Reposant sur le volontariat, l'enquête EPGL ne peut recouvrir toutes les réalités sociales de la population ciblée bien qu'elle soit incontournable pour l'étude des pratiques sexuelles homosexuelles. Les enquêtes CSF et ACSF se basent sur un échantillon de population générale et les répondant-es « homosexuel-les » sont donc peu nombreux-ses. De plus il n'existe pas à ce jour d'enquête statistique portant spécifiquement sur la composition sociale de la population dite lesbienne. C'est pourquoi j'ai choisi de construire un questionnaire et de traiter les données quantitatives produites¹³ moi-même. Ces données viennent compléter et appuyer ma recherche qualitative en ce qu'elles permettent de vérifier les relations entre les individus du champ d'étude et certaines caractéristiques ou pratiques. Obtenues par diffusion du questionnaire sur les mêmes plateformes (réseaux sociaux, associations, interconnaissances) que sur celles où j'ai recruté plusieurs enquêté-es avec lesquelles j'ai réalisé des entretiens, les données récoltées permettent de dresser les profils-types auprès desquels j'ai travaillé et permettent d'avoir un retour réflexif sur la réalisation de mon enquête de mémoire.

¹² Site de l'ANRS. Cf. tableau en Annexes

¹³ La production et l'analyse des données statistiques récoltées n'a pas de visée exhaustive et ne vaut que dans le cadre de mon mémoire et de sa problématique de recherche. L'objectif était surtout de m'essayer à la production et la diffusion d'un questionnaire de façon autonome et de me familiariser davantage à Limesurvey, Trideux et autres logiciels de traitement de données statistiques.

J'ai construit mon questionnaire sur Limesurvey¹⁴. Le questionnaire avait pour titre « Sociabilités LGBTQ+ » mais il était composé essentiellement de questions permettant de récolter des données de cadrage sur les individus. L'objectif était de pouvoir caractériser l'orientation sexuelle, l'origine géographique, l'origine sociale et la position sociale des répondant-es. Les deux dernières parties du questionnaire portaient sur la conjugalité : statut matrimonial, étapes de la conjugalité (relations sexuelles, cohabitation, Pacs...); et sur les sociabilités : description du réseau relationnel amical.

La population cible de mon questionnaire aurait pu être restreinte (lesbiennes vivant ou ayant vécu en milieu rural) mais mon expérience précédente de recrutement d'enquêté-es m'avait montré que c'est un public restreint et difficilement atteignable surtout lorsque l'on a un souci de représentativité puisque, si les réseaux sociaux sont d'une grande aide pour toucher les moins de 40 ans, l'usage d'internet est moindre chez les plus âgé-es. Finalement, puisque mon objectif était avant tout de pouvoir traiter des données statistiques, j'ai décidé de cibler de manière plus générale toutes les personnes ne s'identifiant pas comme hétérosexuelles indépendamment du genre, de l'orientation sexuelle et du lieu de résidence. L'idée a été de pouvoir opérer des comparaisons mais aussi de s'interroger sur le phénomène de « fuite vers la ville » mis en lumière par Didier Eribon en 1999 dans *Réflexions sur la question gay*. Pour lui, la ville agit comme refuge incitant les homosexuels de milieux ruraux et péri-urbains à migrer vers la ville. Toutefois, même si en France, les enquêtes successives montrent que Paris et sa métropole sont largement sur-représentés comme lieux de résidence des gays et des lesbiennes (Giraud 2019), cette surreprésentation est moindre pour les femmes se déclarant lesbiennes. Elles peuvent ne pas s'auto-désigner comme lesbiennes mais aussi résider en milieu rural. Les enquêtes, la mienne y compris, comportent des biais de recrutement et d'échantillonnage par le mode de diffusion par exemple. Dans mon cas, essentiellement *via* les réseaux sociaux et des associations ouvertement LGBTQ+ ou féministes ou militantes. Mais cela ne doit pas occulter le fait que d'autres trajectoires sociales existent loin des villes, des associations et des milieux militants. Bien que, par son mode de production mon questionnaire invisibilise certaines minorités dans la minorité et n'est pas représentatif de la population LGBTQ/lesbienne rurale, l'exploitation des données vise à isoler cette frange de l'échantillon obtenu afin de la caractériser socialement. L'enquête ne quantifie donc pas les parcours mais observe leur contenu.

¹⁴ Le questionnaire en question est consultable en annexe de ce document.

Nous allons exposer ci-après quelques données de cadrage obtenues par cette enquête par questionnaire et ainsi dresser le portrait sociologique de la population d'enquête, c'est-à-dire les lesbiennes qui vivent ou qui ont vécu en milieu rural. Nous analyserons le vécu des conjugalités et mettrons à l'épreuve le concept de « fuite vers la ville » par une étude de la mobilité et de l'immobilité géographique et/ou sociale de cette frange de la population dans le dernier chapitre de ce mémoire.

A.1 Quelques données de cadrage

Mise en ligne le 8 avril 2021, l'enquête par questionnaire¹⁵ a permis de récolter 322 réponses dont 192 complètes. Parmi les répondant-es, 177 se déclarent lesbienne ou pansexuelle ou bisexuel-le. Rappelons que la pansexualité se caractérise par l'attraction envers des individus sans préférence de genre et de sexe. À l'exception de quelques répondant-es, les bisexuel-les et pansexuel-les de cette enquête s'identifient tous-tes à un genre différent de « homme cis », comprenez « personne de sexe masculin dont le sexe correspond au genre attribué à la naissance ». Autrement dit, les bisexuel-les et pansexuel-les de cette enquête sont des femmes cisgenre ou des personnes transgenres. Plus précisément, parmi les 164 personnes à avoir renseigné le ou les genres auxquels elles s'identifient, environ 75% ont déclaré être femme ou homme cisgenre, 11,5% ont déclaré être « transgenre non-binaire », « gendrefluid », « genderqueer » ou « neutrois », 2% ont déclaré être transgenre homme ou femme et 2% indiquent ne pas savoir.

21,4% des répondant-es se sont déclarés « gay » soit 69 personnes. 27 personnes hétérosexuel-les ont rempli le questionnaire mais après la première question concernant leur orientation sexuelle, un message d'exclusion s'affichait : « *Si ce texte s'affiche après avoir répondu à la question concernant votre orientation sexuelle : votre profil ne correspond pas à cette enquête. Celle-ci est destinée aux orientations autre que "hétérosexuel.le". Je vous invite à partager ce questionnaire auprès de vos connaissances qui ne seraient pas hétérosexuel.le.s. Merci d'avance. Bonne journée.* ». 59,3% des répondant-es ont renseigné leur âge. Ainsi, 0,9 % des enquêté-es sont mineur-es, 33,2% ont entre 18 et 25 ans, 17,7% ont entre 26 et 35 ans, 5 % ont entre 35 et 45 ans et 2,5% ont plus de 45 ans (de 46 à 74 ans). Précisons ici que 51,1% des

¹⁵ Le questionnaire est consultable en annexe.

personnes s'étant déclarés « pansexuel-les » et 48,4% des « bisexuel-les » ont entre 18 et 25 ans. La répartition par âge des « lesbienne /gouine¹⁶ » est plus équilibrée entre 18 et 35 ans.

En croisant l'orientation sexuelle avec le niveau de diplôme, on remarque que les répondant-es lesbienne/gouine¹⁷, bisexuel-les et pansexuel-les sont majoritairement titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au Bac +3 (56,94%). Cette sur-représentation des diplômés du supérieur peut s'expliquer par le mode de diffusion virtuel du questionnaire au regard d'une moindre fréquentation d'internet par les moins diplômés, par la grande proportion de répondant-es recruté-es dans mon cercle d'interconnaissances et qui me ressemblent scolairement ou bien par la répartition par âge des répondant-es. En effet, le niveau de diplôme est largement corrélé à l'âge et du fait d'une population en moyenne plus jeune (Blidon et Guérin-Pace 2013).

Tableau 1 : niveau de diplôme en fonction de l'orientation sexuelle

Niveau de diplôme / Orientation sexuelle	> Bac+5	Autre	Bac +2	Bac général	Bac pro/technique	Bac+3	Bac+4	BEP/CAP	Pas de diplôme	Total général
Bisexuel.le	11,11%	2,22%	13,33%	17,78%	0,00%	31,11%	17,78%	2,22%	4,44%	100,00%
Lesbienne / Gouine	29,09%	5,45%	20,00%	3,64%	9,09%	16,36%	14,55%	1,82%	0,00%	100,00%
Pansexuel.le	18,92%	2,70%	13,51%	29,73%	2,70%	18,92%	10,81%	2,70%	0,00%	100,00%
Total général	20,44%	3,65%	16,06%	15,33%	4,38%	21,90%	14,60%	2,19%	1,46%	100,00%

Lecture : 29,09% des répondant-es « lesbienne/gouine » ont un niveau de diplôme supérieur ou égal à Bac+5

Champ : Filtre : Quelle est votre orientation sexuelle (Pansexuel.le/ Lesbienne / Gouine/ Bisexuel.le)

Source : results-survey911825. Enquête « Sociabilité LGBTQ+ », avril-mars 2021.

59% des répondant-es à la question « Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? », ont répondu « extrême-gauche » (35,23%) ou « gauche » (46,11%). 12,95% ont répondu « centre » et seuls 5,18% ont répondu « droite » ou « extrême-droite ». Ces données ne permettent pas une analyse fine de ce que ces termes recouvrent spécifiquement pour la communauté LGBTQ+ interrogée mais donnent à voir de manière globale la couleur politique des répondant-es de ce questionnaire. Ces données montrent surtout que dans la mesure où mon réseau amical est fondé sur mon appartenance politique et militante ainsi que mon réseau social virtuel, il y a une sur-représentation de répondant-es de « gauche » ou « d'extrême-gauche ».

¹⁶ Dans la construction du questionnaire, j'ai complété l'identité de « lesbienne » avec celle de « gouine ». À l'origine c'est un terme familier insultant mais il a été réapproprié depuis les années 1970 comme identité politique par des militantes homosexuelles.

¹⁷ Nous utilisons l'écriture inclusive y compris pour désigner la population dite « lesbienne/gouine ». En effet, le genre se distingue de l'orientation sexuelle. Par exemple, un homme transgenre peut s'identifier en tant que « lesbienne ».

Ensuite, afin de caractériser l'origine sociale des répondant-es, le questionnaire comportait des questions concernant la profession et les revenus des parents. Les répondant-es « lesbienne/gouine » sont 22,92% à avoir indiqué que les revenus de leur mère sont inférieurs à 1000 euros net par mois, et sont 35,42% à avoir indiqué que les revenus de leur mère se situent entre 1000 et 1500.

Tableau 2: Revenus de la mère eu euros net en fonction de l'orientation sexuelle

Nombre de ID de la réponse	Revenus de la mère en euros net							Total général
	Entre 1000 et 1500	Entre 1500 et 2000 euros	Entre 2000 et 2500 euros	Entre 2500 et 3000 euros	Moins de 1000 euros	Plus de 3000 euros		
Orientation sexuelle								
Asexuel.le	0,00%	0,00%	50,00%	0,00%	50,00%	0,00%	0,00%	100,00%
Bisexuel.le	35,90%	15,38%	12,82%	12,82%	15,38%	7,69%	100,00%	100,00%
Gay	23,53%	25,49%	15,69%	5,88%	19,61%	9,80%	100,00%	100,00%
Lesbienne / Gouine	35,42%	12,50%	14,58%	10,42%	22,92%	4,17%	100,00%	100,00%
Pansexuel.le	35,29%	23,53%	11,76%	0,00%	17,65%	11,76%	100,00%	100,00%
Total général	31,61%	18,97%	14,37%	7,47%	19,54%	8,05%	100,00%	100,00%

Lecture : 17,65% des lesbienne/gouine ont indiqué que les revenus de leur mère sont inférieurs à 1000 euros net par mois

Champ : population totale n=322

Alors que 60% des enquêté-es ont répondu à la question concernant les revenus de leur mère, il y a eu 50% de non-réponses pour celle concernant le père. Pour les répondant-es, « lesbienne/gouine », 19,15% ont déclaré que les revenus de leur père sont de plus de 3000 euros net par mois, environ 40% ont déclaré que les revenus de leur père sont compris entre 1000 et 2000 euros et environ 30% ont déclaré qu'ils sont compris entre 2000 et 3000 euros.

Tableau 3: Revenus du père en fonction de l'orientation sexuelle

Nombre de ID de la réponse	Revenus du père en euros net						Total général
	Entre 1000 et 1500 euros	Entre 1500 et 2000 euros	Entre 2000 et 2500 euros	Entre 2500 et 3000 euros	Moins de 1000 euros	Plus de 3000 euros	
Orientation sexuelle							
Asexuel.le	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%
Bisexuel.le	23,53%	17,65%	11,76%	14,71%	5,88%	26,47%	100,00%
Gay	14,00%	40,00%	12,00%	12,00%	0,00%	22,00%	100,00%
Lesbienne / Gouine	19,15%	21,28%	14,89%	14,89%	10,64%	19,15%	100,00%
Pansexuel.le	26,47%	20,59%	20,59%	14,71%	8,82%	8,82%	100,00%
Total général	19,88%	25,90%	14,46%	13,86%	6,02%	19,88%	100,00%

Champ : population totale n=322

Source : results-survey911825. Enquête « Sociabilité LGBTQ+ », avril-mars 2021.

Les inégalités de revenus salariaux femmes-hommes se retrouvent ici. Les pères gagnent plus que les mères. Mais nous pouvons relativiser la fiabilité des données récoltées dans la mesure où les non-réponses sont nombreuses. Les répondant-es sont aussi plutôt jeunes comme nous l'avons dit précédemment et ces données peuvent aussi être des interprétations subjectives, des estimations. De plus, les inégalités salariales de genre agissent comme facteur structurel de notre société et cette acception peut influencer sur la compréhensibilité de notre environnement.

Pour ce qui est de l'origine géographique des répondant-es, 21,8% ont grandi dans une ville de plus de 100 000 habitants. Mais les enquêté-es sont majoritairement d'origine rurale puisque 55,4% ont grandi dans une commune de moins 20 000 habitants. 5% ont grandi dans

une banlieue périurbaine et 17,8% ont grandi dans une petite ville de 20 000 à 100 000 habitants. Les données récoltées ne permettent pas d'établir de différence significative entre les différentes orientations sexuelles.

Les enquêté-es sont donc plutôt des femmes cisgenres se déclarant lesbiennes/ gouines ou bisexuelles. Iels sont âgé-es majoritairement de 18 à 35 ans. D'origine rurale, iels sont issues de milieux populaires et des classes moyennes et se situent politiquement à gauche ou à l'extrême-gauche. Ce portrait social correspond à celui des enquêté-es que j'ai interrogées durant mon enquête de mémoire.

A.2. Conclusion

Bien que nous n'ayons pas décrit et analysé ici toutes les variables du questionnaire,¹⁸ nous pouvons caractériser de manière quantitative la population cible du mémoire. Même si les lesbiennes ayant grandi ou vivant en milieu rural ont des profils sociologiques divers, les répondant-es au questionnaire sont majoritairement d'origine rurale et originaire de classes populaires ou moyennes. La majorité des répondant-es lesbiennes sont diplômé-es de l'enseignement supérieur mais c'est une analyse longitudinale qui permettrait de savoir si ces mobilités scolaires se traduisent dans le temps par une mobilité sociale ascendante. Cette enquête par questionnaire a aussi permis de confirmer statistiquement des tendances observées sur mon terrain d'enquête comme la non-corrélation entre la ruralité et l'utilisation des applications de rencontres- présumé pour moi lorsque j'ai débuté mon enquête. Il pourrait aussi être intéressant de se donner les moyens d'isoler statistiquement les lesbiennes ayant effectué un « retour à la terre »¹⁹, qui sont retournées habiter sur leur terre d'origine après des études, qui sont néo-rurales ou dont la mobilité géographique s'est opérée du rural vers le rural afin de saisir à quels égards il existe de spécificités propres à cette sous-population. Par ailleurs, la trajectoire résidentielle d'une enquêtée correspondant à ce modèle est exposée dans le dernier chapitre. Afin de saisir l'impact des étapes de la conjugalité par exemple, il aurait été pertinent de diffuser le questionnaire plus longtemps mais aussi de manière plus ciblée et par d'autres moyens qu'internet pour obtenir les réponses d'enquêté-es plus âgé-es entre autres. Construit très rapidement à un moment de l'année où la problématique de recherche de mon mémoire

¹⁸ Un dictionnaire des variables est consultable en annexe

¹⁹ Madeleine Sallustio, « Le retour à la terre : entre utopie et nostalgie », *Conserveries mémorielles*,

était encore floue ; le questionnaire fait l'impasse sur des problématiques telles que l'homophobie, le sentiment d'invisibilisation, la sexualité ou les relations entre ruralité et urbanité avec par exemple des variables concernant les sorties festives ou le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail données que j'aurais pu réutiliser dans l'écriture de mon mémoire.

B. Travail d'archive : Les Danaïdes (1982-1987)²⁰

Le travail d'archives que j'ai réalisé portait sur « Les Danaïdes », une association regroupant des lesbiennes féministes angevines de 1982 à 1987. L'association avait un local, un bar, dans lequel elles organisaient diverses activités.

L'analyse des documents d'archives concernant l'association des Danaïdes ne correspond pas en tout point au raisonnement que ce mémoire suit. Toutefois, la compilation de ces archives agit comme une expression de l'invisibilisation lesbienne. Nous le verrons, des mécanismes d'invisibilisation de cet objet sont à l'œuvre par exemple dans la discipline historique et la difficulté d'explorer des corpus archivistiques sur les lesbiennes en est une autre forme d'expression. Le corpus étudié témoigne donc de l'enjeu de mémoire propre aux archives féministes et lesbiennes. Alors qu'après 20 ans de négociations entre la municipalité et des militants, la création d'un centre d'archives LGBTQ+ est adopté ce 2 février 2021, la production et la conservation d'archives lesbiennes reste un enjeu de mémoire collective. Préserver et transmettre ces « traces » de l'histoire lesbienne est un moyen de pallier à « l'invisibilité lesbienne » et de réhabiliter l'histoire, l'histoire de l'homosexualité, l'histoire des femmes et leurs manquements (Bonnet 1998a).

L'analyse des activités de l'association fournit également des traces rares de ce qu'a été une forme de sociabilité lesbienne dans la région angevine avant même la pénalisation des insultes homophobes ou bien la reconnaissance des couples de même sexe par le concubinage ou la PACS²¹. Même si l'objet de l'association n'était pas spécifiquement tourné vers les lesbiennes de milieu rural, cela permet d'étudier les formes d'organisation collective lesbienne d'Angers, ville moyenne dont la géographie ou le mode de vie reste éloignés des grandes métropoles. En dévoilant un pan de ce qu'a été le mouvement féministe et lesbien angevin dans les années 1980, ce travail permet d'historiciser la création du groupe lesbien/*queer* angevin que j'ai rencontré et suivi lors « d'actions », de « réunions » et de fête. Cela constitue un point

²⁰ L'intégralité de ce travail est consultable en annexe 1.

²¹ Le concubinage et la Pacte civil de solidarité reconnaît les couples de même sexe depuis 1999 et les insultes homophobes sont pénalisées depuis 2004.

de comparaison intergénérationnel à 40 ans d'écart des sociabilités et organisation collective lesbiennes à l'ombre de la norme hétérosexuelle majoritaire.

III. La relation d'enquête au prisme de la sexualité

Voici ce que je note le 22/01 après avoir contacté l'une des enquêtées : « *Je ne peux pas m'empêcher de vouloir instaurer une certaine proximité avec les enquêtées lors des prises de contact. Par exemple remplacer « Bonjour » par « Hello » ou « Salut ! ».* Cette volonté d'instaurer une proximité peut être liée à la proximité d'âge avec les enquêtées que j'ai contactées pour l'instant. J'ai d'ailleurs souvent précisé que les entretiens prendraient davantage la forme d'une discussion que d'un entretien formel. Cette volonté était aussi motivée par les sujets abordés lors de ces entrevues : la sexualité et les parcours conjugaux notamment. Je suis partie du postulat que ce sont des sujets délicats à aborder en entretien et qu'il était dans mon intérêt d'instaurer une forme d'amicalité, de confiance afin de rassurer les potentiels enquêtés. À cette fin, j'ai parfois précisé que j'enquêtais sur une communauté à laquelle j'appartiens. Jusqu'à effectuer les entretiens, j'ai pensé cette donnée plutôt comme un atout permettant de délier les langues. Mais dans quelle mesure le contenu sexuel de la relation d'enquête détermine l'accès à l'information ? Dans quelle mesure fonctionne-t-il comme ressource ou comme censure ?

Pour reprendre la terminologie de Caroline Humphrey, je suis « *insider* »²² au regard de mon terrain d'enquête car j'appartiens en partie à la population étudiée : en tant que lesbienne je suis confrontée également aux sociabilités et territorialités lesbiennes. Partager une trajectoire ou une « carrière homosexuelle » (Pollak 1982) instaure une confiance durant l'entretien puisqu'on peut partir du postulat que nous partageons différents traits qui marquent la construction de l'identité lesbienne, du moins en Occident : *coming-out*, lesbophobie, hétérosexisme... En témoigne l'extrait d'entretien suivant que j'ai pu avoir avec Lou, 31 ans vivant en campagne angevine :

On va d'abord discuter de ta situation affective et sexuelle actuelle si ça te va...

Oui pas de soucis, alors moi voilà tu me poses les questions que tu veux... Pas de tabou on est entre nous haha (rires). J'aurais peut-être hésité si ça avait été un mec ou une hétéro mais là !

²² Humphrey, Caroline. "Insider-Outsider: Activating the hyphen", *Action Research*, vol. 5, non. 1, mars 2007, pp. 11–26

Cela ne doit pas occulter l'hétérogénéité des expériences. L'entretien vise aussi à ce que les enquêté-es décrivent la reconnaissance de leurs premiers sentiments homosexuels, le processus de sortie du placard mais aussi leurs réseaux sociaux. Ces expériences varient selon la génération, l'origine sociale mais aussi l'origine géographique comme j'ai pu le remarquer. En effet, la « socialisation lesbienne » se construit différemment selon que l'on grandit dans la campagne angevine ou en banlieue nantaise comme c'était mon cas. La lesbophobie se vit différemment par exemple. Au regard de ce qu'il ressort des entretiens que j'ai menés, la difficulté rencontrée par les jeunes « gouines »²³ en campagne est l'accès à l'information sur les sujets LGBT et le ressenti de non-existence du lesbianisme avant un certain âge tandis qu'en banlieue l'enjeu est davantage de s'invisibiliser de manière choisie mais aussi subie (Amari 2015). En ce sens j'occupe aussi la position d'*outsider*. De plus, le recrutement des enquêtés s'est parfois fait par voie d'interconnaissance. Ce mode de recrutement par interconnaissance lié au milieu lesbien agit sur la maîtrise ou non de la révélation de mon homosexualité.

Dans un article portant sur la relation sexuelle d'enquête, Isabelle Clair emprunte à J. Gagnon le concept de « script sexuel » et l'applique à la relation d'enquête²⁴. Ce concept envisage la sexualité comme phénomène social et culturel et permet d'appréhender les interprétations et représentations du sexuel dans les interactions sociales. Il existe un « script sexuel caché » qu'il est possible de saisir à travers l'analyse de la relation d'enquête. Nous allons donc reprendre la grille d'analyse proposée par I. Clair et l'appliquer brièvement à notre cas. D'abord, la relation est mise en place sur ma propre demande. Je sollicite les possibles enquêtés et mes demandes qui peuvent se répéter et être insistantes visent à une acceptation de leur part. Pour cela je dois leur donner envie de répondre favorablement et donc me faire « séduisante » d'où l'intérêt par exemple d'utiliser un vocabulaire familier, amical voire comique. Ensuite, la rencontre qui inaugure la relation d'enquête intervient dans un temps et un espace où les normes sexuelles sont connues des individus en présence mais aussi de l'enquêté et de l'enquêteur. Procéder à un échange prolongé lors d'une fête, *via* un réseau social, en visioconférence ou dans autre lieu peut constituer la preuve d'une attention particulière du chercheur-euse pour l'enquêté-e en tant qu'individu et vider l'échange de sa dimension professionnelle. Ces différentes caractéristiques constituent, entre autres, le « script sexuel

²³ C'est ainsi que s'auto-désignent les enquêtées que j'ai pu rencontrer.

²⁴ Clair, Isabelle. « La sexualité dans la relation d'enquête. Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, vol. vol. 57, no. 1, 2016, pp. 45-70.

caché » de la relation d'enquête. Les différents aspects de ce « scénario » peuvent être interprétés dans un sens sexuel. Pour reprendre les termes d'I. Clair « l'interlocuteur-ice peut croire y déceler une visée sexuelle – ou, *a minima*, une disponibilité sexuelle. ».

La suite de l'article d'I. Clair revient sur « l'enquêtrice et l'enquêté hétérosexuel » et insiste sur l'érotisation de la relation d'enquête qui peut être interprétée comme « situation sexuelle » en soi par l'enquêté. Cette observation peut aussi se faire dans le cas d'un échange entre une enquêtrice et une enquêtée homosexuelle *a fortiori* lorsque l'homosexualité de l'enquêtrice est connue ou reconnue par l'enquêté. Cela est perceptible par certains propos et actes de l'enquêtée qui ne sont pas forcément interprétables immédiatement. Par exemple c'est en réécoutant l'entretien mené auprès de Lou que je me rends compte de certains détails qui ne m'avaient pas paru évidents sur le moment :

Ok ça marche, du coup je viens de me rappeler, tu as dis que tu voulais partir de là où t'étais pour le bateau... Mais est-ce que c'est motivé et par le bateau et par l'envie de partir de l'endroit où tu es ?

En fait j'ai envie de bouger... en gros moi j'ai grandi, je suis née à Angers, j'ai grandi à Angers, fin dans la campagne, et du coup derrière j'ai fait pas mal de saisons après le si peu d'études que j'ai fait parce que ça se passait pas très bien les études. Donc je suis partie pas mal en saisons aux quatre coins de la France, j'ai pas mal voyagé avec les copains etc. voilà j'en ai bien profité et en fait ma meilleure pote elle vit au Danemark et du coup à chaque fois j'y vais-je me dis « putain mais c'est trop bien » fin il y a des côtés négatifs et des côtés positifs, on voit que les côtés positifs de l'extérieur mais en fait je me dis on a qu'une vie, j'ai 31 ans et je sais pas si j'ai envie de finir ma vie à Angers quoi. J'ai envie de voyager j'ai envie de profiter, j'ai envie d'aller au soleil surtout, j'ai besoin d'un peu de soleil là, de chaleur et puis voilà quoi... Heureusement aujourd'hui c'est toi mon soleil, pas besoin de la mer... (rires)

L'humour a été fréquemment utilisé par Lou durant l'entretien pour flirter ou me faire des compliments. Faute de documentation sur le sujet, j'avance sur la base de l'expérience personnelle que l'humour est une façon privilégiée de draguer entre lesbiennes. L'enquête aurait pu par ailleurs vérifier si l'usage de l'humour est un élément structurant des interactions érotiques entre lesbiennes.

Cette érotisation de la relation peut donc représenter un atout quant à l'obtention d'informations auprès des enquêtés. Ajoutons ici que les travaux ayant pour objet de recherche les lesbiennes, précisent que la drague se fait *via* des réseaux d'interconnaissances privés, contrairement à la drague *gay* qui se fait historiquement davantage dans les lieux communautaires. La situation d'enquête correspond donc à cette caractéristique. D'autant que les enquêtés que j'ai rencontrés relatent qu'il ne leur est pas aisé de faire des rencontres par un

autre moyen que les applications de rencontres ou internet. Cette donnée est sans doute d'autant plus vraie depuis le début de la crise sanitaire de la Covid-19 mais n'est pas inédite : il existait peu de bars lesbiens par exemple même avant le début de la crise. La rencontre privilégiée que permet l'enquête est donc une situation inédite également du point de vue de la rencontre entre personnes s'identifiant comme lesbiennes. Au quotidien, il est plutôt rare de rencontrer des personnes en ayant cette donnée à l'avance. La situation d'enquête peut donc être envisagée comme une opportunité de rencontre.

Le contenu érotique de la situation comporte aussi des obstacles pour l'accès à l'information. Dans un souci de séduction ou afin de « garder la face » (Goffman 1974), les enquêtés peuvent relativiser, dissimuler ou accentuer certaines informations. Par exemple, dans le cas de Lou, je n'ai pas pu récolter d'informations précises quant à son utilisation des applications de rencontres. Alors que c'est un mode de rencontre désormais répandu *a fortiori* parmi les rencontres homosexuelles²⁵, les applications ou sites internet de rencontres ont une mauvaise représentation :

Ok ça marche. Hum et du coup la première fois, du coup tu l'as déjà vu une fois cette fille ? Vous vous êtes vues où ?

Alors on s'est vues en campagne et on a fait un goûter (rire). On s'est fait un petit goûter au bord de la rivière voilà, fin c'est marrant parce que c'est la discussion qu'on avait justement. Moi j'accorde une importance énorme à la première rencontre parce que je me dis que finalement dans tout le long de la relation, si il y a relation ou pas d'ailleurs, le moment que tu te souviens le plus c'est la façon dont t'a rencontré la personne quoi. Donc j'avoue que se dire on s'est rencontré sur Tinder et ça a matché et bim bam boum et en fait bah il y a rien de magique là-dedans donc moi je mets un petit point d'honneur à avoir un ptit premier rendez-vous sympathique qui n'est jamais le même mais qui est toujours un petit truc sympa.

Du point de vue romantique de Lou, se rencontrer grâce à Tinder n'a « rien de magique ». C'est peut-être à cause de cette perception de la rencontre virtuelle que Lou a tenté par la suite de relativiser son utilisation. Alors que la quasi-totalité des relations qu'elle me décrit ont débuté *via* une mise en relation virtuelle, elle me rassure : « *Mais t'inquiètes je veux pas te paraître accro aux applis, je l'utilise (Tinder) à 50/50 on va dire quoi !* ». Poids des représentations sociales ou tentative de me rassurer en vue d'une possible relation affective ou

²⁵ Enquête Presse Gay de 2004 : les sites de rencontres sur internet constituent le moyen de rencontre principal chez les gays. Cf. santepubliquefrance.fr

sexuelle, enquêter sur une communauté à laquelle on appartient se révèle être ici un obstacle pour l'accès à l'information.

Enfin, ces observations ne doivent pas occulter le « script sexuel caché » qui se situe à l'endroit de l'enquêteur. À l'origine de la première sollicitation, l'enquêteur se retrouve dans une position de demande mais la relation d'enquête ne saurait se résumer à une relation purement universitaire ou professionnelle. Quels tiers bénéfiques ou ressources l'enquêteur peut-il en retirer ? Après tout, les entretiens par exemple, ne sont-ils pas une occasion de rencontrer pour moi-même également ? Le rapport de séduction s'effectue à plusieurs (au moins 2 du moins) de manière plus ou moins explicite et plus ou moins consciente mais c'est une interaction sociale. Voilà un mécanisme supplémentaire permettant d'appréhender, par exemple, ma volonté de paraître sympathique dès la prise de contact. À l'instar de Mathieu Trachman, soupçonné d'avoir trouvé « une planque pour mater des culs »²⁶, l'une des enquêtée me dit en riant : « *Toi tu as trouvé le bon filon à ce que je vois !* ».

²⁶ Trachman, Mathieu. « Une « planque pour mater des culs » ? Sexualisation et désexualisation dans une enquête sur la pornographie », *Terrains & travaux*, vol. 23, no. 2, 2013, pp. 197-215.

Chapitre 2 : Les lesbiennes en milieu rural, un objet invisible ?

Choisir les lesbiennes vivant en milieu rural comme population d'enquête était *a priori* travailler sur un phénomène triplement invisible. À l'instar du terrain drômois de Colin Giraud, les lieux dans lesquels j'ai enquêté se caractérisent par la faible visibilité et la rareté des lieux et institutions habituels de l'homosexualité. L'homosexualité féminine bénéficiant d'une moindre visibilité médiatique, institutionnelle et politique est aussi moins étudiée et peu de travaux sociologiques ont pris pour objet le lesbianisme hors du milieu urbain. Enfin, jusqu'au travail de Yaelle Ansellem-Mainguy sur les « filles du coin », le genre féminin est resté en marge des travaux sur la ruralité. Dans ce chapitre, nous nous attarderons sur la notion « d'invisibilité » et verrons comment elle a été traitée par le champ académique, notamment en histoire et en sociologie, avant d'explicitier certains résultats de l'enquête de terrain.

I. Invisibilité académique : état de l'art

« Nous on combat l'invisibilité en fait. Faut savoir que les gouines elles sont nulle part. Le gens savent pas ce que c'est, y'en a pas à la télé. T'es invisible partout même dans les lieux de sortie du milieu, il y a toujours des gays mais jamais de lesbiennes. Dans la rue on te voit pas et même chez toi t'es invisible au sens que souvent les familles elles reconnaissent pas que bah lesbienne c'est comme gay mais avec des filles et qu'on baise aussi ! » s'exclame Lou, 31 ans. En effet, la notion d'invisibilité est intériorisée et vécue par les enquêtées que j'ai rencontrées. Si c'est bien la visibilité des hommes *gay* dans les grandes villes où les quartiers *gay* se révèlent être une ressource pour la construction d'une identité collective, c'est le thème de l'invisibilité qui est repris dans les analyses décrivant les « territorialités lesbiennes » par exemple en région parisienne (Cattan et Clerval 2011) ou bien concernant les minorités sexuelles en général en milieu rural puisqu'il a été soutenu que la ville et l'espace urbain sont les lieux privilégiés permettant de « sortir de son placard ». Nous allons maintenant tenter de saisir les enjeux de l'invisibilité/visibilité lesbienne.

A. Historiographie de l'homosexualité féminine

Cette sous-partie consacrée à une historiographie de l'homosexualité féminine est issue d'un travail demandé dans un cours intitulé « Sociologie et sciences sociales » qui m'était dispensé. Malgré des spécificités disciplinaires, les mécanismes d'invisibilisation de cet objet de recherche se retrouvent en sociologie.

Recenser les recherches historiques dont l'objet est le lesbianisme ou les lesbiennes de façon plus générale, s'avère être un exercice compliqué dans la mesure où cet objet peine encore à être reconnu légitimement par le monde académique. Les études et recherches lesbiennes se situent au carrefour des études sur les genres, des *gay studies*²⁷, ou plus largement des sexualités. Bien que ces domaines de recherches soient confrontés depuis quelques années en France à un certain engouement médiatique ou politique, le champ universitaire français a accumulé un retard comparativement aux Etats-Unis où ces *studies* ont émergé. Le lesbianisme en milieu rural est une thématique encore peu traitée²⁸ en sociologie même si, au sein des sciences humaines et sociales, la sociologie est la première pourvoyeuse de recherches sur les lesbiennes. Interdisciplinaire, cet objet souffre d'une invisibilisation généralisée et notamment au sein des recherches historiques. À tel point qu'en 1998, Marie-Jo Bonnet, historienne spécialiste de l'histoire des femmes et du lesbianisme s'est demandé dans un article si « l'histoire des lesbiennes est taboue ? »²⁹. Il se trouve que la perspective historique est indispensable au travail sociologique comme avaient pu le formuler les sociologues M. Weber, G. Lukacs ou R. Aron. En effet, comment travailler sur les lesbiennes sans saisir la construction historique de leurs identités ? Établir un recensement de l'ensemble des études et recherches historiques sur les lesbiennes permet cela, mais permet également de saisir une histoire du discours que les historien-nes ont tenu sur cet objet. Plus largement, recontextualiser, situer géographiquement et socialement les historien-nes et leurs œuvres permet de s'intéresser à la

²⁷ Terme anglosaxon désignant les études gays. On parle généralement de *gay and lesbian studies* et plus récemment de *LGBT studies* voire de *Queer studies*. Ces études se veulent interdisciplinaires regroupant ainsi des travaux issus de la littérature, de la sociologie, de l'histoire, de l'anthropologie, de la psychologie, etc.

²⁸ Par-là, nous entendons la faible quantité de travaux sur les lesbiennes mais nous ne voulons pas pour autant contribuer à invisibiliser les travaux de chercheuses telles que N. Chetcuti, L. Anelli, R. Borghi, A. Revillard, V. Descoutures.

²⁹ Bonnet, Marie-Jo. « L'histoire des lesbiennes est-elle taboue ? », Anne-Marie Sohn éd., *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?* Perrin, 1998, pp. 151-164.

conception et à la pratique de l'histoire sur le sujet. Le présent travail historiographique, dans son souci de réaliser un état des lieux des recherches historiques, s'est attaché à repérer les problématiques spécifiques, à identifier les difficultés, les manquements ou l'invisibilisation du sujet dans la discipline. C'est pourquoi nous retracerons ci-après l'émergence et les différents courants de l'historiographie homosexuelle et lesbienne en recontextualisant son émergence au sein des *homostudies* étatsuniennes. Nous évoquerons certains travaux pionniers et en analyserons d'autres. Tout en l'inscrivant dans un cadre international, nous nous attarderons sur la situation de l'histoire lesbienne en France avant de s'interroger sur les apports de ce travail historiographique dans le cadre du mémoire.

Nous l'avons déjà dit : effectuer une historiographie lesbienne nécessite de s'intéresser à l'histoire de l'homosexualité et l'histoire des femmes. Ces deux domaines de recherche se sont institués d'abord aux Etats-Unis sous les noms de *gay and lesbian studies* et de *gender studies*. Le développement de ces domaines de recherches s'inscrit dans la poursuite du travail militant homosexuel des années 1970 initié par les émeutes de Stonewall en 1969 à New York³⁰. Le *Gay Liberation Front* est alors fondé et trouve son équivalent dans d'autres pays occidentaux, comme le Groupe de Libération Homosexuelle en France. En 1998, Eric Fassin retrace les débuts de l'historiographie homosexuelle aux Etats-Unis³¹ dans un article consacré à l'ouvrage *Gay New York. 1890-1940* de George Chauncey. Selon lui, la publication, en 1976 de *La Volonté de savoir*, premier volume de *L'Histoire de la Sexualité* de Michel Foucault, est fondatrice dans l'histoire des homosexualités. En effet, il y est déplié la construction historique de l'homosexualité notamment *via* une analyse des discours médicaux. Nombre de travaux des *gay and lesbian studies* ont ainsi été influencés par la pensée foucauldienne. De cette œuvre fondatrice ont découlé deux courants historiographiques. Le premier est le courant « constructionniste » représenté par exemple par l'historien britannique Jeffrey Weeks. Ce courant vise à « retracer la diversité des figures d'une pratique dans l'histoire », c'est-à-dire dans son contexte culturel. Nous pouvons citer entre autres les travaux de Kenneth Dover sur

³⁰ Lors d'une descente de police dans un bar qui accueillait un public LGBT marginalisé, le *Stonewall Inn*, les client-es arrêté-es se sont débattu-es et s'en suivirent plusieurs émeutes marquant l'éveil du militantisme LGBT aux États-Unis.

³¹ Fassin Éric. Politiques de l'histoire : *Gay New York et l'historiographie homosexuelle aux États-Unis*. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 125, décembre 1998. Homosexualités

l'homosexualité dans la Grèce Antique dans lesquels il décrit les pratiques homosexuelles dans ce contexte culturel à travers l'étude de l'art et des écrits. Le second est le courant dit essentialiste ou plutôt accusé d'essentialisme, de John Boswell. Dans *Christianity, Social Tolerance, and Homosexuality : Gay People in Western Europe from the Beginning of the Christian Era to the Fourteenth Century*, il choisit de transposer la catégorie "gay" à d'autres contextes historiques afin d'en comparer le traitement sur un *continuum* allant de la tolérance à l'intolérance. Cette position théorique ouvertement nominaliste définit l'homosexualité de manière ontologique. En effet la catégorie « gay » existerait ainsi en soi, en dehors de l'histoire. Critiquée, la position de J. Boswell avait une portée politique en faveur du mariage entre personnes de même sexe : s'il nous préexiste en tant que tel, il n'est plus inconcevable. Plus tard, en 1994, *Gay New York* de G. Chauncey est publié aux Etats-Unis. Considéré comme « l'un des plus grands livres jamais écrits sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité » par Didier Eribon, cet ouvrage est une histoire sociale de la définition de l'homosexualité. Il dépasse la prénotion selon laquelle les années précédant la « libération homosexuelle », l'homosexualité était « au placard », en historicisant ce concept et en montrant qu'au début du XXe siècle il existait une culture *gay* développée à New York. Résultante d'un mouvement social et politique, les études *gay* et lesbiennes, dominées par le constructionnisme, s'autonomisent progressivement. En s'institutionnalisant, les *homostudies* étatsuniennes se détachent des préoccupations du milieu militant, soucieux par exemple de construire et entretenir une mémoire collective de l'identité homosexuelle. La recherche historique universitaire peut en cela venir saper les intérêts militants (Fassin 1998). Ces ouvrages et recherches historiques sur l'homosexualité sont contemporains de la fondation de départements spécialisés en *gay and lesbian studies* comme à Yale en 1986, de l'ouverture de centres d'archives, de revues et éditions spécialisées comme le *GLQ : A journal of lesbian and gay studies*.

Toutefois, les débuts de l'historiographie homosexuelle traitent essentiellement de l'homosexualité masculine et l'historiographie lesbienne s'imbrique en sous-discipline. L'historiographie lesbienne a sa genèse propre et semble d'autant plus traversée par les enjeux politiques. L'histoire du lesbianisme prend racine dans son identification au féminisme en raison de la variable commune du genre. L'article « The Female World of Love and Ritual Relations Between Women in Nineteenth-Century America » de Carroll Smith Rosenberg inaugure en 1975 la constitution d'une histoire lesbienne. Mais c'est davantage une histoire des amitiés féminines, de la tendresse entre femmes que de la sexualité entre lesbiennes qui est faite. Nécessité du féminisme dominant des années 1970, l'accent est davantage mis sur la

sororité que sur les différences de sexualité. Le désir entre femmes est alors également écarté des recherches universitaires. L'entrée dans la décennie 1980 marque un tournant dans le féminisme au niveau international. Le lesbianisme s'autonomise du féminisme et des scissions politiques sont observées. Le prolongement universitaire de cette évolution politique divergente du féminisme et du lesbianisme se traduit par un renouvellement des études historiques. Par exemple l'ouvrage de E. Kennedy et M. Davis sur la communauté lesbienne du milieu ouvrier de Buffalo aux Etats-Unis. Dans une volonté de se distinguer du féminisme blanc et bourgeois des années 1970, elles décrivent une culture sexuelle alternative. Elles explicitent les catégories *butch/fem* utilisées par leur population d'enquête dans l'organisation de leurs relations. Ces catégories avaient été décriées par les féministes qui les accusaient d'imiter le patriarcat en reprenant la dichotomie masculin/féminin. Elles montrent qu'autour de cette dichotomie, dans les bars de Buffalo, les lesbiennes des classes populaires développent leur propre culture qui n'est pas soumise et déterminée par le système de genre dominant (Lapovsky Kennedy et Davis 1993). Les auteures de recherches historiques sur les lesbiennes aux Etats Unis sont, au moins pour celles que nous avons citées, des femmes militant pour des féminismes lesbiens. En tant que femmes publiant durant les années 1980, ces travaux sont marginalisés malgré la mise en place de colloques dédiés, de revues spécialisées et de cours dans les universités.

À travers l'analyse du retard français dans le domaine de l'historiographie homosexuelle et plus spécifiquement de l'historiographie lesbienne, nous spécifierons les difficultés auxquelles fait face l'histoire et les historien-nes qui prennent pour objet le lesbianisme ou les lesbiennes en France.

Bien que les questions relatives à la sexualité et plus précisément à l'homosexualité bénéficient d'une certaine visibilité depuis plusieurs années³² en France, la recherche historique mais plus généralement le champ universitaire ne s'est pas approprié cet objet comme aux Etats-Unis. Par exemple, il n'existe presque pas de dispositifs institués (départements, écoles doctorales, UFR) dans l'enseignement ou la recherche universitaire dédiés à l'homosexualité (Revenin 2007). Il a fallu attendre les années 1990 pour un début de reconnaissance de la légitimité de ce domaine de recherche. Mais, en 2006, la recherche historique sur les homosexualités en France était toujours « davantage tournée vers l'homosexualité masculine et son organisation politique et identitaire » au détriment des travaux consacrés au lesbianisme ou

³² Notons par exemple, l'introduction de débats et la mise à l'agenda politique du mariage homosexuel, du PACS ou de la PMA depuis entre autres la dépénalisation par la gauche, de l'homosexualité en 1980.

au transgenre (Tamagne 2006). Deux ouvrages français sont parus à la fin des années 1970, *La Volonté de Savoir* de M. Foucault et *Le Pénis et la démoralisation de l'Occident* de J-P Aron et S. Kempf, et font office d'ouvrages majeurs dans l'historiographie homosexuelle française. Défrichés par les milieux militants de la libération sexuelle comme le libertaire Daniel Guérin³³, la plupart des travaux parus ensuite ont été largement entrepris par des hommes et les thèmes de recherches étaient axés autour du SIDA ou de la santé et des pratiques sexuelles jusqu'à la fin des années 1990, avant de s'orienter vers les problématiques d'égalité des droits, de l'association de lutte contre le SIDA Act Up, d'homophobie ou de conjugalité. Les lesbiennes ont été évincées de ces questions dans le débat public notamment en raison de la sous-représentation des pratiques sexuelles lesbiennes. Dans la mesure où cet objet est intimement lié et transcendé par des enjeux politiques, son prolongement universitaire a été semblable à sa présence dans le champ médiatique, presque inexistant. Retenons tout de même les travaux de Christine Bard et Anne-Marie Sohn sur les garçonnnes³⁴. À l'instar des historiennes américaines, ces chercheuses ne travaillent pas directement sur les lesbiennes mais contribuent à l'histoire des relations entre femmes. Par la suite, très peu d'ouvrages historiques sur le lesbianisme sont recensés. Régis Revenin nous en dresse un panorama émacié. Il cite les travaux de F. Tamagne ou de Laure Murat³⁵ mais précise qu'il n'existe de toutes façons pas d'ouvrages français d'histoire explorant l'homosexualité contemporaine comme *Gay New York*. Pourtant il existe un ouvrage sur les lesbiennes parisiennes de la Rive gauche durant la Belle Epoque mais il a été rédigé par Shari Benstock, une chercheuse étatsunienne.

Dans le même temps, alors que l'on assiste à l'essor de démarches scientifiques ayant pour objet l'homosexualité, comment expliquer le retard français en histoire des homosexualités et comment expliquer la sous-représentation de l'historiographie lesbienne ? En effet, la première université d'été sur les homosexualités s'est tenue en 1979 à Marseille, le GREH (Groupe de recherches et d'études sur l'homosexualité et les sexualités) a été fondé en 1986. Sous l'impulsion du Colloque de Beaubourg dirigé par Didier Eribon en 1997, un séminaire est mis en place à l'EHESS sous l'intitulé « Sociologie de l'homosexualité » en 1998, des dictionnaires spécialisés sont publiés et davantage de travaux sont dirigés et publiés en

³³ Citons par exemple : Daniel Guérin, *Kinsey et la sexualité*, Paris, Julliard, 1955

³⁴ Sohn, Anne Marie, « La Garçonne face à l'opinion publique : type littéraire ou type social des années 20 ? », *Le Mouvement social*, n°80, juillet-septembre 1972, pp. 3-27 ; Bard, Christine, *Les garçonnnes : modes et fantasmes des années folles*, Paris, Flammarion, 1998

³⁵ Murat, Laure, *Passage de l'Odéon : Sylvia Beach, Adrienne Monnier et la vie littéraire à Paris dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Gallimard, 2005

science sociales sur le sujet de l'homosexualité et des entreprises éditoriales spécialisées sont inaugurées (Tamagne 2006). Mais les historien-nes sont peu présent-es dans ces manifestations scientifiques. Il faut chercher l'explication de ce retard du côté des politiques scientifiques dans un premier temps. L'université reste encore frileuse vis-à-vis de l'interdisciplinarité. Or, cet objet appelle à la pluridisciplinarité. Ainsi, il y a un déficit de débouchés pour les chercheurs puisqu'aucun cours, séminaire ou département n'est dédié à l'homosexualité. Dans la pratique, le manque de bourses et de financements entrave la recherche universitaire. La réticence de l'université face à l'interdisciplinarité peut trouver son explication dans l'idéal républicain qu'elle promeut. Impulsées par les mouvements militants, ces recherches peuvent être suspectées de militantisme, de « trop politique » (Revenin 2007). Derrière cela, c'est l'universalisme affiché de l'université qui est en jeu et qui redoute le communautarisme, la ghettoïsation, le lobbying, ou l'américanisation de la recherche scientifique. Cette peur a pu être entretenue par des travaux comme ceux d'Alain Soral ou d'Eric Zemmour³⁶. Encore récemment, ce débat a ressurgi sur la scène médiatique à la suite de l'annonce par la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'une enquête ayant pour objet « l'islamo-gauchisme » à l'université. Depuis quelques années, certains chercheurs critiquent l'aspect militant de certains champs de recherches tels que les études *queer* ou postcoloniales. Invitant à l'intersectionnalité ou par exemple à l'usage du concept de « race », ces travaux sont accusés de militantisme et donc d'être contraires à la recherche académique par les défenseurs de l'universalisme. De plus, de célèbres historiens tels que Georges Duby qui ont pourtant écrit sur la sexualité ont avancé l'idée selon laquelle la sexualité relèverait de la vie privée. Enfin ajoutons les absences de traduction des travaux étrangers à la liste des éléments pouvant expliquer le retard français en historiographie homosexuelle. Ce retard est d'autant plus grand lorsqu'il s'agit d'homosexualité féminine. D'abord, la recherche universitaire -par extension historique est à l'image de notre société androcentrée, elle « met en avant certains gays et invisibilise une grande partie des minorités sexuelles » (Revenin 2007). Bien que les gays fassent partie d'une minorité sexuelle l'homosexualité leur statut d'homme facilite leur reconnaissance professionnelle au sein de l'enseignement supérieur. Ainsi en 1998, Marie-Jo Bonnet écrit qu'elle a travaillé dans une grande solitude (Bonnet 1998b). Elle parle d'invisibilisation des travaux d'histoire des lesbiennes. Par exemple, le bisexualisme et le

³⁶ Soral, Alain, *Vers la féminisation : Démontage d'un complot antidémocratique*, Paris, Blanche, 1999 ; Zemmour, Eric, *Le premier sexe*, Paris, Denoël, 2006. (Peut-on les renseigner comme auteurs ?...)

lesbianisme ne font l'objet que de quelques pages dans *Amour et Sexualité* de G. Duby. D'après elle, « l'histoire des lesbiennes est encore taboue parce que le pouvoir intellectuel interdit de voir ce qu'il ne peut contrôler. Le pouvoir divise. Il repose sur la séparation du visible et de l'invisible, du masculin et du féminin, de l'hétérosexualité et de l'homosexualité » (1998, 163). Enfin, d'après F. Tamagne la construction historique de la figure de la « lesbienne » fait face à trois tensions : invisibilité, dépendance et marginalité (Tamagne 2001). L'histoire des lesbiennes est *a priori* une histoire invisible puisque l'on dispose d'une quantité moindre de sources archivistiques, premier matériau de l'historien-ne. Les archives publiques, par exemple, récoltent plus d'éléments sur les gays que sur les lesbiennes, tout particulièrement dans les sources judiciaires et policières où elles sont peu visibles puisque le lesbianisme n'a longtemps pas fait l'objet d'une répression légale. Les sources dont disposent les historien-nes sont donc rares, parcellaires, tronquées voire falsifiées. La condition de femme des lesbiennes les a cantonnées longtemps à la sphère privée. Il faut donc se tourner vers les lettres ou les journaux intimes. Par exemple, en 1995, le journal de Mireille Havet est découvert. Ce journal dépeint la société des Années folles à travers l'intimité de son auteure qui était lesbienne (Retailaud-Bajac 2012). Toutefois la production et la conservation de ce type de document sont socialement situées puisque ces écrits se limitent aux femmes de l'aristocratie, de la bourgeoisie, aux artistes et intellectuelles. Ensuite, le phénomène de dépendance à l'égard du féminisme et de l'histoire des homosexuels peut entraver l'institutionnalisation des études lesbiennes en histoire compte tenu leurs relations épistémologiques. Une relecture des travaux de Martha Vicinus³⁷ nous permet de préciser que les historiographies lesbienne et féministe sont traversées par une question d'objet et de définition du champ d'analyse. Qu'est-ce que le lesbianisme historiquement et quel processus a mené les femmes à s'identifier à cette dénomination ? Les pistes de réponses s'articulent autour de deux pôles. Le premier soutient une définition large et inclusive regroupant sur un continuum les « amitiés féminines sentimentales » et le second, dans une définition plus étroite et exclusive, avance l'existence d'une « sous-culture lesbienne consciente » en prenant en compte sa dimension sexuelle (Toupin 2005). Cette tension théorique expose la difficulté de faire de l'histoire des marginalités. Il est assez frappant de remarquer que la production historique fait face à des tensions similaires. Les femmes historiennes travaillant sur cet objet sont dans des situations de

³⁷ Vicinus, Marta 1982 «Sexuality and Power : A Review of Current Works in the History of Sexuality », *Feminist Studies*, 8, 1, printemps : 133-156.

marginalité à l'université et leurs recherches peuvent être disqualifiées comme anecdotiques par exemple. L'historienne Marie-Jo Bonnet, par exemple, a soutenu sa thèse en 1974 et a trouvé un éditeur seulement 7 ans plus tard. Elle n'a jamais obtenu de poste lui permettant de poursuivre une carrière universitaire (Chaperon 2001). S'engager dans la recherche historique en prenant pour objet le lesbianisme reste risqué ou réservé aux personnes pouvant bénéficier d'une aide matérielle et économique, c'est-à-dire, généralement issues de milieux sociaux aisés.

C'est donc un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels qui concourt à la lente reconnaissance de la légitimité de l'historiographie lesbienne. Nous pouvons parler de retard français si l'on compare la recherche historique française à la recherche étatsunienne, britannique ou allemande (Tamagne 2006). En revanche nous disposons d'une quantité moindre de travaux issus d'Europe centrale, orientale et du Sud, dûs probablement aux politiques nationales de recherche, à des contextes sociaux et moraux spécifiques ou à la reconnaissance plus tardive des droits LGBT. Le panorama non exhaustif de l'historiographie lesbienne française que nous avons effectué met en exergue les difficultés spécifiques auxquelles fait face ce sujet. L'invisibilisation dont il fait l'objet permet de repérer des biais historiques d'autres travaux. L'histoire des femmes sans l'histoire des lesbiennes se révèle incomplète. Stratégies éditoriales, professionnelles ou reflet de notre société patriarcale et hétéronormée, la censure (chance moindre de poursuite de carrière, moindre présence dans les colloques ou dans les ouvrages sur l'homosexualité...) des sujets lesbiens en histoire relève alors de l'ordre idéologique (Bonnet 1998b). L'étude de l'historiographie lesbienne permet de prendre un recul historique quant à mon sujet de mémoire. L'invisibilité caractéristique du sujet dans l'histoire peut être rapportée à l'invisibilité sociale vécue par les enquêté-es de mon propre mémoire.

B. En sociologie : concepts et travaux

Impensé social, depuis les deux derniers siècles l'invisibilité serait cause et conséquence d'une répression moindre au niveau de la loi (Chauvin et Lerch 2013). Aujourd'hui, l'invisibilité lesbienne se retrouve dans les pratiques et représentations sociales. C'est ainsi une sorte de « répression silencieuse » qui conditionne la construction identitaire de l'homosexualité féminine (Revillard 2002). Par exemple, alors que l'espace public est converti en ressources pour certains homosexuels masculins, il représente davantage un danger pour les lesbiennes. D'après « l'Enquête nationale sur la visibilité des lesbiennes et la lesbophobie » de SOS Homophobie effectuée en 2015, 45% des violences qu'elles rencontrent se déroulent sur l'espace public. L'hétéronormativité de l'espace urbain a été démontrée et les conséquences pour les lesbiennes sont alors multiples : stratégie d'évitement de la banlieue, de la nuit, auto-

contrainte à l'invisibilité, etc (Chetcuti-Osorovitz et Jean-Jacques 2018). Concrètement, les lesbiennes s'exposent à des rappels à l'ordre sexué en cas de violation des normes hétéronormatives qui régissent l'espace public urbain. Ces rappels à l'ordre sont des violences lesbophobes. Évoluer dans l'espace public c'est alors être coincé entre l'étau de la visibilité et celui de l'invisibilité. La visibilité, qui désignerait le fait d'être reconnu en tant que minorité par exemple par la parole, en explicitant son orientation sexuelle, par les gestes, en tenant la main de sa copine par exemple, par la tenue vestimentaire, par la réappropriation de lieux publics ou par des pratiques associatives et militantes ; représente une certaine émancipation et un symbole enviable dans le modèle de « sortie du placard » selon lequel la sortie du placard se trouve dans l'espace urbain où l'on peut revendiquer sa sexualité et ainsi, se sentir libre. Mais dans le même temps, cette visibilité est aussi un danger objectif. L'anticipation de la violence fait l'objet de stratégies d'évitement dans l'espace public (Zéilinger 2013). Cela peut se traduire par éviter certains lieux, feindre une amitié plutôt qu'une relation amoureuse ou faire attention à ses gestes, paroles ou tenues. Et l'invisibilité est tout aussi ambiguë. D'un côté elle protège mais de l'autre elle renforce les stéréotypes. Les travaux de Christelle Hamel ou Laure Anelli sur les lesbiennes descendantes de migrants nord-africains montrent toutefois comment cette invisibilité et même le déni du lesbianisme peut offrir une marge de manœuvre et être remobilisée au moins jusqu'à 25 ans pour vivre sa sexualité. Dans ce cadre et comme lorsque l'on use de stratégie d'évitement, l'invisibilité peut protéger mais elle vient dans le même temps entretenir le phénomène. Se sentir invisible, c'est se sentir hors-normes, être absent des discours y compris sur l'homosexualité, des représentations sociales, des lieux publics, être nié dans son existence même et ne pas être reconnu socialement. Prenons par exemple le cliché de la « camionneuse » qui désigne ainsi des femmes lesbiennes adoptant des comportements ou normes habituellement réservés au genre masculin. Ces caractéristiques suscitent un désintérêt sexuel des hommes et viennent confirmer, faire preuve du cliché par leur visibilité (Chamberland et Théroix-Séguin 2015). Correspondre au cliché par exemple, pourrait s'avérer dangereux dans l'espace public où le risque de violence est élevé mais c'est aussi se situer hors des normes de genre sexuée et ainsi être invisible par rapport à l'expérience sexuelle majoritaire, l'hétérosexualité. Dans le même temps, s'écarter du cliché c'est aussi être invisibilisé puisque le manque de représentations sociales des lesbiennes ne permet pas à la majorité de s'écarter du script hétéronormatif.

De nombreux travaux portant sur le lesbianisme soulignent cette notion d'invisibilité, dans l'espace public (Chetcuti-Osorovitz et Jean-Jacques 2018), face à la violence

(Zéilinger 2013), ou lors de la construction identitaire individuelle et collective (Revillard 2002) et nous avons vu que c'est aussi l'invisibilité de la ruralité qui s'opposerait à la visibilité qu'offre la ville et l'espace urbain. Ainsi, la ruralité agirait comme un troisième facteur invisibilisant et discriminant, en plus des conditions de femme et homosexuelle des lesbiennes. C'est d'après ce raisonnement que je suis arrivée sur mon terrain en pensant aller interroger les difficultés spécifiques telles que la marginalisation, la discrimination ou l'isolement social des lesbiennes vivant dans un milieu rural liées à cette invisibilisation aux visages multiples. Eprouver le terrain m'a cependant montré qu'on ne peut réduire à l'invisibilité leurs trajectoires et que cette notion ne doit pas constituer un phénomène actif et indépendant des trajectoires sociales de ces lesbiennes qui ne feraient que le subir. Cette question est l'objet de la seconde partie de ce chapitre qui tentera donc de dépasser cette catégorie.

II. Les conditions socio-spatiales de l'invisibilité

Dans cette partie nous allons voir de quelle nature peuvent être les contraintes socio-spatiales pesant sur les lesbiennes vivant dans la campagne angevine en termes notamment de rapport à la distance et de socialisation. Cette partie vise aussi à identifier les phénomènes de construction de ressources spécifiques liées à la ruralité et/ou à l'invisibilité en s'appuyant sur des résultats d'enquête. Nous montrerons notamment qu'un dépassement de la catégorie « invisibilité » est possible et qu'elle ne peut décrire les trajectoires sociales des lesbiennes rurales.

A. Des contraintes socio-spatiales spécifiques

A.1. Le rapport à la distance

Les territoires sur lesquels je me suis rendue se caractérisent tous par une distance effective d'Angers, c'est-à-dire au moins 30 minutes de voiture pour arriver en périphérie d'Angers. À l'instar de Colin Giraud lorsqu'il a découvert le terrain drômois, la campagne angevine m'a, au premier abord, semblé être un « désert gay » (Giraud 2016) et qui plus est, un désert lesbien comparativement à la ville. En effet, on n'y retrouve pas de manière visible les institutions LGBT habituelles telles que les associations ou les bars. Et pour celui ou celle qui ne connaît ni les lieux ni ses habitants, ce constat peut être déstabilisant. Cela nécessite d'opérer un travail de recherche de la part de l'enquêteur-ice. La distance en tant que telle s'est

objectivement présentée à moi dans le sens où je me suis sentie loin de chez moi, loin de la ville et de ce que je connaissais au point parfois de me demander ce que j’y faisais. Les paroles rapportées dans cette partie sont issues de mes observations au sein du groupe dans lequel je m’étais insérée ou des entretiens que j’ai réalisés avec certaines ou avec d’autres enquêtées rencontrées par d’autres biais (Cf. le chapitre sur la méthodologie).

a) « Loin des gens comme nous »

Être loin de la ville, c’est d’abord être loin spatialement de la ville et de ses offres d’événements LGBT. Précisons que les villes, de manière générale, si elles sont dotées de lieux *gay* ou dits « LGBT », proposent rarement de lieux lesbiens. À titre d’exemple, à Paris alors qu’il y a des centaines de lieux tels que des bars, soirées ou clubs réservés aux gays, il n’existe que 5 bars lesbiens. Plus proche du terrain d’enquête, on ne compte que 2 bars ayant cette dénomination dans la région Pays de la Loire et aucun à Angers. Ce n’est donc pas par ce biais que peut se constituer une identité individuelle ou collective lesbienne :

« Ici il y a rien de tout ça ! (rires) Puis si ça se trouve personne irait si y’avait un bar pour les filles. C’est tape-à-l’œil tout ça et puis les cocktails et tout ça c’est pas trop pour moi j’ai envie de te dire. En plus je sais pas trop ce que dirait ma meuf si je lui disais que je vais aller me trémousser les fesses dans un bar avec des lumières. Il y a bien un truc sur Angers mais bon c’est pas ici et puis les gars du milieu je les aime bien mais c’est pas trop mon délire. » Lucie, 27 ans.

Le déficit d’offres festives réservées aux lesbiennes a au moins pour conséquence l’intériorisation d’un non-besoin et de l’idée que ce n’est pas le « délire » des gens d’ici. Dans son discours, Lucie tourne au ridicule certaines pratiques à l’œuvre dans ces lieux : danser sur des lumières ou boire des cocktails. Manifester un certain dégoût pour une pratique est une manière de valoriser une autre manière d’être qui, ici, serait propre à la ruralité. Cette interprétation rappelle étroitement les conclusions de Benoit Coquard sur les goûts et dégoûts des jeunes ruraux. Critiquer le mode de vie associé à un territoire notamment urbain permet de valoriser le mode de vie rural et constitue aussi une forme de résistance des classes populaires à leur domination (Coquard 2016).

Être éloigné, c’est aussi être éloigné socialement. Non seulement les lesbiennes que j’ai rencontrées sont loin géographiquement de la ville et du monde lesbien qui peut s’y trouver mais elles sont aussi loin des valeurs ou des comportements propres à la ville, du moins dans leurs représentations. D’emblée, elles évoquent une assimilation de toutes les personnes du

« milieu ». Elles désignent ainsi les personnes LGBT+, qui évolueraient dans un certain entre-soi et dont les regroupements s'effectueraient en ville dans les lieux festifs ou associatifs :

« C'est bête mais vraiment j'ai du mal avec... bah avec les gens du milieu quoi. Je crois que les gens d'Angers ils sont vraiment dans leur truc et c'est cool hein mais bon franchement faire la fête tout le temps, voir que des homo tout le temps, traîner dans les rues et enchaîner les plans cul je trouve que... c'est un truc de gens qu'ont le temps et qui se la coule douce hein... », Nolwenn, 28 ans.

Ce que souligne Nolwenn est intéressant en ce que cela m'a tout de suite évoqué le « capital temps » dont dispose la bourgeoisie et l'aristocratie et qui lui permet de fonder une dynastie, de maîtriser son rapport au temps en valorisant son appartenance à une lignée (Pinçon et Pinçon-Charlot 2016). Disposer d'un capital temps c'est aussi disposer de temps objectivement. Les nombreux travaux de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon sur la bourgeoisie, l'aristocratie ou « les riches » explicitent ce à quoi ce temps peut servir. En termes de loisirs par exemple on retrouve la chasse à courre, les opéras, la musique classique ou le bridge. Ces activités ont pour point commun de prendre du temps : 2h pour une partie de bridge, 1h pour un concerto, une journée pour la chasse à courre... La question du temps est un enjeu de distinction et ne pas en disposer c'est être soumis à la fatigue, à un patron ou à des tâches domestiques, entre autres. Mais le mode de vie rural, encore imprégné d'une socialisation aux mondes du travail agricole et ouvrier valorise pour sa part l'activité et dévalorise l'oisiveté inutile. Dans le discours de Nolwenn il y a un amalgame entre résider en ville et avoir le temps et l'argent pour aller « faire la fête avec d'autres homos ». Cela témoigne d'une distance sociale avec les « homos d'Angers » dans les représentations de Nolwenn. Finalement, la distance spatiale se couple d'une distance sociale et cela s'observe effectivement dans les valeurs et comportements des enquêté-es :

« Moi tu vois je préfère les choses simples quoi... Bah je sais pas, aller se promener, promener son chien, faire du bricolage ou de la méca' ! Puis bon en vrai je réfléchis pas tant et ça sert à rien de se demander si on pourrait aller faire ça ou ça. En fait je sais pas si ça me plairait mais dans tous les cas on est loin des cinémas paillettes machin truc et on est loin des gens comme nous », Nolwenn, 28 ans.

Ce discours peut signifier que Nolwenn a conscience de la plus grande présence lesbienne en ville et en explicitant ses préférences concernant les loisirs elle se distingue des lesbiennes de la ville. L'utilisation du « on » ou du « nous » à plusieurs reprises montre toutefois que même si elle se caractérise comme hors des normes associées au supposé mode de vie lesbien en ville, elle s'inscrit dans un autre groupe d'appartenance. Ce groupe, qu'elle ne

mentionne pas explicitement peut toutefois être celui des lesbiennes rurales tributaires des mêmes contraintes socio-spatiales. Les expériences communes qu'elles produisent font apparaître dans les entretiens une caractéristique commune qui est une perception spécifique de la distance.

b) « On n'est pas si loin en vrai »

À l'instar des gays drômois, les lesbiennes angevines que j'ai rencontrées utilisent la voiture quotidiennement et effectuent de grandes distances. Les déplacements motorisés sont coutumiers et commencent très tôt à l'adolescence :

« Moi déjà direct j'ai eu un scoot genre vers 14 ans hein ! On était pas mal à avoir ça et après bah on se transportait un peu partout. Après il y a eu les permis et ça c'est vraiment la délivrance quand t'es un jeune ici. Quand j'étais au lycée plusieurs avaient déjà le permis hein... Du coup tu vois quand je me découvrais tout ça tout ça bah je profitais des voitures pour aller sur Angers rencontrer des filles, j'allais dans le bar gay aussi. Maintenant je kiff plus trop mais bon en soit je vais te dire, on est pas si loin en vrai, c'est pas une mer à boire de faire 30 minutes de bagnoles si t'as envie ! Et même c'est d'aller à Nantes qui est intéressant parce que là ça vaut le coup c'est plus grand et des fois tu as des soirées filles. C'est 1h30 par la route gratuite, on fait ça facile. » Lou, 31 ans.

La distance socio-spatiale entre les bourgs angevins et la ville est ainsi relativisée. Très tôt des allers-retours à la ville sont organisés et ces trajets sont organisés collectivement. Parfois ce collectif est formé seulement pour cela puisque chacun-e peut vaquer à ses occupations une fois arrivé-e. Ces collectifs éphémères de covoiturage se constituent de plusieurs manières. Cela peut être prévu à l'avance dans le groupe d'ami-es ou *via* les réseaux sociaux sur lesquels une personne à l'initiative de la « sortie » publie une annonce à laquelle ses ami-es et ami-es d'ami-es peuvent répondre. Caractéristique de la socialisation rurale, leur perception de la distance diffère de celle que l'on peut se faire en milieu urbain où l'usage de la voiture est moins systématique en raison d'une offre de transports en commun plus importante par exemple. Un trajet d'1h30 semble « facile » et ne constitue pas une contrainte en soi pour l'accès à certaines offres culturelles ou festives destinée aux lesbiennes en ville. Remarquons également que parmi les lesbiennes rencontrées, plusieurs d'entre elles ont affirmé avoir bénéficié d'un scooter dès l'adolescence afin de se déplacer. Habituellement moins équipées en scooter que leurs homologues masculins en raison de leur sexe et d'une construction genrée du « risque » (elles seraient moins habituées à la mécanique et donc plus exposées au risque d'accident), les jeunes filles vivant en milieu rural s'adaptent davantage à leurs parents et aux amis qui acceptent de les transporter (Amsellem-Mainguy 2019). Or, mon enquête a notamment permis de mettre en

évidence une analogie entre les sociabilités masculine rurales telles qu'elles peuvent être décrites par Benoit Coquard et les sociabilités lesbiennes dans la campagne angevine que j'ai pu observer. En effet, elles adoptent des pratiques, des comportements ou des valeurs spécifiques mais qui rappellent souvent ces sociabilités masculines. En termes de mobilité cela représente un avantage comparativement aux autres filles.

Nous avons vu que le rapport à la distance est relatif et cela vient nuancer l'impression d'éloignement voire d'isolement de ces lesbiennes par rapport à ce qu'elles nomment le « milieu » situé en ville. Si la distance spatiale ne constitue pas un obstacle à certaines pratiques, c'est plutôt d'autres mécanismes qui organisent les choix de s'y rendre et de s'inscrire dans certaines activités avec des individus partageant entre autres la même orientation sexuelle. Cela peut s'expliquer notamment par une socialisation spécifique.

A.2. Une socialisation spécifique

Découvrir que sa sexualité est différente de celle attendue socialement à son égard, a la particularité de se confronter à un manque de représentations sociales de l'homosexualité et notamment de l'homosexualité féminine. En effet, les représentations, si elles existent, se révèlent tantôt homophobes tantôt misérabilistes du moins dans les esprits des individus. Par misérabiliste j'entends l'idée selon laquelle être homosexuel à la campagne est source de malheur, le bonheur se trouvant en ville. La découverte de la sexualité des lesbiennes que j'ai rencontrées, a donc été cachée à l'entourage, perturbante ou méconnue jusqu'à tard dans leurs trajectoires. Cependant, ces représentations ne sont pas spécifiquement liées à la ruralité et aucun des matériaux empiriques que j'ai pu recueillir ne permettent de conclure à une plus grande homophobie en milieu rural par exemple. C'est ce qu'avait pu observer également Colin Giraud en se rendant dans la Drôme. Nous soulignerons ici les particularités que j'ai pu relever dans le processus de socialisation des lesbiennes rencontrées. Découvrir sa sexualité lesbienne en habitant à la campagne relève d'une construction solitaire et artisanale dont l'un des résultats est le rejet du modèle « ghetto », de l'entre-soi.

a) Une construction de soi solitaire et artisanale

L'outil internet se révèle particulièrement important lorsque l'on habite dans un hameau et que l'on « se sent différent ». Plusieurs enquêtées soulignent à quel point il a été utile pour elles de se connecter à des blogs, forum, jeux ou réseaux sociaux afin de se renseigner mais aussi de discuter et d'intégrer des collectifs virtuels :

« En fait très tôt j'ai compris qu'il y avait ce truc-là, après j'ai compris que l'homosexualité existait en écoutant Skyrock tard le soir sur le web », Lucie, 27 ans.

Parfois l'utilisation de ressources virtuelles n'est pas immédiatement conscientisée comme outil d'information. C'est une pratique qui peut être cachée :

« En fait je lisais des blogs, des *fanfiction*, je regardais *The L World* en secret (rires). Je connaissais juste pas les termes, je regardais juste parce que ça m'attirait c'est tout. Pareil, quand *La Vie d'Adèle* est sorti, des filles regardaient ça ensemble mais en mode dégoût de ouf. » Léa, 23 ans.

Même si ces pratiques se font discrètement, elles permettent par exemple de s'inscrire dans un « cercle lesbien » pour reprendre les mots de Léa. Les séries TV ou films qu'évoquent Léa sont des médias qui racontent l'histoire de lesbiennes. Elle les regarde en cachette pour ne pas faire face au « dégoût » des autres filles. Ce récit est plutôt « classique » puisque la peur du jugement des autres et la discrétion caractérisent de nombreuses trajectoires de personnes homosexuelles. L'utilisation d'internet n'est pas propre non plus aux lesbiennes vivant à la campagne bien que toutes celles que j'ai rencontrées ont souligné son importance et l'usage fréquent qu'elles en ont.

Vivre éloigné des modes de vie urbain et de la présence plus fréquente de personnes homosexuelles se caractérise en tout cas par un plus grand éloignement des représentations diverses de l'homosexualité :

« Et sinon mes parents avaient un couple d'ami lesbien, c'était le seul exemple que j'avais. Après je m'identifiais aux hétéro. Il y avait quand même des exemples mais c'était des personnes homo qui rentraient plutôt dans le schéma hétéro. Ce couple d'amies, l'enfant ne les appelait pas toutes les deux mamans et quand j'étais petite ça m'avait marqué. En tout cas leur parentalité et tout c'était un peu caché. » Léa, 23 ans

Les figures « d'exemples » préexistantes que décrivent les enquêtées sont souvent décrites de manières rebutantes par les enquêtées. Cela peut être ce couple d'amies avec un enfant, ou bien « le vieux gay qui zonait à la sortie du village » décrit par Lucie ou encore « les deux goudous qui travaillaient au garage » dont « tout le monde connaissait les tromperies de l'une et de l'autre » du village d'enfance de Lou. Ces figures existent ou ont existé probablement mais je n'ai pas pu être mise en contact avec elles car elles ne faisaient pas partie de l'entourage de mes enquêtées, selon elles. Ces figures « connues » localement peuvent aussi avoir été évoquées en raison de leur visibilité conférée par exemple par leur métier (garagiste) ou leur lieu d'habitation (le gay qui zonait habitait en fait la dernière maison du hameau qui n'est accessible qu'à pied pour les 100 derniers mètres).

Hormis ces quelques figures évoquées, c'est bien un « désert » de représentations sociales des lesbiennes qui est souligné par les enquêtées. Au moment de l'entrée dans la sexualité et dans la vie amoureuse, il faut alors faire sans :

« Tu avais pas de représentations fin genre et c'était l'apparence c'était beaucoup tu vois. Du coup comme j'avais vu sur internet que les gouines portaient des bagues au pouce, j'avais mis ça et personne savait à part les autres. Après pour des lieux, bah il y a un truc déjà de vouloir connaître ces lieux. Faut demander un peu autour de toi mais si t'es pas *out*, c'est un peu chaud. Puis le pire je pense c'est quand je sortais avec ma première copine parce que je savais vraiment pas faire ! Pourtant pour rouler des patins c'est pas ça parce que je savais, j'étais sorti avec un gars au collège... c'était plus comment être et tout » Lucie, 27 ans.

Des normes pré-établies existent et les connaître demande un certain travail de recherche, ici, sur internet. L'absence de représentations entraîne notamment le fait d'avoir le sentiment de « ne pas savoir faire » lorsqu'il s'agit de pratiquer concrètement l'homosexualité. Hors de la sexualité « majoritaire », il s'agit de faire autrement :

« Du coup voilà je savais vraiment pas. Dans mon lycée il y avait d'autres gouines et elles étaient en couple. Tout le monde était au courant parce que elles se cachaient pas mais avec le recul je me dis qu'elles correspondaient bien aussi aux autres qui étaient hétéro. Elles faisaient tout pareil ! Nous c'était pas pareil parce que déjà on était toutes les deux fem du coup et je sais pas mais voilà... Du coup en plus elle avant moi elle se croyait hétéro (rires) ! Du coup j'ai inventé un truc de se dire tout ce qui nous fait plaisir ou pas dans la vie et aussi tout ce qui nous fait du mal et tout. En fait moi je voulais surtout savoir pour faire tout ce qui lui fait plaisir. Du coup bah c'était plutôt simple et sain comme histoire » Lucie, 27 ans.

Lucie indique avoir « inventé » certaines manières de faire avec sa copine. Lou, elle, disait qu'au début de sa première relation, elle et sa copine s'écrivaient régulièrement afin de « faire le bilan de qui va ou pas et des moyens de faire mieux ». Au moment de construire des relations au sein d'une expérience de sexualité minoritaire, la remobilisation de ressources acquises durant la socialisation, notamment genrée, s'avère fructueuse. En effet, la communication ou l'expression écrite sont caractéristique des attentes sociales à l'égard des filles. Être lesbienne se vit alors d'après une construction de soi solitaire et artisanale. L'éloignement des structures institutionnelles de l'homosexualité délaisse certaines lesbiennes qui se retrouvent seules face à leur ordinateur ou leur télévision et qui se mettent à « inventer » de nouvelles normes et pratiques. Ainsi, la notion d'invisibilité ne doit conclure ni à l'inexistence de lesbiennes en milieu rural ni à une sorte de malheur systématique pour celles qui s'y retrouvaient coincées. En effet, aucune des enquêtées ne se dit malheureuse et leurs relations sont « simples et saines ».

b) « Pas besoin d’être dans l’entre-soi ! »

L’une des conséquences de cette socialisation spécifique est qu’être lesbienne à la campagne implique un mode de vie et donc des discours, normes, comportements différents. À plusieurs reprises, deux enquêtées ont tenu à affirmer leur désaccord avec la figure agissant comme repoussoir de la « lesbienne de la ville » notamment concernant l’entre-soi et les droits LGBT+ :

« En fait on a pas besoin, c’est le côté on n’a pas besoin d’être dans l’entre-soi. Tu peux être gay, tu peux être bi, tu peux être trans mais ça t’empêche pas d’avoir une vie normale en fait. Je voudrais dire que tu vois peu importe ta sexualité, tu peux rentrer dans la norme, faut pas forcément se regrouper entre soi ou ce genre de trucs. J’ai une image un peu des groupes de nanas en mode lesbiennes entre elles que c’est du drama tout le temps. » Nolwenn, 28 ans.

Colin Giraud soulignait la socialisation singulière à l’homosexualité en milieu rural dont l’une des conséquences est une privatisation absolue de la sexualité restreinte à la sphère privée. Cela peut expliquer le refus de Nolwenn d’appartenir à un « groupe de nanas » et sa volonté de rentrer dans la norme, au moins aux yeux des autres. Comme certains gays drômois, Nolwenn n’envie pas le mode de vie « ghetto » réservé à la ville. Par ailleurs, la discrétion que préconise Nolwenn s’accompagne d’un discours contre certains droits :

« Non non franchement la PMA je vois pas trop... En vrai faut pas forcer hein. Fin si je voulais un gamin honnêtement je me mets avec un gars. Moi j’aime les femmes et c’est comme ça je vais pas faire un foin parce que je peux pas avoir d’enfant avec elle. Tu vois en réalité c’est la nature quoi. Après si l’envie te prend bah il y a des solutions mais bon sinon je comprends pas trop... », Nolwenn, 28 ans.

Nolwenn se dit plutôt hostile à l’ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes. Son discours semble alors soumis aux normes hétérosexuelles en vigueur. Ce discours contraste avec des positions que l’on pourrait attribuer comme davantage liée à l’urbanité. Il valorise « la nature » en soi qui guiderait ce que l’on peut prétendre faire ou non et la discrétion. En cela, l’homosexualité féminine à la campagne semble contrainte particulièrement aux normes majoritaires de l’hétérosexualité.

Mais ces discours viennent contredire certaines pratiques. Par exemple, les territorialités lesbiennes en milieu rural ressemblent aux territorialités lesbiennes en ville. Nous l’avons déjà évoqué, les territorialités lesbiennes, que nous pouvons comprendre comme des espaces investis individuellement ou collectivement et dont le sentiment d’appartenance est identifiable, s’organisent de manière réticulaire (*i.e* en réseau), dispersée, éphémère et informelle. Entre autres, la campagne se prête facilement à une organisation réticulaire des sociabilités avec notamment la disposition d’espaces plus grands ou l’usage soutenu de la voiture. L’enquête de

terrain a montré que ce modèle s'applique également au milieu rural observé. Les enquêtées faisaient toutes une distinction entre leur réseau social formé par le travail, la famille ou les loisirs et celui de ce qu'elles appellent le « milieu » composé d'autres lesbiennes et d'autres personnes LGBT. Dans la campagne angevine, des « soirées filles » sont organisées de manière informelle par qui le souhaite. Ces fêtes ont souvent lieu dans le jardin, sur le terrain ou dans la grange de l'une d'entre elles mais les lieux « tournent » comme elles disent. Les invitées sont conviées par le bouche-à-oreille principalement et ces fêtes ne font pas l'objet d'une organisation sur les réseaux sociaux par exemple. Durant les fêtes auxquelles j'ai pu assister, les invitées étaient presque toujours les mêmes mais parfois le retour de quelqu'un qui n'était pas venu depuis longtemps ou l'arrivée de « nouvelles » faisait émulation toute la soirée. Chaque « nouvelle » est l'occasion d'élargir le cercle de connaissances et de faire varier à l'avenir les lieux de fêtes et les invitées. Ces « nouvelles » arrivent par le biais d'une relation avec l'une des filles du groupe qu'elle soit de nature amicale ou amoureuse. Il n'est d'ailleurs pas rare d'y voir conviées de nombreuses filles hétérosexuelles³⁸. Précisons que j'ai pu assister aux fêtes issues d'un réseau social spécifique mais il semblerait que cette pratique soit répandue et que d'autres « soirées filles » existent parallèlement. Les propos de Léa à ce sujet sont particulièrement pertinents :

« (au sujet d'une soirée qu'elle a organisé) Franchement c'était ouf ! Moi j'adore parce que pour avoir fait des études en ville c'est quand même pas pareil. Ici on se connaît mieux, on peut faire tout le bruit qu'on veut en plus personne va venir nous emmerder quoi (rires), je sais pas ce que t'en pense mais je suis un peu deg' qu'il y avait la soirée des filles du Lion en même temps parce que du coup Sarah était pas là...Heureusement qu'il y avait des nouvelles parce que bon au bout d'un moment la flemme de pécho les copines même si c'est pratique des fois ! »
Léa, 23 ans.

Contrairement à ce qu'avancait Nolwenn, on voit bien qu'en réalité un entre-soi se produit y compris à la campagne. Notre propos ne cherche pas à comprendre nécessairement pourquoi les lesbiennes rechercheraient moins la visibilité urbaine mais davantage à saisir comment se vit l'homosexualité féminine en milieu rural, là où l'invisibilité était *a priori* de mise. Léa évoque par exemple le fait qu'ici « personne va venir nous emmerder », elle est aussi

³⁸ La catégorisation lesbienne/bi/hétéro utilisée est issue d'étiquetage dans le groupe. Je me base ici sur les discussions au sein du groupe. Lors d'une de ces soirées, environ 30 personnes étaient conviées et s'organisaient en petits groupes. En discutant avec l'un d'eux, j'entends par exemple ceci : - « Hé hé hé ! Salom elle ramène une nouvelle aujourd'hui mais tranquille hein elle est hétéro ! ».

capable de reconnaître un groupe en lui attribuant une localité. Ce discours montre donc aussi que l'homosexualité féminine en milieu rural peut tirer parti de ressources spécifiques.

B. Faire de l'invisibilité une ressource

Malgré la présence de contraintes socio-spatiales spécifiques, la ruralité et l'invisibilité peuvent être reconverties en ressources par les lesbiennes. L'invisibilité peut être recherchée, subvertie ou utilisée.

B.1. Rechercher l'invisibilité ?

Pour rechercher un certain entre-soi, pour éviter l'injure ou les violences lesbophobes ou simplement pour garder une discrétion, être invisible est parfois recherché par les lesbiennes angevines.

a) « On préfère rester cachées »

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle cette invisibilité à plusieurs visages est subie par les lesbiennes en milieu rural (ce que je croyais avant de me confronter au terrain), l'enquête de terrain a montré que même si elle s'impose structurellement, elle peut aussi constituer une ressource. Loin d'être subie et vécue comme une contrainte malheureuse, être invisible est parfois recherché :

« Bah avec ma copine on préfère rester cachées quoi entre guillemets. Donc c'est pour ça que je m'affiche pas... Comme elle a pas de voisin bah du coup on va souvent chez elle comme ça on fait ce qu'on veut personne nous voit. On peut trainer dans le jardin, fumer, écouter de la musique... bah voilà pour le dire on peut aussi bah se faire des câlins ou quoi ». Lou, 31 ans.

Ne pas « s'afficher » rend effectivement invisible mais c'est, pour Lou, le prix de la tranquillité. C'est l'occasion de se manifester des gestes de tendresse en extérieur à l'abri du regard extérieur. Bien que l'on parle d'anonymat dans les grandes villes et donc de libération homosexuelle par ce biais, la campagne offre également des marges de liberté malgré le fait que dans certains village « tout le monde se connaît ». La ruralité c'est aussi être entouré d'un nombre moins important de personnes et bénéficier de grands espaces que l'on peut investir sans être visible. On évite ainsi les propos lesbophobes par exemple et on peut se réunir à plusieurs sans que cela se voit :

« Tu vois j'ai ma copine qui est plutôt masculine fin elle a un look qui est plutôt masculin quoi et j'ai d'autres potes c'est pareil alors ça se voit plus que bah c'est des goudous donc le regard des gens c'est pas toujours... Mais moi-même avec elle j'ai jamais vu de problèmes et puis toute façon y'a pas trop d'occasions. Quand on sort même avec les autres on

va pas forcément sur Angers, on va se balader ou faire des pique-nique. Et là bah y'a vraiment personne dans les chemins donc pas de risque... On croise une personne par ci par là mais de loin, au pire ils font comme s'ils avaient pas vu. », Léa, 23 ans.

Les grands espaces et la plus faible densité de population en campagne réduisent *de facto* les chances de croiser quelqu'un de manière inopportune. La dernière phrase de Léa évoque le fait que certains habitants feraient « comme s'ils avaient pas vu ». Ce phénomène a été évoqué plusieurs fois par les enquêtées et nuance les idées selon lesquelles l'anonymat est difficile à maintenir à la campagne en raison d'une autre idée reçue : « tout le monde se connaît ». Lucie par exemple dit préférer la tranquillité et la paix de sa campagne :

« En réalité j'ai jamais eu de soucis moi ici. Je connais les commerçants un peu et des vieux amis de l'école mais on m'a jamais embêtée. Tu vois même les voisins quoi. En fait ici tout le monde se connaît mais les gens ils laissent tranquille quoi. Même si ils savent bah ça pose pas de problème et t'es juste une voisine comme les autres. Chacun fait ce qu'il veut dans sa maison tu vois ». Lucie, 27 ans.

Finalement, l'idée selon laquelle le milieu rural serait moins tolérant, moins éduqué sur la question homosexuelle est une idée reçue aussi. La privatisation de la sexualité permet en tout cas de la réduire à la sphère privée et limite ses interactions avec l'extérieur.

b) « Ils ont pas repéré » : invisibles, mais pour qui ?

Cette discrète tolérance que décrivent les enquêtées peut nous interroger sur la suspension ou non de normes en milieu rural spécifiquement. Finalement, en milieu rural, les territorialités lesbiennes prennent une forme similaire aux territorialités lesbiennes en ville et la lesbophobie n'y semble pas plus prégnante. Certains lieux de la ruralité se révèle au contraire être des lieux publics avec un risque moins élevé de violences pour les lesbiennes. Invisible alors la plupart du temps, au fil de l'enquête une question m'est venue : invisible pour qui ? Si elles ont conscience du phénomène d'invisibilité lesbienne, du manque de représentations sociales par exemple, leur vécu ne se décrit pas à travers ce prisme. L'enquête montre au contraire qu'entre elles au moins, elles sont visibles. L'idée selon laquelle à la campagne les lesbiennes sont invisibles est d'autant plus vraie qu'elle n'est émise par une personne hétérosexuelle et/ou vivant en milieu urbain. D'abord, le nombre plus faible d'individus en milieu rural permet de mieux se reconnaître, par son lieu d'habitation, son métier ou sa famille. Ensuite, jouer avec le statut de « copines » peut permettre de ne pas se faire repérer :

« Bah moi je mise souvent sur le fait que bah en fait comme on est entre filles bah les gens font pas attention, ils y pensent pas qu'on peut être lesbiennes, ils se doutent pas je pense. Donc quand on y va (une grange communale) bah ils se doutent pas quoi. Les soirées qu'on fait bah en vrai ils ont pas repéré ce que c'est », Lucie, 27 ans.

C'est bien l'ordre majoritaire qui ne peut pas « se douter » et pour qui les enquêtées sont invisibles, en tout cas dans leur identité sexuelle. C'est donc parfois un monde parallèle qui s'organise au sein de l'expérience majoritaire. Et ce sont bien les normes majoritaires qui rendent l'expérience minoritaire invisible. Cette situation laisse donc des marges de manœuvre aux lesbiennes pour subvertir ou utiliser cette invisibilité.

B.2. Subvertir et utiliser l'invisibilité

a) « C'est la nana de Lercé ! » : quand la ruralité sert la visibilité

Depuis les travaux de Jean-Noël Retière³⁹, la notion de « capital d'autochtonie » s'est développée. Désignant les ressources que procurent l'appartenance à des réseaux sociaux localisés, elle est souvent utilisée dans les travaux sur les classes populaires ouvrières ou agricoles afin de montrer comment l'acquisition de ce capital peut permettre d'accroître localement d'autres capitaux (sociaux, symboliques, économiques...) (Renahy 2010). Utilisée notamment dans *Ceux qui Restent* par B. Coquard et dans *Les gars du coin* par N. Renahy, la notion est fréquemment utilisée pour décrire les modes de vies des milieux populaires ruraux. Dans le cas de mon enquête, cette notion peut être mobilisée. Comme d'autres ruraux, les lesbiennes que j'ai rencontrées bénéficient, dans des proportions variables, d'un « capital d'autochtonie » qui permet en outre de relativiser l'idée d'invisibilité.

Les travaux de Benoit Coquard montrent notamment que l'acquisition de capital d'autochtonie s'opère de manière concurrentielle et inégale au sein des groupes d'hommes. Ce sont eux qui font partie de « bandes de potes », modèle qui met à l'écart les femmes en fonctionnant comme des clans. Cette tendance se vérifierait peut-être dans la campagne angevine mais mon enquête a toutefois montré que les sociabilités lesbiennes, qui sont des femmes pour la plupart, usent aussi d'un capital d'autochtonie.

Lors d'un week-end militant où je suivais un groupe de lesbiennes dans une action dirigée contre La Manif pour Tous à Angers, je me suis retrouvée en binôme pour la journée avec l'une d'entre elles. Au même moment avait lieu une contre-marche des fiertés. Le centre-ville était donc plutôt animé et de nombreux drapeaux LGBT étaient accrochés un peu partout. Cet événement était une occasion de fêter à un moment de l'année où de nombreux commerces étaient fermés et la liberté de circuler restreinte en raison de la crise sanitaire du Covid-19. Durant la journée, ma partenaire d'un jour m'a souvent fait part de son excitation à voir enfin

³⁹ Retière Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », Politix, n°63, 2003, pp. 121-143.

« autre chose », à se sentir enfin « hyper bien parce que on est comme chez nous avec ces drapeaux » et « à faire la fête avec des inconnues pour enfin pécho ». Ce jour-là elle n'était sûrement pas la seule à s'être dit ça, et on entend un peu partout qu'on n'a « jamais vu ça ici ». Alors que je profitais de ce moment privilégié pour discuter avec elle et qu'elle me racontait que parfois elle avait le sentiment d'être la seule « *outcast* perdue au milieu de nulle part », nous croisons un groupe de personne et l'une d'entre elle s'exclame « *Hé ! Mais c'est la nana de Lercé !* ». Loin d'être mal à l'aise, elle lui répond immédiatement et ils prévoient de se voir prochainement. Ce type d'interactions s'est reproduit à plusieurs reprises durant la journée. C'est-à-dire que plusieurs fois, elle a été reconnue et associée à son lieu d'habitation. Je me permets d'utiliser la notion de « capital d'autochtonie » dans la mesure où, dans ce cas par exemple, son réseau de sociabilité local lui a permis d'accéder à une ressource : l'invitation à une soirée le soir même. Je m'explique, à Lercé elle occupe une place importante dans le village puisque depuis l'adolescence elle travaille au bar-tabac tous les étés et le reste de l'année elle travaille à temps partiel au cinéma et à la maison de retraite. De bonne famille, son père étant médecin, elle bénéficie d'une « bonne réputation » à Lercé. Toutefois, son réseau d'amies se situe plutôt à 20 minutes du village, là où elle était allée à l'école enfant. Mais son inscription locale lui a permis de se faire reconnaître ce jour-là et ainsi d'être invitée à la soirée des « filles du Lion ». D'après ce que j'ai pu observer, les « filles du Lion » forment un autre groupe de filles et jouissent d'une bonne réputation parmi les lesbiennes angevines. Elle m'explique :

« Je pensais pas du tout qu'on allait les croiser ! Heureusement que je suis sur Lercé parce que c'est un peu plus connu que les alentours sinon j'aurais jamais pu même y penser quoi. »

Cela révèle des disparités locales de reconnaissance sociales puisque l'inscription locale définit plusieurs niveaux d'importance sociale. Le « capital d'autochtonie » s'interprète également comme ressource permettant de contourner l'invisibilité supposée. En effet, l'inscription dans une localité et dans un réseau de sociabilité qui lui est lié, produit des liens sociaux étroits et entretenus quasiment quotidiennement :

« Ici, je sais à peu près où tout le monde habite, du coup bah je vais passer chez les unes ou les autres quand je peux tu vois. C'est ça c'est sympa la campagne hein ! » Lou, 31 ans.

Précisons que ce que Lou appelle « ici » couvre tout de même un territoire de plusieurs dizaines de kilomètres dans un rayon de 20 minutes en voiture de chez elle environ. Une grande part de son temps libre est donc dédié à aller visiter ses amies puisqu'il faut s'y rendre en voiture presque à chaque fois. L'entretien soutenu de ces liens rappelle les sociabilités masculines rurales décrites par Benoit Coquard. Grâce à cela, elles s'épaulent, s'aident pour bricoler, pour

jardiner, pour trouver des emplois ou même des animaux. La notion d'invisibilité peut en ce sens être relativisée puisque en réalité, elles se connaissent, se reconnaissent. Ces sociabilités lesbiennes rurales permettent de construire une identité collective spécifique.

c) La possibilité du militantisme

Un autre moyen permettant de détourner l'invisibilité est de faire de son identité un objet de militantisme. Pour reprendre la terminologie de Daniel Gaxie, l'une des « rétributions du militantisme » est l'intégration sociale (Gaxie 1977). Les sensations valorisantes qu'elle procure sont au service de la dimension identitaire de certains mouvements sociaux. La ruralité, comme territoire oublié du militantisme homosexuel, peut être saisie et revendiquée comme une identité spécifique pour laquelle il faudrait se battre pour la reconnaissance sociale :

« Au final j'ai trouvé des personnes qui étaient queer, des personnes voilà avec qui je pouvais discuter de ça et un peu me retrouver tu vois dans leurs vécus c'était hyper enrichissant. En fait on s'apporte de la force ensemble et au moins on se fout des ragots, du qu'en dira-t-on tu vois. On est comme Max d'Instagram, on est des gouines des champs (rires) », Lucie, 27 ans.

La nécessité individuelle et collective de se retrouver pour faire savoir entre autres qu'il existe des lesbiennes à la campagne se traduit ensuite par des pratiques spécifiques. Être militant à la campagne nécessite de faire beaucoup de route mais aussi « d'organiser ses propres trucs » :

« Le truc c'est qu'au final on va tout le temps en ville quoi. En fait les manifs, les actions et tout c'est en ville. Au final nous c'est un peu juste pour dire hé ho on est là nous aussi ! Du coup c'est toujours l'expédition même après bah même entre nous c'est pas tout près donc celles qui peuvent rouler se déplacent quoi. Mais organise nos propres trucs aussi hein !

Comme quoi par exemple ?

Bah c'est beaucoup du collage. Comme on se balade souvent bah dans les chemins et les villages on colle nos stickers. En vrai c'est déjà ça parce que genre c'est hyper *weird* de se balader ici de tomber sur un de nos stickers, c'est genre étonnant pour les gens quoi alors p'tet qu'ils en parlent après j'espère... Mais on fait aussi d'autres trucs hein ! Pour l'instant c'est pas arrivé beaucoup mais on a fait une action devant une mairie une fois avec une banderole parce que on avait entendu que le maire est transphobe et aussi nos fêtes à nous bah on veut qu'elles soient politiques quoi donc c'est vraiment *safe* et tout... Et là bah ce qu'on aimerait faire cet été c'est un festival *queer* en non-mixité, genre pas d'hommes cis. » Lucie, 27 ans.

Certaines actions se servent finalement du « qu'en dira-t-on » puisqu'ici l'une des actions a été impulsé par ce qu'elles avaient « entendu ». Militer à la campagne comporte aussi certains atouts. En effet, les espaces sont grands et ne sont pas sous surveillance, l'isolement permet plus de liberté mais aussi moins de « mauvaises rencontres » notamment lors des fêtes organisées. L'organisation de ces événements militants et les liaisons que cela implique avec la

ville notamment nuancent la notion d'invisibilité qui serait doublement voire triplement plus prégnante pour les lesbiennes vivant en milieu rural.

Nous avons montré que même si la campagne angevine produit des contraintes socio-spatiales pour les lesbiennes, ses spécificités peuvent être reconverties en ressources. Dépasser le modèle d'analyse opposant la visibilité urbaine et l'invisibilité rurale permet d'appréhender les normes et pratiques spécifiques, les visibilités particulières et la négociation du statut de lesbienne en milieu rural. Il faut donc garder à l'esprit que les lesbiennes résidant dans les territoires ruraux s'organisent de manière autonome en fonction de valeurs qui leurs sont propres. Nous pouvons alors nous intéresser de plus près au vécu des enquêtées, à leur intimité en tenant compte de ces négociations, des marges de manœuvre laissées par la ruralité et l'invisibilité lesbienne.

Chapitre 3 : Les effets de l'invisibilité sur les trajectoires.

Dans ce chapitre nous nous intéresserons à partir des résultats de l'enquête ce que fait la ruralité aux conjugalités lesbiennes en termes de trajectoires à la fois conjugales et géographiques. Nous nous arrêterons d'abord sur les modes et lieux de rencontres des lesbiennes en milieu rural avant d'analyser quelques-unes de leurs trajectoires résidentielles et d'explicitier le triptyque « Partir, rester ou revenir dans le coin ».

I. Les trajectoires amoureuses

A l'instar de M. Bozon ou F. Héran dans *La Formation du couple*, cette sous-partie vise à appliquer des outils classiques de la sociologie de la conjugalité ou de la mise en couple à une population moins étudiée telle que les lesbiennes en milieu rural.

A. Rencontrer via l'application de rencontre Tinder

A.1. Un moyen de rencontre comme un autre ?

L'un des résultats de mon analyse statistique montre que pour les lesbiennes vivant en milieu rural, l'utilisation des réseaux sociaux comme mode rencontre est moins prégnante que pour les lesbiennes résidant dans une métropole⁴⁰. Toutefois, plus les individus sont jeunes, plus l'utilisation qu'ils font de ces réseaux est importante. Parmi les lesbiennes que j'ai pu interroger, plusieurs m'ont décrit leur rapport à l'application Tinder notamment. Pour Lou, Tinder⁴¹ fait partie des autres moyens de rencontre à sa disposition :

« Après ça dépend, aller c'est vraiment 50/50 ça été les applis de rencontre ou après ça été des lieux type bar, y'a eu en boîte, par des potes de potes, le sport aussi enfin bon voilà quoi. C'est un peu tout » Lou, 31 ans.

Admis comme un moyen de rencontre classique, Tinder peut aussi être une alternative aux autres moyens de rencontres réservés aux lesbiennes comme les bars et, ces derniers mois, un moyen de rencontre malgré la fermeture des lieux publics liée à la Covid-19 :

⁴⁰ Cf. Deuxième partie de ce chapitre.

⁴¹ Tinder est une application de rencontre qui a été lancée en 2012 dont le fonctionnement s'inspire de l'application Grindr dédiée aux populations gaies. L'écran fait défiler des profils d'utilisateur-ices en fonction de la localisation géographique et de critères choisis préalablement tels que le genre ou l'âge. On *swipe* le profil à droite ou à gauche selon qu'il nous plaise ou pas et en cas d'appréciation mutuelle on appelle cela un *match*.

« C'est vrai que je traîne pas beaucoup dans le milieu fin c'est pas forcément mon délire de traîner dans le milieu gay même si en même temps j'aime bien parce que du coup c'est drôle on rigole bien on retrouve des copains. Et pour le coup j'ai un groupe de copines hétéro et lesbiennes mais au bout d'un moment je vais pas aller taper dans les copines quoi fin c'est mes potes donc forcément pour rencontrer des gens soit bah c'est par les appli sauf en ce moment les potes de potes c'est compliqué parce qu'on se voit moins donc ouais les applis quoi. » Lou, 31 ans.

Comme d'autres enquêtées, Lou ne s'épanouie pas pleinement au sein du « milieu ». À l'heure où les sorties étaient restreintes, l'application Tinder constituait une nouvelle fois une alternative à d'autres moyens de rencontre. L'utilisation de l'application requiert peu de moyens à mettre en place hormis télécharger l'application sur son téléphone et se créer un profil. C'est pourquoi Tinder est un outil simple qui peut avoir plusieurs fonctionnalités. Tinder est particulièrement pratique lorsque l'on découvre sa sexualité. Nolwenn explique :

« Oui alors j'étais déjà inscrite sur Tinder pour rencontrer des garçons pas hyper fructueux alors j'ai juste changé de paramètres, femmes, au début c'était juste pour voir s'il y avait des gens autour ». Nolwenn, 28 ans.

Sur l'application, il a suffi que Nolwenn appuie sur un bouton pour passer d'hétérosexuelle à homosexuelle. C'est ainsi qu'elle a ensuite pu découvrir des réseaux de sociabilités lesbiens, découvrir le « monde gay » et se faire des ami-es :

« Là j'ai commencé à discuter seulement avec des filles et de tout et de rien fin voilà. Et à un moment j'ai discuté avec une fille qui était à Rennes et qui cherchait pas du tout à rencontrer quelqu'un mais qui cherchait à rencontrer plusieurs personnes, fin des amis quoi et elle faisait des rencontres entre filles, truc de pote. Et donc j'ai été à une soirée où il y avait que des filles lesbiennes alors j'étais en mode mais moi je suis hétéro je suis pas du tout à ma place et en fait c'était hyper sympa, c'était la gay pride aussi à Rennes donc c'était cool et voilà donc j'ai parlé avec plein de filles pas forcément de trucs intimes mais ça m'a fait découvrir un peu le tu vois, le monde gay on va dire. C'était cool de rencontrer des gens différents que je connaissais pas quoi. Hum mais après ça m'a conforté oui sur l'idée de... quand je les voyais ensemble ça me faisait envie ouais ». Nolwenn, 28 ans.

Par ce biais, Nolwenn a pu rencontrer des filles lesbiennes et découvrir un monde qu'elle n'avait jamais côtoyé durant sa vie d'hétérosexuelle. Elle a ainsi pu se rassurer et poursuivre la découverte de sa sexualité. La facilité d'accès à Tinder peut toutefois avoir un effet ambivalent :

« En fait Tinder c'est apparu, je trouvais ça dingue d'avoir accès à ça. Les filles se disaient oh trop cool on peut rencontrer des mecs. Tu es jeune quand t'apprend ça en plus on habitait un petit patelin et puis les filles allait voir exprès dessus qui mettait lesbienne pour se moquer quoi. J'étais aller en voir certaines à Nantes car j'étais à 1h30. Quand je suis partie faire mes études, ça m'a grave aidé, je pouvais enfin rencontrer qui je voulais et ça pouvait être que des meufs et personne n'en sait rien. Tu peux t'assumer sans que ça se sache. J'utilise souvent

Tinder quand je vais dans d'autres villes. C'est assez simple pour rencontrer et c'est aussi facile pour pas répondre ou pour ghoster ». L2a, 23 ans.

L'application fonctionne par géolocalisation et les profils consultables sont affichés en fonction de la distance. La non-régulation de l'accès à l'application qui est gratuite peut donc permettre en effet de se renseigner sur l'orientation sexuelle des personnes autour de nous. S'y connecter peut donc être risqué lorsque l'on veut rester discrète et entraîner par exemple des moqueries. Mais en même temps, loin du village natal, son utilisation se révèle libératrice et peut servir de « repérage » de partenaires potentielles.

A.2. Un fonctionnement spécifique

Les rencontres qui se font par ce biais s'effectuent en fonction de normes particulières. Le caractère virtuel de ce mode de rencontre a au moins pour effet d'élargir le champ des possibles pour l'utilisateur-ice. Ainsi, Léa a rencontré une fille qui habite à Paris, Lou a rencontré une fille qui habite à Poitiers, Nolwenn a rencontré une fille qui habitait à 1h30 de chez elle. Mais cette donnée ne semble jamais poser de problèmes :

« Quand on s'est rencontré j'ai fait Angers-Paris direct et je suis rentrée le soir, mais je suis repartie direct le lendemain parce que ça c'était trop bien passé mais bon pour l'instant c'est en cours juste on se parle et c'est un peu ambigu mais on sait pas trop » Léa, 23 ans.

Ce rapport à la distance caractéristique des socialisations rurales, que nous avons déjà explicité plus haut, se retrouve donc également au moment de faire des rencontres et les applications de rencontres permettent de l'éprouver et s'adaptent particulièrement à ce rapport à la distance. Effectuer plusieurs longs trajets coûte cher et prend du temps mais n'entérine pas pour autant le statut de la relation. En effet, rencontrer *via* Tinder semble répondre à un processus particulier, en tout cas chez les lesbiennes rencontrées. Les rencontres s'effectuent en deux temps. Le premier est celui où l'on commence à « se parler » *via* la messagerie de l'application et le second celui où l'on se voit pour la première de visu :

« Pour l'instant c'est plutôt une fille de Paris que j'ai rencontré sur Tinder et pour l'instant on s'est vu quelques fois mais on se parle beaucoup sur Instagram. On a mis du temps avant de se rencontrer, on a parlé deux mois avant de se voir. » Léa, 23 ans

« On s'est rencontré par Tinder, on discutait par Tinder. Et fin pendant plusieurs mois on échangeait un message par mois, fin ça démarrait pas quoi puis je sais pas pourquoi du jour au lendemain on s'est mise à parler, on s'est vu un mois plus tard et on s'est mise ensemble tout de suite quasiment » Nolwenn, 28 ans.

Comme l'a montré Marie Bergström⁴², Internet ne fait pas disparaître les mécanismes de jugements sociaux. Le match ou les discussions sur la messagerie sont encadrés par des usages sociaux. La « présentation de soi » sur le profil et la communication écrite sur la messagerie sont des pratiques qui diffèrent selon les milieux sociaux mais aussi le genre. Lors d'un entretien, Léa m'explique ce qui lui plaît sur un profil Tinder :

« Bah je regarde sa façon de parler fin d'écrire. Elle, elle fait des petits jeux de mots, pas mal d'ironie en mode elle orthographe hyper mal des mots mais genre trop hyper kitsch mais ça va bien. En fait je swipe à droite quand la personne elle est stylée, elle a l'air cool. Les photos que tu mets, si tu te prends au sérieux ou pas, ce qu'il y a dans ta bio, ce que tu lis, ce que t'écoutes. » Léa, 23 ans.

Sur Internet, la communication est écrite et fait l'objet d'une attention particulière. Le rapport à l'écrit durant ces échanges virtuels a été particulièrement souligné par les enquêté-es à l'instar de Léa. Bernard Lahire l'a montré⁴³, les socialisations féminines incitent les filles à avoir certaines affinités avec l'écrit, ce qui explique en partie leur plus grande réussite à l'école où l'écrit est un des savoir scolaire valorisé. Nous pourrions supposer que dans la mesure où ces échanges s'effectuent entre individu ayant reçu une socialisation féminine, l'attention portée à l'écrit est d'autant plus importante. Dans le cas de Léa, partager des « petits jeux de mots » par exemple, suppose de partager un système de références commun. À ce titre, M. Bergström affirme que les formes d'affinités culturelles et les jugements sociaux à l'œuvre lors d'une rencontre en ligne sont traversés par des logiques homogames. Ces propos faisant écho à mon projet de recherche initial, j'ai voulu interroger durant mon enquête les conditions d'une homogamie lesbienne.

B. Hétérogamie : écarts socio-démographiques au sein des couples lesbiens

Bien que les travaux sur la question de la formation des couples tels que ceux d'Alain Giraud, Michel Bozon ou François Héran s'accordent pour décrire une tendance générale à l'homogamie, il existe tout de même une minorité hétérogamique mais ces rencontres ne sont pas le fruit du hasard et s'expliquent par des facteurs sociaux pouvant être étudiés

⁴² Bergström, Marie. « 3. (Se) correspondre en ligne », *Les nouvelles lois de l'amour. Sexualité, couple et rencontres au temps du numérique*, sous la direction de Bergström Marie. La Découverte, 2019, pp. 101-137.

⁴³ Bernard LAHIRE. *La raison scolaire. École et pratiques d'écriture, entre savoir et pouvoir*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2008

sociologiquement (Bozon et Héran 2006). Par exemple, l'homogamie est moins prononcée dans certaines catégories socio-professionnelles comme les employés ou bien les agriculteurs [Giraud, 2013].

Dès les années 1980, les *family studies* étatsuniennes et certains auteurs européens tels que Michael Pollak travaillent sur les modes de sociabilités homosexuels et concluent à des modes de sociabilité spécifiques. Il est montré que l'hétérogamie sociale est plus importante au sein des couples à orientation sexuelle minoritaire (Chauvin et Lerch 2013b). Ce terme désigne usuellement l'union de conjoints distants socialement, en termes d'origine ou de statut acquis. Nous utiliserons ensuite ce terme comme désignant l'existence d'écarts socio-démographiques entre partenaires comme l'origine sociale, le statut professionnel, mais aussi l'âge, la religion, etc.) Cette hétérogamie s'explique par différents facteurs. En premier lieu, la sociabilité homosexuelle se construit davantage dans des lieux réservés où l'appartenance se fonde essentiellement sur l'orientation sexuelle (Pollak 1982). Ensuite, un « stock limité de partenaires de même sexe disponible » favorise l'hétérogamie sociale⁴⁴. Enfin, l'enjeu de transmission du patrimoine aurait moins de poids que chez les couples hétérosexuels. Les travaux de A. L. Kurdek et J. P. Schmitt soulignent que cette hétérogamie s'observe surtout au sein des couples gays tandis que chez les couples lesbiens c'est une forte homogamie qui est observée en raison d'une sociabilité qui s'opère davantage dans des lieux privés et à travers les réseaux d'interconnaissance (Chetcuti 2010)

Il n'existe pas à ce jour d'enquête statistique sur la composition de la population dite lesbienne. Le poids de l'homogamie sociale des couples hétérosexuels peut s'expliquer par l'utilisation de grilles de Professions et Catégories Socio-professionnelles simplifiées. En affinant les catégories socio-professionnelles, certain-es conjoint-es regroupé-es dans la même catégorie pourraient se retrouver séparé-es et renforcer le poids de l'hétérogamie. D'après mes lectures il semblerait qu'une homogamie lesbienne ait été conclue en raison des modes de sociabilités lesbiens (Costechaire 2011). Cette homogamie lesbienne suivrait la logique de l'homogamie sociale des couples hétérosexuels, c'est-à-dire particulièrement prononcée aux pôles de l'échelle sociale. Or cela paraît plutôt mécaniste d'en conclure à une homogamie lesbienne significative.

⁴⁴ Kurdek L. A. et Schmitt J. P. [1987], « Partner homogamy in married, heterosexual cohabiting, gay, and lesbian couples », *The Journal of Sex Research*, vol. 23, no 2.

D'après les entretiens effectués avec les couples d'enquêté-es non-hétérosexuel-les que j'ai rencontrés, nous verrons quels peuvent être les effets de l'hétérogamie au sein d'un couple lesbien. Dans le cas d'un écart d'âge important par exemple, les couples portent un double stigmatisme : l'un concernant leur orientation sexuelle et l'autre concernant la norme selon laquelle des conjoint-es devraient avoir sensiblement le même âge. Comment s'articulent les mécanismes de discrimination dans les cas de stigmates multiples ?

Pour tenter d'y répondre, prenons le cas de Nolwenn et de sa copine Manelle. En couple depuis 3 ans, elles se sont rencontrées *via* Tinder et habitent ensemble depuis 2 ans. Manelle est âgée de 13 ans de plus que Nolwenn. Leurs mères sont toutes les deux enseignantes mais le père de Manelle est professeur dans le supérieur alors que le père de Nolwenn était garagiste avant son décès il y a quelques mois. Nolwenn a donc davantage côtoyé un milieu ouvrier et populaire que Manelle. Elles ont toutes les deux grandi dans des petits villages mais Manelle vivait dans un bourg alors que Nolwenn habitait dans une maison isolée. Aujourd'hui, elles travaillent toutes les deux dans le social : Nolwenn travaille dans un foyer en tant qu'éducatrice spécialisée et Manelle est directrice adjointe dans une crèche. D'origine sociale différente, elles occupent donc aujourd'hui une position sociale semblable. Dans leur cas, le stigmatisme de la norme d'âge semble l'emporter sur celui de l'orientation sexuelle :

« Nous ici on vit comme tout le monde hein. Nos familles elles ont pas eu de problèmes que je sois lesbienne tu vois. C'était pas du tout *big deal* pour le coup. Le truc c'est que Manelle elle a 41 ans tu vois et ça par contre ça passe pas. Les gens disent rien qu'on soit deux filles mais la différence d'âge c'est pas possible. Ma mère elle m'a dit qu'elle serait jamais d'accord et tout et tout quoi. Même mon cousin m'a dit que si il y'avait que le fait que je sois goudou ça irait mais avec la différence d'âge c'est pas possible parce que du coup il trouve que c'est malsain. Mais en soit franchement c'est pas logique parce que l'écart est pas ouf et on est pas les seules dans la famille quoi » Nolwenn, 28 ans.

Dans ce cas, l'hétérogamie est un écart socio-démographique, l'âge, et Nolwenn décrit à quel point ce stigmatisme peut prendre le dessus sur celui de l'orientation sexuelle. C'est aussi ce que décrit Léa, en couple durant 1 an avec Sahra d'origine algérienne :

« Mes parents ça a toujours été un peu naturel que j'aime les filles donc ça pose pas de problème. Ils ont un peu toujours su on va dire parce que je collais pas du tout à ce qui était attendu de moi. Donc j'ai même jamais eu envie ou besoin de faire un coming out tu vois. La seule fois où ils ont ragé c'était quand j'étais avec Sahra. Elle ses parents ils sont algériens mais elle a toujours été en France quoi. Alors là pour le coup j'ai eu plein de réflexions quoi. Ils avaient vraiment des préjugés. Ils pensaient que c'était une racaille un peu quoi alors que bah pas du tout fin on était dans la même école et tu vois ses parents ils sont médecins et tout donc rien à voir quoi. » Léa, 23 ans.

Dans le cas de Léa et Sahra, l'homosexualité ne semble pas être un sujet de discrimination. En revanche la différence d'origine ethnique dérange.

Enfin, j'évoquerai un dernier cas, celui de Lou et de son ex-copine. Lou est issue de ce que l'on pourrait désigner comme les « classes moyennes ». Sa mère est enseignante dans un lycée et son père est boucher. Elle a ressenti un grand « écart » lorsqu'elle fréquentait Philomène, une étudiante en médecine dont la mère était expert-comptable et le père architecte et qui habitait dans un château près de Poitiers :

« Alors tiens ça c'est assez marrant fin je sais pas. Je sortais avec Philomène et vraiment c'était pas très facile parce que du coup je sentais pour mes parents qui, à la base, avaient un peu de mal avec le fait que j'aime les meuf que là ils étaient tous excités que je sorte avec une presque médecin quoi. Donc je sais pas pourquoi mais ça me saoule un peu parce que depuis je sors avec une meuf moins dotée on va dire et ils sont vraiment de marbre. Avec Philo ils étaient quand même grave différent ! fin moi j'ai jamais vu ça quoi ! Puis faut savoir que bah dans l'inverse ses parents à elle qui étaient grave des bobos tu vois un peu intello, ouverts tout ça tout ça, bah là avec moi ça passait pas quoi genre notre fille elle est homo ok mais elle sort pas avec la fille du boucher ! » Lou, 31 ans.

Dans le cas de Lou, l'hétérogamie est d'ordre socio-professionnel. Et une possible ascension sociale vient rattraper le stigmate de l'homosexualité. Inversement, la peur d'un déclassement social dans la famille de Philomène supplante toutes les autres discriminations possibles et liées à l'orientation sexuelle.

Les formes d'intolérances liées à certaines émotions comme les préjugés ou les fantasmes entraînent certaines pratiques comme les réflexions des parents ou de l'entourage des enquêtées. Mais dans certains de ces cas, le fait d'être lesbienne n'est finalement pas érigé comme stigmate, en tout cas du point de vue des enquêtées. C'est comme si l'hétérogamie venait contrebalancer d'autres possibilités de discrimination. Là où on pourrait penser que les stigmates supposés viennent s'additionner, on remarque que la réalité est plus complexe et que leur articulation peut annuler, masquer ou contrebalancer d'autres caractères stigmatisants comme la sexualité.

Ces cas de stigmates multiples montrent que la discrimination s'articule selon une hiérarchisation des stigmates et en fonction de l'acceptation des parents ou de l'entourage de l'homosexualité. Il est donc difficile de penser les relations lesbiennes en dehors de leur inscription sociale et de celle de leurs parents.

L'usage d'application de rencontres ou l'hétérogamie au sein des couples lesbiens peut aussi être fonction d'une autre variable : la trajectoire résidentielle. La partie suivante interrogera le mythe de « fuite vers la ville » en exposant certains résultats que j'ai produits par la diffusion d'un questionnaire⁴⁵ puis nous étudierons certaines trajectoires résidentielles d'enquêtées que j'ai pu rencontrer à travers le triptyque partir/rester/revenir.

II. Les trajectoires géographiques

A. Conjugalité LGBT, une « fuite vers la ville » ?

Cette sous-partie utilise des résultats statistiques obtenus par diffusion de mon propre questionnaire dont nous avons détaillé la construction dans le premier chapitre.

D'après l'enquête par questionnaire que j'ai effectuée, alors qu'environ 50% des lesbiennes de l'enquête ont grandi dans une commune de moins de 20 000 habitants, iels sont 75,8% à vivre aujourd'hui dans une métropole⁴⁶ ou une grande ville ou en proche banlieue. 24,19% d'entre elles déclarent résider dans un bourg, un village ou en pleine campagne. Schématiquement la moitié des lesbiennes interrogées ont quitté la ruralité pour la ville. Cette dynamique s'observe plus nettement chez les gays. En effet, si 46% d'entre eux ont grandi dans une commune de moins de 20 000 habitants, ils sont 81,97% à résider aujourd'hui en ville. Précisons que 40,21% des répondant-es sont étudiant-es. Les universités étant implantées dans les grandes villes, cela peut participer à leur présence d'autant plus importante en ville. On peut toutefois noter qu'aucun répondant « gay » n'a déclaré résider « en plein campagne » contre 6,45% des « lesbiennes/gouines ».

Tableau 4: distribution spatiale des individus

Nombre de ID de la réponse Aujourd'hui vous vivez :	Orientation sexuelle					Total général
	Asexuel.le	Bisexuel.le	Gay	Lesbienne / Gouine	Pansexuel.le	
Autre	0,00%	7,27%	0,00%	0,00%	2,38%	2,24%
Dans un bourg (entre 2000 et 5000 habitant.e.s)	0,00%	14,55%	16,39%	9,68%	2,38%	11,21%
Dans un village (moins de 2000 habitant.e.s)	0,00%	3,64%	1,64%	8,06%	9,52%	5,38%
Dans une grande ville (entre 50 000 et 200 000 habitant.e.s)	33,33%	27,27%	24,59%	22,58%	21,43%	24,22%
Dans une métropole (plus de 200 000 habitant.e.s)	66,67%	32,73%	50,82%	40,32%	42,86%	42,15%
Dans une ville péri-urbaine / En banlieue (très proche d'une grande ville ou métropole)	0,00%	9,09%	6,56%	12,90%	7,14%	8,97%
En pleine campagne, un lieu-dit	0,00%	5,45%	0,00%	6,45%	14,29%	5,83%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Lecture : 66,67% des répondant-es asexuel-les résident aujourd'hui dans une métropole.

Champ : population totale n=322

Source : results-survey911825. Enquête « Sociabilité LGBTQ+ », avril-mars 2021.

⁴⁵ Cf. « Détour Statistique »

⁴⁶ Les catégorisations utilisées dans le questionnaire sont celles utilisées par l'INSEE.

On observe tout de même qu'un certain phénomène de « fuite vers la ville » semble être la norme pour la population étudiée mais il est difficile de dire si le phénomène est dû davantage à l'orientation sexuelle des individus qu'à leur statut d'activité. Selon Didier Eribon, cette « fuite » est motivée par l'image de refuge qu'ont les villes pour les populations homosexuelles. En effet, d'après l'auteur, les villes sont réputées plus accueillantes, c'est-à-dire plus tolérantes vis-à-vis de l'homosexualité (Eribon 1999). Mais aujourd'hui plusieurs chercheurs tels que Colin Giraud ou Marianne Blidon remettent en cause cette théorie. Le concept de D. Eribon occulte en effet les migrations temporaires, les migrations de l'urbain à l'urbain (Blidon et Guérin-Pace 2013) mais aussi les caractéristiques socio-économiques des individus dont les prises de décision sont le produit de facteurs divers et non pas seulement motivé-es par la découverte de leur orientation sexuelle. Les données statistiques que nous avons récoltées ne sont pas suffisamment fiables et fines pour tirer des conclusions mais elles donnent à voir des parcours parallèles à la trajectoire LGBT type. En effet, 14,51% des lesbiennes/gouines répondant-es à l'enquête ont déclaré résider dans un village de moins de 2000 habitants ou en pleine campagne. Le questionnaire a été diffusé sur les plateformes de jeunes rurales (CRIJ) mais aussi auprès d'associations LGBTQI+ qui agissent spécifiquement en milieu rural telles que l'ESAC (pays d'Ancenis) ; ce qui peut expliquer cette prééminence de répondant-es déclarant avoir grandi ou résider actuellement en milieu rural. Les travaux en sciences sociales (essentiellement en sociologie et en géographie) sur les territorialités lesbiennes sont peu nombreux et portent sur la ville⁴⁷. Impulsée par les travaux de C. Giraud sur les « gays ruraux », la sociologie de l'homosexualité française ne compte pas encore de travaux sur les trajectoires sociales de « lesbiennes rurales ». La moindre présence des lesbiennes dans les métropoles pourrait s'expliquer par un effet de genre et les inégalités de revenus qui en découlent par exemple, par une certaine vision de la conjugalité, du mode de vie, etc. Notons également que les lesbiennes de l'enquête sont parti-es plus fréquemment (35,29%) à plus de 200km du domicile familial que les gays (13,64%) même si 25,49% sont restées à moins de 30km :

⁴⁷ Par exemple : Nadine CATTAN | Anne CLERVAL, « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », 2011

Tableau 5: Eloignement du domicile familial en fonction de l'orientation sexuelle

Orientation sexuelle	Eloignement du domicile					Total général
	Moins de 100 km	Moins de 200 km	Moins de 30 km	Moins de 50 km	Plus de 200 km	
Asexuel.le	50,00%	0,00%	0,00%	0,00%	50,00%	100,00%
Bisexuel.le	19,44%	41,67%	8,33%	5,56%	25,00%	100,00%
Gay	22,73%	20,45%	25,00%	18,18%	13,64%	100,00%
Lesbienne / Gouine	21,57%	13,73%	25,49%	3,92%	35,29%	100,00%
Pansexuel.le	25,81%	9,68%	22,58%	16,13%	25,81%	100,00%
Total général	22,56%	20,73%	20,73%	10,37%	25,61%	100,00%

Lecture :Lorsqu'ils ont quitté le domicile familial, 35,29% des répondant-es lesbienne/gouine sont parti-es à plus de 200km.

Champ : population totale n= 322

Source : results-survey911825. Enquête « Sociabilité LGBTQ+ », avril-mars 2021.

Il serait intéressant de comparer ces résultats avec ceux d'une enquête effectuée en population générale afin de saisir plus finement les mécanismes de mobilité géographique.

En termes de conjugalité, 45% des enquêté-es ont déclaré être « en couple » sans que l'on puisse avoir de données sur ce que cela signifie. 38,3% sont célibataires, 8,7% sont en « relation libre », 4% sont marié-es et 6,7% sont pacsé-es. Ces chiffres sont à relativiser compte tenu de l'ambivalence des termes. Ces données statistiques n'indiquent pas le contenu d'une relation libre et ne disent rien des relations menées par les personnes se déclarant célibataires. Il aurait fallu compléter le questionnaire avec une question sur les dernières relations sexuelles par exemple. Le statut matrimonial varie de manière significative selon l'orientation sexuelle. En effet, alors qu'environ 40% des gays sont célibataires, le taux chute à 18% chez les lesbiennes. Réciproquement, alors que 26% des gays se déclarent en couple, environ 60%⁴⁸ des lesbiennes le sont. Ces chiffres viennent confirmer des thèses déjà étudiées selon lesquelles les couples lesbiens sont pensés dans la durée et au sein desquels la fidélité tient une place essentielle (Ferzli 2001). La propension à être en couple serait ainsi plus forte lorsque l'on est lesbienne. Nous pourrions faire l'hypothèse que cette sur-représentation du couple chez les lesbiennes s'explique par la division genrée des expériences amoureuses (Clair 2007). Pour ce qui est des formes plus alternatives de la dichotomie célibat/couple, les chiffres ne montrent pas de variations significatives en fonction de l'orientation sexuelle.

⁴⁸ Les chiffres donnés respectent la loi des grands nombres dans la mesure où $n \geq 30$

Concernant les modes de rencontres, 39,77% des répondant-es déclarent avoir rencontré leur actuel ou dernier partenaire *via* une application de rencontre. Mais la part des rencontres effectuées par ce biais est de 73,47% si l'on applique un filtre avec l'orientation sexuelle *gay*. Les lesbiennes se rencontrent moins souvent par ce biais. Les études et les réseaux sociaux ont un rôle plus important (10,20%) même si les applications de rencontres sont le premier moyen de rencontre (30,61%)

Tableau 6: Moyens de rencontre du dernier ou de

l'actuel partenaire

Quelle est votre orientation sexuelle ?		Lesbienne / Gouine
Mode de rencontre	Nombre de ID de la réponse	
Au travail	6,12%	
Autre	2,04%	
Dans un bar/club	6,12%	
Durant vos études	10,20%	
En pratiquant un loisir commun : sport, musique,...	8,16%	
Lors d'une soirée privée	8,16%	
Sur un réseau social (Instagram, Facebook,...)	10,20%	
Sur une application de rencontre	30,61%	
Un événement / lieu dit LGBT+/Queer	6,12%	
Via un.e ami.e commun.e	12,24%	
Total général	100,00%	

Mais en croisant ces résultats avec la distribution spatiale des lesbiennes/gouines, on se rend compte que l'importance des applications de rencontre doit être relativisée.

En effet, c'est le premier moyen de rencontre

pour les lesbiennes résidant dans les métropoles (31,82%), dans les grandes villes (53,85%) ou en banlieue (20%). Dans les villages de moins de 2000 habitants, les lesbiennes indiquent avoir rencontré leur dernier-e partenaire, à parts égales, au travail, par un-e ami-e commun-e et *via* un réseau social. De même, la moitié des lesbiennes résidant dans un bourg ont rencontré leur dernier-e partenaire dans un bar ou un club. Pour celles vivant en pleine campagne, les moyens de rencontres sont, à parts égales, le bar/club et l'ami-e commun-e (tableau 9 en annexe). Alors que l'on aurait pu penser que l'éloignement de la ville favoriserait l'usage des applications de rencontres, les données récoltées viennent infirmer ce présupposé. Notons tout de même qu'il est probable que l'usage des applications de rencontres soit soumis à un effet de génération en faveur des populations plus jeunes. Or, notre échantillon est composé en majorité de jeunes étudiant-es et résidant en ville.

Lecture : 30,61% des répondant-es se déclarant « lesbienne/gouine » ont rencontré leur dernier-e ou leur actuel-le partenaire sur une application de rencontre.

Champ : Filtre : *Quelle est votre orientation sexuelle (Lesbienne/Gouine)*

Source : *résultats sommaire 011825* Enquête

Après avoir caractérisé statistiquement la population étudiée, je vais maintenant présenter deux parcours d'enquêtées dont les trajectoires résidentielles nuancent le mythe de « fuite vers la ville ». Ainsi, seront décrits un parcours se caractérisant par un ancrage local développé et celui d'une enquêtée qui es revenue à la campagne après avoir résidé en ville plusieurs années.

B. Ancrage local

Cette sous-partie qui complète celle de la « nana de Lercé », vise à décrire le parcours d'Aurélie. Aurélie a 34 ans et réside toujours dans son village natal que nous appellerons Jolay situé dans le Pays des Mauges en Maine et Loire⁴⁹. Son ancrage local, son attachement à son territoire et le fait qu'elle soit toujours « restée dans le coin » pour reprendre la terminologie de Benoit Coquard, va à l'encontre des représentations socio-spatiales dominantes. Aurélie a grandi à Jolay où elle passait beaucoup de temps avec son grand-père. Ses grands-parents puis ses parents étaient propriétaires d'un des deux bars du village. Aujourd'hui il n'en reste plus qu'un, le sien, dont elle a hérité à la retraite de ses parents. Elle est allée à l'école du village puis est allée au collège et au lycée professionnel d'un village plus grand situé à environ 20km de Jolay. Aurélie se décrit avant tout par son fort attachement à son territoire :

« En fait les Mauges c'est tout un truc pour moi. J'ai toujours aimé Jolay et j'ai jamais eu envie de partir même si je connais pas mal de monde qui sont parti à Angers. Tout ce que j'aime je pense que c'est mon papi qui me l'a transmis. On était hyper proche quand il était encore là. J'étais vraiment tout le temps avec lui et il m'emmenait partout. Il m'a tout appris quoi, que ce soit le métier en bar ou les vendanges l'été. Ici tout le monde s'aide un peu, tout le monde connaît l'histoire de tout le monde et franchement j'ai toujours été bien. Et pourtant on était pas riche quoi ! Fin le bar ça rapporte pas tant hein ! Mais bon... Vraiment connaître l'histoire de la terre, les histoires des anciens, les traditions tout ça bah je sais pas... ça m'a toujours fasciné quoi (rires). » Aurélie, 34 ans.

Son attachement au village, aux anciens ou à la culture vigneronne explique son choix de rester là et selon elle son homosexualité n'en est que plus « logique » :

« Moi je me suis jamais posé de question, j'ai toujours su que je serais pas mariée à un mec (rires). Et des fois j'aime bien me dire que ça aussi c'est grâce à mon papi... En fait trainer avec mon grand-père ou au bar bah ça fait que j'étais tout le temps avec des mecs et puis pas les jeunes quoi ! Donc ça y allait sur les nanas (rires) ! J'avoue que voilà c'était sûrement sexiste tout ça quoi mais ce que je retenais c'était juste à quel point les filles sont belles et fascinantes ! Il [le grand-père] me disait tout le temps voilà ça c'est une bonne fille, ou oh elle elle a une beauté naturelle tu vois...Donc bon pas étonnant au final. » Aurélie, 34 ans.

Son attachement à son village natal s'est traduit à l'âge adulte par un dévouement à celui-là. Après avoir repris le bar de ses parents et de ses grands-parents, elle a mis en place un projet qu'elle préparait de longue date. Elle a pour volonté de créer du lien social entre les habitant-es et de redynamiser le village. Ce projet est une exposition dans son bar de toutes

⁴⁹ Cf. partie « Terrain »

productions d'acteur-ices locaux-ales comme des artistes, des jeunes entreprises, des commerçants ou même des particuliers. Le projet est voulu sans cohérence thématique et organise une fois tous les 2 mois une soirée faisant se rencontrer ces différentes personnes et le public, les client-es du bar :

« Donc en fait n'importe qui vient, me propose son idée et si ça me plait banco ! Tous les deux mois je fais une soirée et tout le monde se rencontre, discute, on boit un coup aussi (rires). C'est bien quoi parce que franchement ici après il y a pas grand-chose donc pour montrer l'inverse j'ai eu cette idée. Puis voilà quoi les gens se voient, les vieux, les jeunes tout le monde quoi ! Et après bah voilà je fais des flyers, j'utilise internet et de temps en temps on a quelques touristes, ceux qui longent la Loire tu sais » Aurélie, 34 ans

Sa reprise du bar et la mise en place de ces expositions s'inscrivent dans une volonté de perpétuer les sociabilités intergénérationnelles qu'elle a vécues plus jeune. Son dévouement fait d'elle une figure centrale dans le village. Ce dévouement local ne signifie pas pour autant une fermeture au monde extérieur puisque des touristes y passent, et que « *avec le bouche-à-oreille, le bar devient vachement connu* ». C'est d'ailleurs par ce biais qu'elle a rencontré Mélanie, sa compagne depuis maintenant 5 ans. Mélanie était en vacances et elle longeait la Loire à vélo. Elle a fait un détour pour passer voir l'exposition et elles se sont rencontrées comme ça. Depuis, elles se sont installées ensemble, dans la maison d'Aurélie. Mélanie était ouvrière agricole dans la Sarthe, un département voisin. Elle n'a pas eu de difficultés à trouver un nouvel emploi en s'installant à Jolay :

« Franchement j'ai pas eu de problèmes hein à venir ici. Il y a pas mal de boulot là-dedans donc bon... Et puis voilà j'avais moins d'attaches chez moi que Aurélie donc on a pas longtemps hésité sur qui venait quoi et puis surtout fin la vie ici est mieux que chez moi je trouve. Je suis contente que ça soit pas si loin de ma famille mais ici y a l'avantage que c'est sympa, le bar ça fait voir du monde et tout ça...J'ai été tout de suite intégrée vu qu'Aurélie connaît un peu tout le monde ici. » Mélanie, 32 ans

Mélanie a bénéficié de l'ancrage local d'Aurélie et donc de son « capital d'autochtonie » pour être facilement intégrée à son réseau social. Son parcours va aussi à l'encontre des représentations socio-spatiales dominantes puisque sa trajectoire résidentielle s'est faite du rural vers le rural. Elle n'a d'ailleurs jamais envisagé d'habiter en ville :

« Alors là non jamais pas du tout quoi (rires) j'ai jamais eu cette idée [d'habiter en ville] ! J'ai toujours aimé la campagne et la nature. Quand j'étais ado ça m'arrivait de vouloir aller au cinéma au Mans ou plus tard voilà j'allais boire des coups en ville mais j'y vais de moins en moins parce que je supporte plus... nan mais vraiment quoi je peux pas... je veux pas te... mais franchement je trouve que ça sent mauvais, c'est tout gris ça va tout vite, il y a trop de gens... fin trop c'est trop quoi ». Mélanie, 32 ans.

La mobilité de Mélanie du rural vers le rural a donc dépendu de sa vie affective, de raisons matérielles, professionnelles et sociales. Ces multiples facteurs ne peuvent être montés en généralité pour décrire les parcours de lesbiennes en milieu rural mais ils permettent de saisir la complexité de leurs trajectoires résidentielles et de nuancer le mythe de « fuite vers la ville » et l'image d'absence de lesbianisme à la campagne.

C. Retour à la campagne après un détour en ville

La présentation du parcours d'Anaïs ci-après, décrit une trajectoire qui correspond *a priori* à une trajectoire de « fuite vers la ville » puisqu'elle est partie de la campagne angevine pour aller étudier à Paris et pour « *faire partie de la communauté queer* ». Mais à la fin de ses études, elle est revenue vivre près de son village natal. Malgré le fait qu'elle y a fait des études qui lui ont plu, elle ne s'y est pas senti bien :

« En fait après le lycée je voulais vraiment rencontrer des gens comme moi et faire partie de la communauté queer... Du coup je suis partie faire mes études de médiation culturelle à Paris ! Vraiment j'ai adoré ça, être à la fac ça m'a ouvert plein de perspectives et puis bah j'ai rencontré du monde et j'ai évolué dans un environnement où vraiment je connaissais personne d'avant donc c'était un peu l'aventure (rires) mais le reste de la ville j'ai eu plus de mal. Les gens portent des vêtements hyper cher ici, on peut pas cuisiner avec une kitchenette franchement... Puis j'étais à La Sorbonne quoi ! Donc il y avait vraiment beaucoup de gens différent de moi donc on me disait souvent ouais la provinciale et tout donc je me sentais bien mais en même temps gênée fin je sais pas quoi » Anaïs, 26 ans

L'étape urbaine d'Anaïs est ainsi ambivalente. À l'image de ce que Bourdieu appelle « l'habitus clivé »⁵⁰, Anaïs ne se sent pas tout à fait à l'aise à Paris. Face à un mode de vie et des personnes pouvant être éloignées socialement d'elle, elle ressent une gêne puisque ces expériences sont contradictoires avec sa socialisation. Se « sentir bien » dépendrait donc de facteurs sociaux spécifiques qui n'ont pas eu d'importance suffisante dans la trajectoire sociale d'Anaïs. Et l'homosexualité n'est donc pas un facteur suffisant pour comprendre l'installation en ville.

C'est après avoir rencontré Sophie qu'Anaïs décide de retourner à la campagne en couple. Leur retour dans la campagne angevine est plutôt récent au moment où je les rencontre puisque cela ne fait que 9 mois qu'elles ont emménagé. Sophie a le même âge qu'Anaïs et a fait des études en communication à Paris, la ville où elle est née et avait toujours vécu. La mère

⁵⁰ Bourdieu Pierre., *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Éditions Raisons D'Agir, 2004. p. 127

d'Anaïs est chargée d'accueil dans un collège dans la campagne angevine et son père est infirmier, ce qui la situe plutôt dans les classes moyennes. Ses parents l'ont « *toujours encouragé à travailler à l'école et à s'engager de manière générale* ». Les parents de Sophie bénéficient d'un capital économique beaucoup plus élevé puisque son père travaille comme inspecteur des finances et sa mère est kinésithérapeute. Elle était déjà allée à la campagne en vacances mais jamais pour y habiter. Sa rencontre avec Anaïs lui a « *ouv[ert] les yeux sur le fait que des personnes LGBT habitent probablement à la campagne plus qu'on ne le croit* ». Avidée de grands espaces et de liberté et sachant qu'il lui faudrait seulement 1h30 de trajet en train pour relier Angers à Paris, elle explique ne pas avoir eu peur de s'engager dans ce projet de retour à la campagne de sa partenaire :

« Ce que me décrivait Anaïs franchement ça m'a toujours fait envie ! Que ce soit les arbres la nature, voir des animaux bah et tu sais cette sensation de liberté que ça peut faire je crois que j'en avais besoin et j'avais fait le tour de Paris à force quand même je crois et j'avais envie de bouger. Ca m'intéressait d'autant plus d'aller à la campagne comme ça, ça me faisait découvrir un nouveau truc. Dès qu'on en a parlé franchement je m'y voyais déjà... la grande maison, un grand jardin, des poules (rires) » Sophie, 26 ans.

La vision très optimiste voire idéalisée de la campagne qu'avait Sophie et le besoin de repartir d'Anaïs a encouragé leur départ mais c'est aussi un engagement professionnel et militant qui a entériné leur décision de (re)partir. En effet :

« Notre projet en fait c'est de faire venir la culture queer à la campagne et aussi pallier à la méconnaissance des urbains sur les campagnes. Parce que voilà on peut se dire que les provinciaux sont plus homophobes alors que bah non fin souvent c'est juste un manque d'éducation. En gros on a plusieurs projets là, un podcast et une revue et après on fait des petits billets pour les personnes qui vont nous inviter à parler genre des journalistes pour des interviews ou à la radio et l'idée c'est vraiment de *queeriser* le plus possible quoi » Anaïs, 26 ans.

Par « *queeriser* », Anaïs entend rendre visible les existences de personnes LGBT à la campagne. Même si son retour à la campagne va à l'encontre de la représentation dominante des parcours socio-spatiaux des personnes lgbt, elle semble tout de même avoir intégré l'idée selon laquelle une mobilité géographique vers la ville est synonyme de mobilité sociale ascendante. Ainsi l'étape urbaine serait une étape nécessaire vers le progrès socio-culturel autant que vers une ascension économique se traduisant par l'obtention de diplôme. L'étape urbaine opère donc bien une certaine rupture biographique dans le sens où elle conditionne certains modes de pensée idéels. Partir, rester ou revenir sont donc des variables fondamentales lorsqu'il s'agit de retracer les trajectoires résidentielles.

Même si nous ne disposons pas de données statistiques officielles sur les existences lesbiennes en milieu rural, la passation de mon questionnaire et la description des parcours d'Aurélié, Mélanie, Anaïs et Sophie constituent des matériaux pouvant permettre d'exemplifier ces trajectoires minoritaires, à l'ombre des villes et de l'hétérosexualité et de nuancer la notion d'invisibilité lesbienne et le mythe de « fuite vers la ville ».

Conclusion

Ce travail de mémoire reposait sur l'idée qu'être lesbienne en milieu rural supposait être invisibilisée à la fois par son orientation sexuelle et par son lieu d'habitation, dans la mesure où ce qui serait « visible » serait la ville et l'hétérosexualité. Cette idée, appuyée par des thèses sociologiques évoquant le destin urbain comme seule réalisation bénéfique pour les homosexuel·les (Eribon 1999) ou des thèses géographiques opposant une France urbaine accueillante et une France rurale dominée (Guilluy 2014), occultent les existences lesbiennes en milieu rural. Mais d'après mon enquête de mémoire, cette idée selon laquelle les existences lesbiennes sont absentes de la ruralité, ou que la ruralité est un facteur aggravant les conditions de l'invisibilité lesbienne ne sont pas soutenables. En effet, une partie de mon travail visait à interroger les conditions de l'invisibilité lesbienne en contexte rural et montrait que les contraintes spécifiques du milieu rural étudié peuvent être reconverties en ressources par les enquêtées. Ainsi, j'ai démontré que le rapport à la distance ou la socialisation spécifique qu'implique la ruralité dans les trajectoires sociales ne sont pas nécessairement des contraintes *stricto sensu*. Le rapport relatif à la distance ou la construction de soi solitaire et artisanale que le milieu rural implique ne sont pas toujours synonymes de malheurs ou d'isolement. Par exemple, le « capital d'autochtonie » articulant les sociabilités lesbiennes ou les organisations collectives militantes nuancent une vision victimisatrice ou misérabiliste de l'homosexualité féminine en milieu rural. Sans remettre en cause les mécanismes de domination à l'œuvre derrière la notion d'invisibilité lesbienne, ce mémoire montre qu'elle peut être recherchée, subvertie ou utilisée par les concernées et offrir des marges de résistance ou de négociation des normes dominantes et majoritaires. Une autre partie de mon travail visait à analyser quelques effets de cette invisibilité sur les trajectoires amoureuses et géographiques des lesbiennes en milieu rural. Loin de fonctionner de manière isolée et fermée à l'extérieur, les sociabilités amoureuses des enquêtées peuvent requérir l'utilisation d'Internet et couvrir de longues distances, parfois des centaines de kilomètres. Les relations de couple qui sont hétérogames montrent que l'articulation des mécanismes de discrimination, dans le cas de stigmates multiples, ne prend pas de caractère spécifique lié à la ruralité. En effet, ce travail montre qu'il convient de dépasser l'essentialisation binaire basée sur la localisation géographique pour décrire des comportements tels que l'homophobie. Le contexte rural ne lisse pas les systèmes de pratiques et de valeurs ou les modes de vie. L'inscription sociale des enquêtées et de leurs parents doit être pensée en même temps que les phénomènes sociaux propres à la ruralité. Enfin, les parcours géographiques décrits dans le dernier chapitre et une partie des résultats statistiques

de mon enquête par questionnaire relativisent le modèle de « fuite vers la ville » en montrant des parcours géographique lesbiens parallèles. Certaines enquêtées ne sont jamais parties à la ville, certaines en sont revenues et d'autres se sont déplacées sans y passer.

Donner la parole à celles dont les existences sont ignorées permet de complexifier le destin urbain, de dépasser les catégories dichotomiques visibilité/invisibilité et urbain/rural mais aussi d'aller à l'encontre d'une vision misérabiliste ou populiste de l'invisibilité et des réalités lesbiennes en milieu rural. Cette question du double piège du misérabilisme et du populisme a été développée par J-C Passeron et C. Grignon dans *Le Savant et le populaire* en 1989. Cet ouvrage discute de la façon d'étudier les classes populaires. Les envisager comme des systèmes autonomes, c'est risquer d'ignorer les inégalités et dues aux relations entretenues avec les autres classes sociales et leurs effets et tomber ainsi dans le « populisme ». Mais n'y voir qu'une culture du manque, dominée et dépendante, c'est ignorer les mécanismes et les significations sociales qui sont propres aux classes populaires et verser ainsi dans le misérabilisme sans s'être extrait de son propre légitimisme. Autrement dit, « les traits et les comportements dominés ne sont jamais purement autonomes ou purement réactifs » (Claude Grignon et Passeron 1989, p. 93). Les termes utilisés peuvent donc entretenir des mécanismes de domination existants. Ce double piège peut s'appliquer à mon objet. En effet, analyser les sociabilités lesbiennes au prisme d'une double invisibilité subie qui rendrait la vie difficile voire impossible, c'est ignorer les phénomènes de négociation ou de subversion des normes et prédire des destins sociaux en fonction de l'orientation sexuelle et de la localisation géographique, et ainsi participer à l'invisibilisation des lesbiennes. À cette vision misérabiliste de l'invisibilité ne doit pas être objecté une vision populiste qui ferait abstraction des relations avec la ville, et les normes majoritaires qu'entretiennent les lesbiennes en contexte rural car cela viendrait entretenir les catégories visibilité/invisibilité ou urbain/rural et resterait éloigné de la réalité sociale que vivent les enquêtées.

Annexes

Annexe 1 : Archives, Les Danaïdes 1982-1987

Introduction

Fin janvier 2021, dans le cadre de l'enquête de terrain pour mon mémoire de recherche, j'ai effectué une observation participante à Angers au sein d'un groupe de *queer/gouines*⁵¹ qui souhaite créer un « collectif *queer* autonome » et dont la visée est, à termes, d'ouvrir un lieu alternatif fonctionnant en non-mixité⁵² pour la défense des droits des personnes *queer*, pour se rencontrer et proposer des temps de rencontres et d'activités communes. La création de ce collectif s'inscrit dans un contexte socio-historique spécifique. En effet, un projet de loi prévoyant l'ouverture de la Procréation Médicalement Assistée à toutes les femmes, y compris aux couples de femmes était réexaminé par le Sénat début février après avoir été adopté par l'Assemblée Nationale. À cette occasion, des militants de La Manif Pour Tous⁵³ avaient prévu des manifestations contre ce projet de loi et des militants des droits LGBT+/*Queer* avaient prévu des contre-manifestations dans tout le pays. À Angers, quelques semaines plus tôt, des militants fascistes⁵⁴ ont attaqué le local d'une organisation LGBT ainsi que 2 femmes en couple dans la rue. La contre-manifestation angevine s'est donc déroulée dans un climat de tensions politiques. À cela, rajoutons que le l'activisme politique LGBT angevin consiste en des actions ponctuelles d'organisations politique d'extrême-gauche et à celles du centre LGBT d'Angers, Le Quazar, dont les militant-es sont âgé-es entre 40 et 50 ans et qui travaillent en lien avec les institutions municipales. Le collectif *queer/autonome* que j'ai rencontré s'est saisi de ce moment politique pour se constituer en s'autonomisant des institutions militantes existantes. Cette situation que l'une des membres décrit comme « inédite » s'inscrit dans un mouvement plus large de remise en cause des instances militantes sur les questions dites LGBT avec l'inclusion des questions transgenres, antiracistes et écologistes. Cette évolution dans l'espace

⁵¹ A l'origine, « *queer* » est une insulte nord-américaine signifiant « bizarre, de travers » (par opposition à *straight* qui signifie droit et hétérosexuel) réappropriée par les minorités de genre et sexuelles et qui désigne toutes les personnes transgressant les normes binaires des genres et des sexualités. Le groupe que j'ai rencontré s'auto-désigne comme un groupe de « *queer/gouine* » ou « *queer/bi-gouine* ».

⁵² Par non-mixité, entendez « non-mixité *queer/gouine* ». Autrement dit, leur lieu n'accueillerait pas d'homme cisgenre », comprenez « personne de sexe masculin dont le sexe correspond au genre attribué à la naissance ».

⁵³ Ce mouvement (LMPT) a organisé les manifestations les plus importantes en opposition au mariage entre personnes de même sexe. <https://www.lamanifpourtous.fr/>

⁵⁴ Ces militants ont été identifiés comme des membres du bar/local associatif d'extrême-droite de l'Alvarium dont la dissolution est réclamée au ministère de l'Intérieur par certains élus comme le député du Maine-et-Loire, Matthieu Orphelin. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/angers-49000>

du militantisme LGBT peut intéresser, entre autres, le sociologue des mouvements sociaux ou de l'homosexualité. Mon sujet de mémoire portant sur les lesbiennes en milieu rural, s'inscrit dans une thématique de recherche qui se veut interdisciplinaire. Il se trouve que la perspective historique est indispensable au travail sociologique (Israël 2012) comme avaient déjà pu le formuler les sociologues M. Weber, G. Lukacs ou R. Aron. En effet, comment travailler sur les lesbiennes sans en saisir la construction historique ? L'histoire des lesbiennes est *a priori* une histoire invisible puisque l'on dispose d'une quantité moindre de sources archivistiques, premier matériau de l'historien. Les archives publiques, par exemple, récoltent plus d'éléments sur les gays que sur les lesbiennes, tout particulièrement dans les sources judiciaires et policières où elles sont peu visibles puisque le lesbianisme n'a longtemps pas fait l'objet d'une répression légale. Les sources dont disposent les historiens sont donc rares, parcellaires, tronquées voire falsifiées (Tamagne 2001). La condition de femme des lesbiennes les a cantonnées longtemps à la sphère privée. Il faut donc se tourner vers les lettres ou les journaux intimes. Par exemple, en 1995, le journal de Mireille Havet est découvert. Ce journal dépeint la société des Années folles à travers l'intimité de son auteure qui était lesbienne (Retailaud-Bajac 2012). Toutefois la production et la conservation de ce type de document sont socialement situées puisque ces écrits se limitent aux femmes de l'aristocratie, de la bourgeoisie, aux artistes et intellectuelles. Il m'a donc semblé opportun d'étudier un corpus d'archives de façon socio-historique afin d'éclairer l'actualité politique angevine. Cette sous-partie porte sur l'association « Les Danaïdes » qui a existé entre 1982 et 1987 à Angers et dont le corpus d'archives est tiré du fond privé d'Anne-Marie Charles, militante féministe et lesbienne angevine, qui est conservé aux Centre des Archives du Féminisme d'Angers. A travers l'analyse de ce corpus d'archives, nous identifierons les enjeux spécifiques auxquels ont fait face l'association et ses membres tout en étudiant la production et la conservation du dit corpus. Après avoir réincarner et situer historiquement la composition du corpus d'archives, nous décrirons la constitution de l'association des Danaïdes et ses relations internes et externes.

Anne-Marie Charles

Dans la mesure où l'archive est un construit social en tant qu'elle résulte entre autres d'une sélection et d'une volonté de conservation d'individus spécifiques (Israël 2012), il convient de s'intéresser à son dépositaire. Le corpus d'archives que nous allons analyser, est issu du fond d'archives privées d'Anne-Marie Charles qu'elle a remis en 2012 à Christine Bard, présidente du CAF d'Angers. De nationalité française, Anne-Marie Charles est née le 17 août

1946 à Paris XVI⁵⁵. Elle arrive à Angers en 1949 avec sa mère qui était secrétaire et son père métallurgiste. Elle a grandi dans une maison bourgeoise de la ville avec ses grands-parents maternels. Elle a exercé toute sa vie en tant que professeure des écoles ou plutôt en tant « qu'enseignante » et « institutrice ». Elle était pacsée depuis 1982 avec Monique Mercier, avec qui elle militait. Sa compagne était probablement pied noir puisqu'elle est née en 1953 à Oujda, au Maroc. Elle indique exercer en tant que « fonctionnaire ». Plus précisément, elle travaillait à l'administration, probablement en tant que secrétaire, à la préfecture. Anne-Marie Charles est décédée à 68 ans en 2015. Son avis de décès indique qu'elles ont élevé un fils. Anne-Marie Charles a reçu une éducation plutôt bourgeoise mais a aussi été confronté au monde ouvrier. Elle a milité jusqu'en 2002 dans le groupe Emancipation dont la création était appuyée par le groupe d'extrême-gauche l'Étincelle. Mais c'est essentiellement de 1970 à 1990 qu'elle est active. Elle fait partie du groupe non-mixte Les Pétroleuses à partir de 1974 constitué en réaction au sexisme de l'extrême-gauche, puis le groupe devient le « groupe Femmes d'Angers »⁵⁶. En 1979, elle fait partie du groupe de lesbiennes qui scissionne du groupe Femmes avant de participer au projet des Danaïdes. Son parcours militant suit les évolutions du féminisme radical. Dans le récolement de son fond d'archives en répertoire numérique détaillé, effectué par Eloïse Chesseron en 2014, on apprend que dans la lettre de don, Anne-Marie Charles souhaite que les noms de famille des personnes n'apparaissent pas dans l'inventaire, mais les prénoms sont autorisés. Néanmoins la consultation individuelle des documents avec des noms de famille est autorisée au sein de la bibliothèque universitaire d'Angers. Les documents peuvent être photographiés à l'exception de ceux contenant des noms de personnes et cela pendant 50 ans à compter du 11 décembre 2012. Anne-Marie Charles a aussi donné son autorisation pour numériser et mettre en ligne tous les documents. Pour ceux portant des noms de famille il y a, comme précédemment, une interdiction de 50 ans. Seul 1 dossier, coté 38 AF 9 bis est interdit de consultation pendant 50 ans à compter du 11 décembre 2012. Déposer ses archives est un don et il n'y a pas de contrepartie financière. Les confier relèvent donc d'autres logiques. Anne-Marie Charles était amie avec Christine Bard, historienne du féminisme, de l'histoire des femmes et des sexualités ; qu'elle a rencontré *via* le milieu militant féministe. Dans l'historiographie féministe, la conservation des archives est un

⁵⁵ Cf. figure 12.

⁵⁶ Dans les années 1970, de nombreuses villes comptent un « groupe Femmes » regroupant plusieurs lignes politiques mais qui travaillent ensemble pour le Mouvement de Libération des Femmes.

enjeu *sui generis*. En effet, l'écriture ou la propriété sont des biens auxquels les femmes n'ont accédé que tardivement le siècle dernier. Les documents produits par des femmes et *a fortiori* par des lesbiennes sont donc souvent conservés clandestinement, secrètement ou en sous-main. Du fait de son métier, son insertion dans le milieu militant et son réseau social comportant des universitaires, nous pouvons supposer qu'Anne-Marie Charles était à même de saisir l'intérêt que représentent ses archives au public aussi bien pour la recherche que pour la mémoire collective des mouvements militants ou des identités sexuelles. Les groupes et associations dans lesquels a milité Anne-Marie Charles sont aujourd'hui dissolus, ce qui participe probablement à la volonté d'en conserver une trace d'autant plus qu'elle a sûrement été la personne la plus impliquée dans les activités des Danaïdes. A cela s'ajoute le fait qu'elle a déposé ses archives 3 ans avant son décès. Je n'ai pas trouvé d'informations quant aux raisons de son décès mais nous pouvons supposer que dans une situation de maladie ou de vieillesse, l'anticipation de sa propre disparition peut jouer un rôle dans le don d'archives.

Composition et constitution du corpus d'archives

Le fond qu'a déposé Anne-Marie Charles au CAF est référencé sous la cote 38 AF et comporte 3 boîtes d'archives et 50 affiches. Classé en fonction des différents groupes ou associations dont elle a fait partie, nous en avons étudié les cotes 38 AF 5 intitulée « Groupe lesbien » et 38 AF 6 « Les Danaïdes ». La cote 38 AF 5 permet en effet de mieux appréhender le contenu des archives des Danaïdes. Les documents donnent à voir la constitution de l'association, ses statuts et règlements intérieurs, son organisation et son fonctionnement avec des contrats, des factures, des cahiers de comptes-rendus, des lettres ou un livre d'or. Notons que, sauf oubli de ma part, ces documents ont servi à la production de 3 travaux : le mémoire d'Elodie-Cécile Marrel " Les féminismes à Angers, 1965-1985 ", sous la direction de Christine Bard, le recensement numérique d'Eloïse Chesseron sous la direction de France Chabod et la publication de Frédéric Dabouis -beau-frère d'Anne-Marie Charles- dans les cahiers du Cercle d'Etudes Sociales Angevines intitulée « Des pétroleuses aux Danaïdes. Aspect du mouvement féministe à Angers (1974-1987) ». Le fond a donc été l'objet de recherche d'étudiantes et de la famille d'Anne-Marie Charles. L'utilisation du document donne à voir qui en détermine la valeur, comment et à quel moment. (Ketelaar 2006). Il aurait donc été intéressant d'effectuer une généalogie du document davantage approfondie.

Ce travail s'inscrit ainsi dans une généalogie, dans une histoire spécifique. Les raisons qui m'ont amené à travailler sur ce corpus d'archives sont multiples et parfois issues d'imprévus. Mon terrain d'enquête de mémoire est la campagne angevine et il m'a semblé

« naturel » de me tourner vers des archives angevines. Ayant pour volonté de m'essayer au travail d'archives mais n'en ayant jamais fait, j'avais une image assez restreinte de ce que pouvait recouvrir un corpus. Je me suis tournée vers les archives départementales du Maine-et-Loire et pris rendez-vous sans savoir ce que j'allais y chercher. Sur place, l'archiviste avec lequel je discute de mon sujet de mémoire me dirige vers l'inventaire des associations et je consulte les fonds du Planning familial 49 et du centre LGBT angevin Le Quazar. Mais j'avais l'idée de garder pour thématique de recherche les lesbiennes ou le lesbianisme. C'est pourquoi après d'autres discussions avec le même archiviste, je consulte l'inventaire des documents audio. C'est dans cet inventaire dédié aux féminismes à Angers répertoriant le fond d'archive sonore déposé par Elodie-Cecile Marrel, que je découvre l'existence du fond d'archive d'Anne-Marie Charles conservé au CAF. Le professeur, Marc Suteau, encadrant ce travail m'avait déjà suggéré d'y aller mais je n'avais pas réussi à m'y inscrire compte tenu de la situation sanitaire et des règles pour s'y rendre. Quelques semaines plus tard je me rends enfin au CAF pour consulter la cote 38 AF 5 et 6. Créé en 2000 sous l'impulsion de Christine Bard, le Centre des Archives du féminisme est hébergé à la bibliothèque universitaire de Belle-Beille à Angers. Il résulte d'un partenariat entre l'université d'Angers et l'association des archives du féminisme qui « a pour objectif de faire connaître et de rendre accessibles pour la recherche les archives féministes d'origine privée, qu'il s'agisse de fonds personnels ou associatifs⁵⁷. Notons que la ville d'Angers et le département du Maine-et-Loire sont particulièrement soucieux du devoir de conservation des archives. En témoigne l'existence ancienne du master Archives de l'université d'Angers et ses nombreux partenariats avec la ville et le département.

J'ai donc récolté plusieurs documents de fonds différents tels que des petites annonces dans la revue lesbienne *Lesbia* ou des journaux du Courrier de l'Ouest ainsi que des documents pédagogiques utilisés par le Planning mais j'ai choisi de restreindre le corpus aux documents de l'association des Danaïdes d'Anne-Marie Charles en ce qu'elle représente une association créée et gérée par des lesbiennes dont les objectifs tels que se faire rencontrer des femmes, organiser des soirées et avoir un rayonnement régional *a minima*, permettent d'identifier les enjeux spécifiques du mouvement féministe et lesbien angevin.

⁵⁷ Source : <https://www.archivesdufeminisme.fr/> Archives du Féminisme - Tous droits réservés ®

Création de l'association « Les Danaïdes »

Autonomisation du lesbianisme politique

La création de l'association des Danaïdes s'inscrit dans un contexte historique et politique particulier et nécessite un bref rappel chronologique. En 1973, le MLF éclate en plusieurs courants dont l'un sous le nom de « Pétroleuses » qui change de nom pour « Groupe Femmes-Angers » en 1976 à l'occasion d'une unification entre plusieurs groupes de femmes. L'année suivante le groupe peut investir un local du centre-ville plus grand alors que le maire de centre-droit est battu aux municipales par Jean Monnier : ancien secrétaire CFDT et élu de l'Union de Gauche avant d'exercer sans étiquette (Dabouis 2013). D'abord groupe informel, le groupe Femmes devient une structure associative formelle en 1978. Anne-Marie Charles fait partie de ce groupe et plus précisément de sa commission « Viol » qui sera particulièrement active durant 2 ans et lors de l'année 1980. Cette année-là, le groupe de lesbiennes est constitué. Nécessité du féminisme dominant des années 1970, l'accent est alors davantage mis sur la sororité que sur les différences de sexualité. L'entrée dans la décennie 1980 marque un tournant dans le féminisme au niveau international. Le lesbianisme s'autonomise du féminisme et des scissions politiques sont observées sous l'impulsion de la publication de certains écrits comme

La pensée straight de Monique de Wittig. Le mouvement féministe angevin fait face au même phénomène : des militantes homosexuelles soulignent la nécessité de réunions non-mixte entre elles, affirmant que le lesbianisme est politique en ce qu'il représente une « résistance à l'hétérorépression »⁵⁸. Soucieux de la nécessité de non-mixité des débats, le groupe de lesbiennes féministes signale à plusieurs reprises son opposition à cette pratique exercée dans

d'autres groupes féministes. Les femmes de ce groupe tiennent à affirmer leur ligne politique qui se veut radicale et à faire savoir leurs désaccords vis-à-vis des autres groupes. Par exemple, le corpus contient une lettre de réponse au Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle⁵⁹ qui proposait aux lesbiennes féministes de travailler ensemble. La lettre indique qu'elles

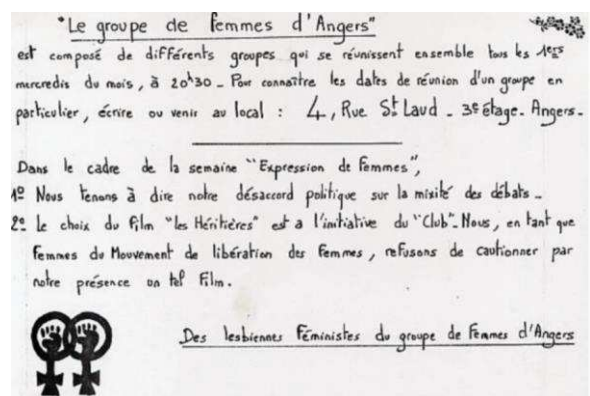


Figure 2: Tract des "Lesbiennes Féministes du groupe de Femmes d'Angers", distribué en 1981.

⁵⁸ Cf. figure 14.

⁵⁹ Cette structure coordonnait plusieurs associations tels que les Groupes de Libération Homosexuelles.

refusent d'apporter leur soutien au CUARH sauf de manière ponctuelle. A l'image de ce que l'on appelle la « troisième vague » de féminisme à partir des années 1980, les lesbiennes féministes d'Angers s'autonomisent et prennent en compte les particularités de certaines femmes, refusent et critiquent les pensées binaires des groupes militants qui « gommant les différences entre des vécus et des répressions spécifiques » (cf. figure 15 en annexes). L'ouvrage de E. Kennedy et M. Davis sur la communauté lesbienne du milieu ouvrier de Buffalo aux Etats-Unis, illustre bien la façon dont le féminisme a pu invisibiliser dans ses luttes des sexualités et des vécus différents. Dans une volonté de se distinguer du féminisme blanc et bourgeois des années 1970, elles décrivent une culture sexuelle alternative. Elles explicitent les catégories *butch/fem* utilisées par leur population d'enquête dans l'organisation de leurs relations. Ces catégories avaient été décriées par les féministes qui les accusaient d'imiter le patriarcat en reprenant la dichotomie masculin/féminin. Elles montrent qu'autour de cette dichotomie, dans les bars de Buffalo, les lesbiennes des classes populaires développent leur propre culture qui n'est pas soumise et déterminée par le système de genre dominant (Lapovsky Kennedy et Davis 1993)

En 1981, le collectif de Femmes est dissolu suite à des problèmes financiers et à l'accumulation de clivages politiques (Dabouis 2013), et le groupe de lesbiennes a continué de se réunir avec pour objectif final l'ouverture de la cafétéria des Danaïdes. La même année, F. Mitterrand est élu à la présidence de la République et s'en suit une série de mesures qui étaient réclamées par les féministes telles que le remboursement de l'IVG ou l'instauration d'un ministère des Droits de la femme. Cette nouvelle ligne politique gouvernementale en faveur des femmes sera l'une des justifications mobilisées par les Danaïdes pour obtenir par exemple, un local de la mairie⁶⁰

⁶⁰ Cf. figure 16.

Du collectif politique à l'association

Le projet des Danaïdes est l'objet d'une première réunion le 23 février 1982 entre plusieurs femmes du groupe de lesbiennes dont le compte-rendu se trouve en annexes. Les semaines suivantes, elles rédigent les statuts de l'association, montent un plan comptable, demandent un local à la mairie, ouvrent un compte bancaire, choisissent un siège social, rédigent des demandes de subventions et débattent de la nature du projet.

Le choix du nom de l'association est tiré d'un mythe grec selon lequel les 50 filles du roi Danaos ont été mariées aux 50 fils de son beau-frère qui avaient pour ambition de s'en débarrasser. C'est pourquoi, il leur recommanda de les tuer avant qu'ils ne le fassent. Toutes sauf

une accomplirent leur devoir et le fils épargné est revenu quelques années plus tard pour tuer les 49 filles toujours vivantes. Les autres noms qui avaient été envisagés faisaient allusion au pouvoir féminin : « croque-monsieur », « menthe religieuse » ; ou à la volonté de posséder un lieu indépendamment des hommes : « un verre à soi », « un lieu à soi », « la barre à soi » ; ou à leur ligne politique radicale et révolutionnaire : « la zizanie », « le vent tourne », « à la moutarde qui monte au nez », « le thon monte », « la bourrasque », « soufflé sur la braise ».

Le siège social était d'abord chez la compagne d'Anne-Marie Charles avant que l'association trouve un local. Pour cela, elles ont adressé plusieurs courriers à la mairie. Dans un premier temps, leur demande d'entretien avec le maire Jean Monnier a été déclinée par celui-ci qui les invita à s'entretenir avec son adjoint, la raison officielle étant qu'il était « trop occupé »⁶¹. C'est un an après, le 30 septembre 1983, que l'association trouve un local 31 rue du Cornet, dans le centre-ville d'Angers⁶² qui restera le même jusqu'à la dissolution de l'association en 1987. Notons que c'est à la même adresse que se trouve aujourd'hui l'Alvarium, le bar/local d'extrême-droite d'Angers.

Les statuts de l'association précisent son objet : créer un centre de femmes, non-mixte, fonctionnant en lieu d'accueil, de rencontres, de loisirs et de culture, de restauration, d'information et de défense de leurs droits. Pour adhérer à l'association, il faut cotiser. Les

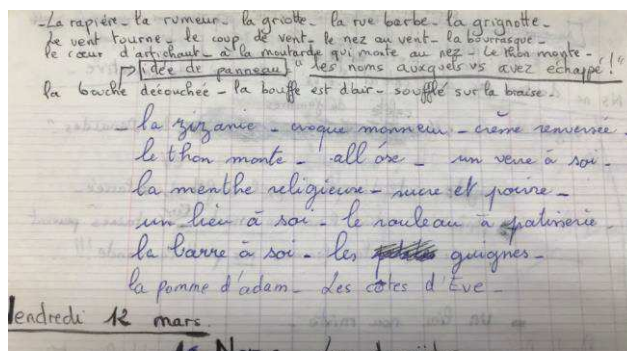


Figure 3: Compte-rendu de la réunion du 12 mars 1982.

⁶¹ Cf. figure 18.

⁶² Cf. figure 19.

statuts précisent qu'elle se compose de plusieurs statuts d'adhésion en fonction du degré de cotisation : les personnes « bienfaitrices » versent une cotisation ponctuelle (pour entrer à un événement particulier par exemple), les personnes « adhérentes » versent une cotisation annuelle et les personnes « actives » versent une cotisation mensuelle⁶³.

La composition du Bureau de l'association a changé 4 fois entre mars 1982 et l'été 1987. Toutefois Anne-Marie Charles et sa compagne ont été respectivement présidente et vice-présidente durant 3 ans.

Un débat concernant l'ouverture ou non de l'association à toutes les femmes ou seulement aux lesbiennes semble avoir eu lieu dès les premières réunions de mars 1982 (cahier de CR de mars 1982) mais le lieu a finalement été un lieu ouvert à toutes les femmes. D'après un entretien téléphonique que j'ai pu réaliser avec l'une des anciennes membres de l'association, il reste que toutes les femmes composant le Bureau ont toujours été des anciennes membres du groupe de lesbiennes féministes. L'occasion d'effectuer cet entretien s'est présenté à moi de manière inopinée en faisant des recherches sur Internet. J'ai donc téléphoné par curiosité au numéro de téléphone que j'avais trouvé mais j'ai choisi de ne pas inclure et analyser cet entretien dans ce travail afin de ne pas réenchanter ou dénigrer l'histoire des autres documents. Toutefois il me paraissait ici pertinent de préciser cette information qui permet de relativiser l'image « d'ouverture » affichée par l'association.

La création de cette association fait suite à un processus d'évolution du féminisme et peut être interprété comme la mise en place pratique des idéaux défendus par les lesbiennes féministes de cette période notamment vis-à-vis de la question de la non-mixité. Elle répond aussi à des attentes locales : fréquenter un lieu alternatif afin d'y faire des rencontres ou des activités par exemple, à une époque où les contacts entre femmes relevaient de la sphère privée ou formelle comme au travail, plutôt que de cafété ayant pignon sur rue. Le livre d'Or de l'association dévoile de nombreux

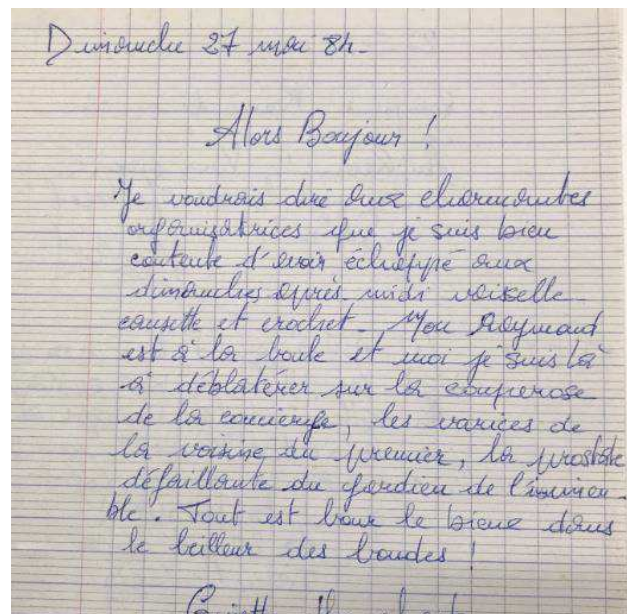


Figure 4: Extrait du livre d'Or de l'association, 1984.

⁶³ Cf. figures 20 et 21.

témoignages de ce type. Par exemple, le petit mot humoristique laissé par Ginette (?) en 1984. Elle remercie chaleureusement les organisatrices et se dit « bien contente d’avoir échappé aux dimanches après-midi vaisselle-causette et crochet ». Elle précise que « son Raymond est à la boule » tandis qu’elle est là « à déblatérer sur la couperose de la concierge, les varices de la voisine du premier ».

Plusieurs logiques ont donc sous-tendu la création de l’association : des facteurs contextuels nationaux et locaux mais aussi la volonté d’agir ensemble de la part de plusieurs femmes appuyée par l’investissement en temps et en moyens matériels constant de quelques membres comme Anne-Marie Charles et sa compagne.

Les activités internes

Fonctionnement interne

La cafète, fonctionnait sur deux temps hebdomadaires : le mardi soir de 20h à 23h et le dimanche après-midi de 15h à 19h. Le lieu a ouvert officiellement ses portes en 1984 après 1 an de montage financier et associatif et 1 an de travaux.

Le financement du lieu se faisait par les cotisations, des dons, les repas hebdomadaires. L’association avait adressé en 1983 une demande de subventions appuyée d’un plan comptable à la mairie qui « n’a pas donné une suite favorable »⁶⁴. Par ailleurs, la mairie n’a pas été dans une position d’aide pour cette association en refusant les demandes de locaux ou de subventions mais a été réactive en 1984 à la suite de l’ouverture du lieu pour demander un « contrôle de sécurité »⁶⁵. Notons que créer une association et louer un local a demandé un travail administratif conséquent. En effet, cela nécessite de souscrire des assurances, écrire des lettres aux administrations, gérer les baux, les factures, etc. Le corpus comporte plusieurs cahiers ou feuilles libres de calculs (exemple ci-contre), d’exemple de formulation de phrases



Figure 5: Plaque de porte au nom de l’association indiquant les horaires d’ouverture.

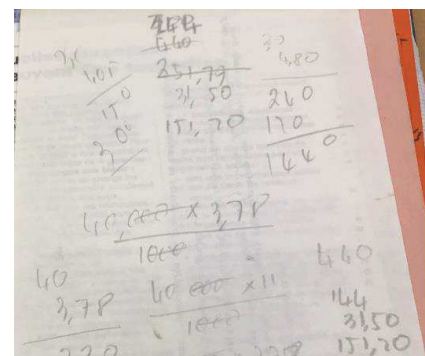


Figure 6: Feuille libre de calcul retrouvée près des papiers concernant l’assurance (MAIF).

⁶⁴ Cf. figures 22 et 23.

⁶⁵ Cf. figure 29

politesses ou d'exemplaires de documents officiels non remplis. Même si ce travail ne nécessite *a priori* aucune compétences particulières, on peut supposer qu'il a pu être facilité par les ressources dont disposaient les membres du Bureau et du Conseil d'Administration (composé des membres dites « actives »). En effet, les professions exercées confèrent plutôt à des positions sociales de classes moyennes voire supérieures : enseignantes (la majorité du Bureau), pharmacienne, fonctionnaire de préfecture, artiste-artisan, factrice. En revanche il n'est pas possible de caractériser socialement les adhérentes à l'association. Les fiches d'adhésion présentes dans le corpus contiennent uniquement les noms et/ou prénoms des adhérentes et leur date d'adhésion. Elles ne précisent pas l'origine sociale ou géographique ou le montant de la cotisation payée par exemple⁶⁶. L'association a compté jusqu'à 62 adhérentes. Il aurait été intéressant de faire une prosopographie des membres des Danaïdes en essayant de les recontacter par exemple.

Activités de l'association

La première année, l'association gérait les formalités administratives afin de trouver un local puis l'année suivante a été consacré aux travaux dans le local 31 rue du cornet. Des « journées chantier » sont alors organisées. Les tâches sont réparties même si l'on remarque que beaucoup de tâches sont assignées à Anne-Marie Charles et sa compagne. Les longues listes de tâches à effectuer laissent penser que le local était délabré. Elles ont remis à neuf le réseau électrique, refait les sols du premier étage, tapissé les murs, installé un téléphone, rebouché les fissures avec de l'enduit, construit les tables et les chaises dont elles avaient besoin⁶⁷. Comme à ses débuts, les membres de l'association gèrent toutes ensemble ce qui les concernent et crée une vie collective indépendante des hommes notamment y compris les des militants homosexuels⁶⁸. Cette organisation indépendante et autogestionnaire est aussi un moyen de lutte pour « démolir l'idéologie patriarcale qui nous étouffe,

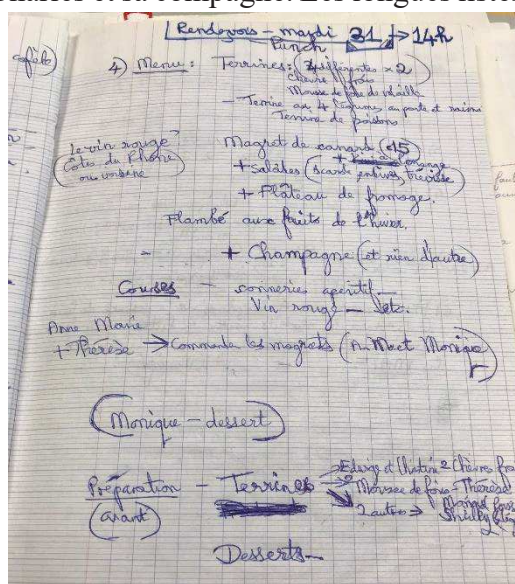


Figure 7: Extrait du cahier de réunion de l'association. Organisation d'une soirée "bouffe".

⁶⁶ Cf. figure 24.

⁶⁷ Cf. figure 25.

⁶⁸ Cf. « Positions vis-à-vis de l'extérieur »

nous empêche de vivre » et d'émancipation. C'est sur ce même principe que sont organisées toutes les activités internes des Danaïdes. L'activité principale de l'association était d'organiser des « bouffes » le mardi soir et le dimanche. Les repas sont « faits maison » et la cuisine est plutôt traditionnelle. Les plats sont souvent des magrets, du rôti, du steak ou des plats en sauce. Ci-contre, un CR d'organisation d'une soirée « bouffe ». On remarque qu'il revient à Anne-Marie Charles et sa compagne les tâches les plus centrales : commander le magret ou apporter le dessert. Ici, les autres membres sont en charges des terrines de l'entrée et du punch. De nombreuses autres activités ont été organisées par l'association telles que des expositions de photographies, des séances « bien-être », des soirées « bouffe » à thème, des projections de films, des expositions de sculptures, des randonnées, des pique-niques, des tournois sportifs (volley ou tennis), des sorties champignons ...⁶⁹. Des mots laissés dans le livre d'or semblent indiquer que la fréquentation de ces activités est régulièrement la même. A l'image du message moqueur qu'a laissé l'une des membres : « Un soir encore toutes les mêmes. [...] Mais où, où sont les inconnues ? Les encore libres ? Quelques fois lorsque l'on rentre ici, ça sent le renfermé, l'humide »⁷⁰. Ce petit mot laissé dans le livre d'or peut signifier que faire des rencontres notamment amoureuses était aussi l'une des attentes des femmes qui fréquentaient la cafète. Ouverte à toutes les femmes, la cafète accueillait donc aussi des femmes lesbiennes qui pouvaient se rencontrer à l'abri des regards masculins. Se faire l'intermédiaire de rencontres entre lesbiennes n'a jamais été une volonté officielle mais l'organisation d'autres activités payantes mais ouvertes à toutes autres femmes non-adhérentes vont dans ce sens.

Les activités externes

Événements publics (non-mixtes)

L'événement le plus significatif de ce point de vue, est l'organisation de bals en partenariat avec la revue *Lesbia*, une revue produite pour et par des lesbiennes. Ce type de fête existait déjà à Paris mais ce fut une première à Angers tout comme l'initiative de la cafète des femmes était inédite à Angers comme à Nantes.



Figure 8: Affiche pour une "fête de femmes" le 19 mai 1984.

⁶⁹ Cf. figure 26.

⁷⁰ Cf. figure 27.

L'association proposait également des activités régulières ou des stages d'autodéfense ou de Wendo (techniques d'auto-défense spécialement conçues spécialement pour les femmes) réunissant parfois d'autres groupes féministes de « Bretagne » : Alençon, Angers, Dinan, Le Mans, Nantes, Paris, Rennes, etc. L'affiche indique que c'est la quatrième « rencontre » et les bulles contiennent « fête » ou « discussion-débat ». Ces activités ont donc bien des visées multiples : apprendre à se défendre contre des agressions, faciliter les rencontres entre femmes, créer des débats entre différents groupes locaux. Moyen de lutte et d'auto-émancipation, ces activités permettent aussi de renforcer des identités collectives. A l'heure où les dernières spécificités



Figure 9: Affiche pour un stage de Wendo en 1986.

légales pénalisant les rapports entre personnes de même sexe sont abrogées⁷¹ s'accompagnant d'une évolution des mœurs dans la société, il devient possible d'organiser officiellement des événements gays et lesbiens. Bien que la légalisation de l'homosexualité s'effectue à partir de 1980 en France, cela ne signifie pas qu'auparavant il n'existait pas de culture homosexuelle. L'ouvrage *Gay New York* de G. Chauncey publié en 1994 aux Etats-Unis témoigne bien de cela. Considéré comme « l'un des plus grands livres jamais écrits sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité » par Didier Eribon, cet ouvrage est une histoire sociale de la définition de l'homosexualité. Il dépasse la prénotion selon laquelle les années précédant la « libération homosexuelle », l'homosexualité était « au placard », en historicisant ce concept et en montrant qu'au début du XXe siècle il existait une culture gay développée à New York (Chauncey 1994). Toutefois, l'affirmation d'une identité sexuelle varie selon le genre et bien que les hommes soient confrontés à l'omniprésence des représentations négatives de l'homosexualité masculine, le principal problème rencontré par les femmes est l'invisibilité lesbienne aussi bien dans les pratiques que dans les représentations (Revillard 2002). Localement, les activités de l'association permettaient de pallier le déficit de représentations ou d'événements dédiés. En feuilletant le cahier de Françoise on voit que l'organisation des activités permettait aux Danaïdes de se demander « C'est quoi une lesbienne ? » ou de discuter de clichés et de représentations lesbiennes tels que « Les lesbiennes ont toujours des chats », « les lesbiennes et

⁷¹ À la suite de l'élection de F. Mitterrand en 1981, une loi entérine la dépenalisation de l'homosexualité sous l'impulsion de Gisèle Halimi qui est alors députée de l'Isère.

leur rapport aux animaux ». Discuter, débattre ou même rire de ces clichés qui faisaient même l'objet d'articles dans *Lesbia*, est une façon de renforcer une identité collective en créant des subcultures lesbiennes, des sociabilités homosexuelles tout en s'intégrant au lesbianisme.

L'affirmation d'une identité différenciée se remarque également dans les positions que tenait l'association vis-à-vis des autres institutions ou organisations.

Positions vis-à-vis de l'extérieur

Lorsque l'association n'avait pas encore de local pour la cafète, en 1983, le GLH (Groupe de Libération Homosexuelle) a proposé aux Danaïdes de s'associer afin de louer ensemble un lieu pour faire des économies notamment. Mais l'association a refusé cette proposition en indiquant « nous préférons nous réunir dans un lieu non-mixte » mais les Danaïdes sont toutefois intéressées par le projet du GLH et lui propose de louer leur salle afin d'y organiser des « fêtes de lesbiennes ». Elles s'adressent ensuite aux femmes du GLH et demandent si elles organiseront des réunions non-mixtes auxquelles elles pourraient participer. Enfin, elles convient les femmes du GLH à venir à la cafète lorsqu'elle sera créée. Depuis leur scission politique avec le groupe Femmes d'Angers, les lesbiennes féministes se distinguent notamment par la réaffirmation régulière de leur « radicalité » dont l'une des conséquences est l'organisation en non-mixité. En s'adressant directement aux femmes du GLH sur cette question, les Danaïdes vont créer un débat dans ce groupe et l'idée sous-jacente serait que le lesbianisme « radical » passe inévitablement par l'organisation de temps en non-mixité. Le militantisme lesbien angevin prône ainsi une norme issue de stratégies politiques et permettant de déplacer la frontière de la radicalité politique.

Conclusion



Figure 10: Article intitulé "les Goudouzoophiles" dans un numéro de 1984. Source : Fond du Planning Familial 49, archives départementales du Maine-et-Loire.

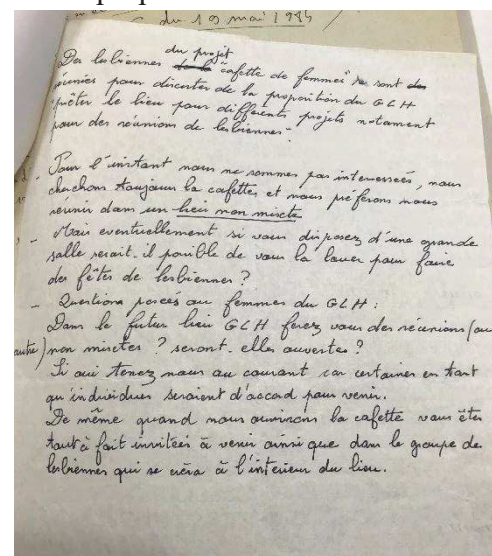


Figure 11: Réponse des Danaïdes à la proposition de collaboration du GLH en 1983

L'association a été dissolue en 1987. Elle faisait face à des difficultés financières comme en témoigne les factures impayées des assurances ou le résiliation du bail⁷². La dissolution de l'association correspond également au début d'une pause dans l'engagement militant d'Anne-Marie Charles, qui reprendra ses activités en 1998. Notons également que 1987 est aussi l'année où le CUARH cesse d'exister et laisse place à une diversification du mouvement homosexuel. Les associations dites LGBT s'emparent de la question du PACS, du mariage entre personnes de même sexe ou de la PMA, d'autres instances s'attachent à créer des groupes de socialisation, de fête, de commerces dédiés. Dans le même temps, la pandémie du Sida est à l'origine de la création d'associations telles que Act-Up ou AIDES et va en quelque sorte dominer le militantisme homosexuel des années 1980 ainsi que les études gays et lesbiennes en sciences sociales ces mêmes années (Revenin 2007).

Des enjeux spécifiques

L'analyse de ce corpus permet d'identifier plusieurs enjeux spécifiques à son objet, l'association des Danaïdes. L'un de ces enjeux est d'ordre politique, militant. En tant que premier lieu non-mixte ouvert aux femmes et tenu par des lesbiennes, l'expérience des Danaïdes est inédite à Angers. L'ouverture de ce lieu indépendant et autogéré par des femmes est la conséquence pratique des débats et scissions politiques au sein du féminisme angevin de l'époque. S'inscrivant dans une lutte pour la reconnaissance, l'objectif du groupe de lesbiennes était d'être une catégorie reconnue au sein du mouvement féministe. La création de cette cafétéria de femmes est l'occasion d'une identification collective au lieu permettant une affirmation de chacune dans un espace loin des mécanismes de dominations hétéropatriarcales. Les activités, les rencontres ou les débats organisés peuvent participer à une identification sexuelle collective à un moment où l'homosexualité commence à être reconnue mais où les représentations lesbiennes restent absentes de l'espace public. Ce lieu a pu permettre à la parole féministe et lesbienne de s'exprimer librement et de répondre à l'enjeu de visibilité.

Ce corpus témoigne également de l'enjeu de mémoire propre aux archives féministes et lesbiennes.

Limites du corpus d'archives

Il faut garder à l'esprit que ce corpus ne constitue pas en soi les archives de l'association des Danaïdes. Les documents de ce corpus sont les documents personnels d'Anne-Marie Charles traitant des Danaïdes. Des données objectives permettent en effet de montrer son

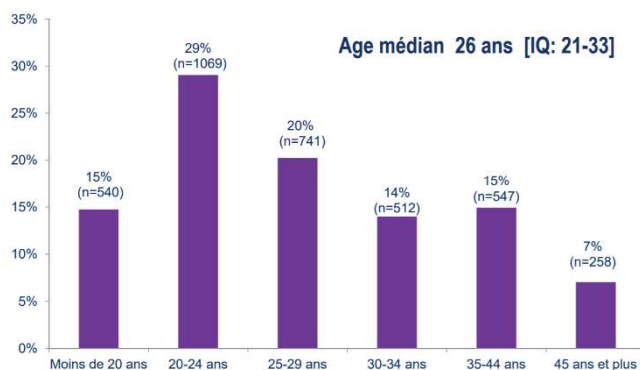
⁷² Cf. figures 19 et 28.

importante implication au sein de l'association telles que son statut (présidente) ou le fait que plusieurs papiers concernant l'association et son local lui soient adressés. Toutefois, nous disposons d'une quantité de moindre de documents à partir de 1985, date à laquelle la composition du Bureau change et il aurait été pertinent de confronter ce corpus à un autre issu de quelqu'un d'autre. Un autre biais d'analyse se situe dans la nature de l'association. Les Danaïdes étaient des femmes lesbiennes et féministes. Ces conditions, même si nous avons situé socialement les membres du Bureau dans des milieux intellectuels voire aisés, agissent sur la qualité des données et documents recueillis. En effet, ne disposant pas de ressources économiques considérables, de nombreux documents (lettres, comptes-rendus, déclarations...) sont rédigés à la main au stylo à bille mais aussi à l'encre ou au crayon de bois. Ces outils d'écriture peuvent se dégrader dans le temps et rendre illisibles les documents. Ce biais est, comme nous l'avons vu, inhérent aux archives lesbiennes et féministes. Enfin, une dernière considération concerne le don des archives au CAF par Anne-Marie Charles. Nous l'avons dit, le don d'archives n'est pas neutre. En remettant ces documents au CAF, Anne-Marie Charles a fait don de son expérience militante. Ce geste symbolique peut être replacé dans la triade du don/contre-don de Marcel Mauss : donner, recevoir, rendre. En donnant ses archives, elle entérine sa « carrière militante » en les remettant au public et donc aux chercheurs et autres militants dans une perspective de transmission. Cet échange légitime la conservation de ce type d'archives.

Annexe 2 : tableaux statistiques

Tableau 7 : Caractéristiques socio-démographiques des répondantes lesbiennes de l'enquête EPGL 2011

Tableau 8: Structure par âge des répondant-es de l'enquête EPGL, 2011



Lecture : 29% des enquêtés ont entre 20 et 24 ans

Champ : n= 3662

Source : enquête EPGL, 2011, INSEE

Caractéristiques socio-démographiques (2)

	EPGL 2011
	N = 3 662
Etudes supérieures	70%
Actives	51%
Etudiantes	39%
Cadres & prof. int. sup.	37%
Ile-de-France (Paris)	30% (15%)
Milieu rural	17%
Naissance en France	92%
Pacs avec une femme	17%
Enfants	11%

Lecture : 30% des lesbiennes de l'enquête EPGL de 2011 résidaient en Ile-de-France

Champ : n=3662

Source = enquête EPGL 2011

Orientation sexuelle	
Asexuel.le	1,55%
Autre	2,48%
Bisexuel.le	19,25%
Gay	21,43%
Hétérosexuel.le	8,39%
Lesbienne /	
Gouine	21,74%
Pansexuel.le	13,98%
(vide)	11,18%
Total général	100,00%

Lecture : 1,55% des répondant-es se déclarent asexuel.les

Champ : population totale n=322

Source : results-survey911825. Enquête « Sociabilité LGBTQ+ », avril-mars 2021.

Quelle est votre orientation sexuelle ?	Lesbienne / Gouine							
Nombre de ID de la réponse	Lieux de résidence							
Mode de rencontre	Dans un bourg	Dans un village	Dans une grande ville	Dans une métropole	Dans une ville péri-urbaine / En banlieue	En pleine campagne	Total général	
Au travail	0,00%	33,33%	0,00%	9,09%	0,00%	0,00%	6,12%	
Autre	0,00%	0,00%	0,00%	4,55%	0,00%	0,00%	2,04%	
Dans un bar/club	50,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	50,00%	6,12%	
Durant vos études	0,00%	0,00%	7,69%	13,64%	20,00%	0,00%	10,20%	
En pratiquant un loisir commun : sport, musique	0,00%	0,00%	7,69%	4,55%	40,00%	0,00%	8,16%	
Lors d'une soirée privée	25,00%	0,00%	7,69%	9,09%	0,00%	0,00%	8,16%	
Sur un réseau social (Instagram, Facebook,...)	0,00%	33,33%	7,69%	13,64%	0,00%	0,00%	10,20%	
Sur une application de rencontre	0,00%	0,00%	53,85%	31,82%	20,00%	0,00%	30,61%	
Un événement / lieu dit LGBT+/Queer	25,00%	0,00%	7,69%	4,55%	0,00%	0,00%	6,12%	
Via un.e ami.e commun.e	0,00%	33,33%	7,69%	9,09%	20,00%	50,00%	12,24%	
Total général	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	

Lecture : 33,33% des lesbiennes résidant dans un village ont rencontré leur dernier ou leur actuel partenaire au travail

Champ : Filtre : Quelle est votre orientation sexuelle (Lesbienne/Gouine)

Source : results-survey911825. Enquête « Sociabilité LGBTQ+ », avril-mars 2021.

Tableau 9: Moyens de rencontre des lesbiennes en fonction de leur lieu de résidence

Annexe 3 : Présentation des enquêté-es

Prénom (fictif) Aurélie Mélanie Lucie Nolwenn Manelle Léa

Âge	34	32	27	28	41	23
Profession	Propriétaire et serveuse dans un bar	Ouvrière agricole	Chômeur	Educatrice spécialisée	Directrice adjointe dans une crèche	Etudiant en arts.
Profession de la mère	Serveuse	Ouvrière usine de transformation de volaille	Fonctionnaire à la Mairie	Enseignante	Enseignante	Cadre dans un supermarché
Profession du père	Propriétaire et gérant du bar	Cantonnier	Chef de chantier	Garagiste (décédé)	Professeur dans le supérieur	Ingénieur en informatique
Diplômes	Bac pro	BEPA	Bac+3	Bac+3	Bac + 3	Bac+4
Lieu d'habitation (selon les pays de Maine et Loire)	Jolay, Pays des Mauges	Jolay, Pays de Mauges	Lercé, Pays Loire-angers	Lion, Pays du Haut-Anjou Segréen	Lion, Pays du Haut-Anjou Segréen	Pays du Saumur ois
Mode de mise en relation	Contact transmis par Lou		Week-end militant à Angers	Annonce publiée par un bar lgbt angevin		Week-end militant à Angers
Situation matrimoniale	En couple, avec Mélanie	En couple	En couple	En couple avec Manelle	En couple avec Nolwenn	En couple

<i>Prénom (fictif)</i>	<i>Sahra</i>	<i>Elie</i>	<i>Anais</i>	<i>Sophie</i>	<i>Lou</i>	<i>Philomène</i>
<i>Âge</i>	23	22	26	26	31	25
<i>Profession</i>		Etudiant.e	Journaliste, chroniqueuse pour un podcast	Journaliste, chroniqueuse pour un podcast, alimentation de réseaux sociaux	Aiguilleuse, SNCF	Etudiante en médecine
<i>Profession de la mère</i>	Médecin	Secrétaire médicale	Chargée d'accueil dans un collège	Kinési-thérapeute	Enseignante au lycée	Expert-comptable
<i>Profession du père</i>	Médecin	Professeur de Tennis	Infirmier	Inspecteur des finances	Boucher	Architecte
<i>Diplômes</i>			Licence médiation culturelle	Licence dans la communication	Bac et formation de 9 mois à la SNCF	Bac+ 6 en médecine
<i>Lieu d'habitation (selon les pays de Maine et Loire)</i>			Pays de Loire en Layon	Pays de Loire en Layon	Pays des Vallées d'Anjou	Pays des Vallées d'Anjou
<i>Mode de mise en relation</i>		Ami.e	Contact transmis par Lou		Via un ami en commun	Ex copine de Camille
<i>Situation matrimoniale</i>	En couple		En couple avec Sophie		En couple	

Annexe 4 : dictionnaire des variables du questionnaire

de la base : results-survey911825 Edité par trideux Nombre de variables : 58

1 - 001 | ID de la réponse (Variable numérique)

2 - 002 | Quelle est votre orientation sexuelle ? 0 - 0 1 - Pansexuel.le 2 - Gay 3 - Hétérosexuel.le
4 - Lesbienne / Gouine 5 - Bisexuel.le 6 - Autre 7 - Asexuel.le

3 - 003 | Quelle est votre orientation sexuelle ? [Autre]

4 - 004 | Si ce texte s'affiche après avoir répondu à la question concernant votre orientation sexuelle : votre profil ne correspond pas à cette enquête. Celle-ci est destinée aux orientations autre que "hétérosexuel.le". Je vous invite à partager ce questionnaire auprès de vos connaissances qui ne seraient pas hétérosexuel.le.s. Merci d'avance. Bonne journée. (Variable numérique)

5 - 005 | Où avez vous grandi ? (Question ouverte)

6 - 006 | Vivez-vous chez vos parents (ou tuteur.ices légales.aux) ? 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

7 - 007 | A quel âge avez-vous quitté le domicile familial ? (Variable numérique)

8 - 008 | Lorsque vous avez quitté le domicile familial, vous vous êtes éloigné.e géographiquement à ... 0 - 0 1 - Moins de 30 km 2 - Moins de 100 km 3 - Moins de 50 km 4 - Moins de 200 km 5 - Autre 6 - Plus de 200 km

9 - 009 | Lorsque vous avez quitté le domicile familial, vous vous êtes éloigné.e géographiquement à ... [Autre]

10 - 010 | Aujourd'hui, vous diriez que vous vivez : 0 - 0 1 - Dans une grande ville (entre 50 000 et 200 000 habitant.e.s) 2 - En pleine campagne, un lieu-dit 3 - Dans une métropole (plus de 200 000 habitant.e.s) 4 - Dans un bourg (entre 2000 et 5000 habitant.e.s) 5 - Autre 6 - Dans une ville péri-urbaine / En banlieue (très proche d'une grande ville ou métropole) 7 - Dans un village (moins de 2000 habitant.e.s)

11 - 011 | Aujourd'hui, vous diriez que vous vivez : [Autre]

12 - 012 | Quelle est la profession de votre mère ? (Question ouverte)

13 - 013 | Quelle est la profession de votre père ? (Question ouverte)

14 - 014 | Quel est le revenu de votre mère ? 0 - 0 1 - Entre 1000 et 1500

2 - Entre 2000 et 2500 euros 3 - Entre 2500 et 3000 euros 4 - Entre 1500 et 2000 euros 5 - Moins de 1000 euros 6 - Plus de 3000 euros

15 - 015 | Quel est le revenu de votre père ? 0 - 0 1 - Entre 1000 et 1500 euros 2 - Plus de 3000 euros 3 - Entre 2000 et 2500 euros 4 - Entre 1500 et 2000 euros 5 - Entre 2500 et 3000 euros 6 - Moins de 1000 euros

16 - 016 | Quel est le niveau de diplôme de votre mère ? 0 - 0 1 - BEP/CAP 2 - Bac+2 3 - > Bac+5 4 - Pas de diplôme 5 - Bac pro/technique 6 - Bac+3 7 - Bac général 8 - Autre 9 - Bac+4

17 - 017 | Quel est le niveau de diplôme de votre mère ? [Autre] 0 - 0 1 - diplôme de conservatoire 2 - Brevet 3 - CEP

18 - 018 | Quel est le niveau de diplôme de votre père ? 0 - 0 1 - BEP/CAP 2 - Pas de diplôme 3 - > Bac+5 4 - Bac pro/technique 5 - Bac+4 6 - Bac+2 7 - Bac général 8 - Bac+3 9 - Autre

19 - 019 | Quel est le niveau de diplôme de votre père ? [Autre] 0 - 0 1 - Apprentissage en mécanique 2 - CEP

20 - 020 | Quel est votre niveau de diplôme ? 0 - 0 1 - Bac+3 2 - > Bac+5 3 - Bac+4 4 - Bac +2 5 - Bac général 6 - Autre 7 - Bac pro/technique 8 - BEP/CAP 9 - Pas de diplôme

21 - 021 | Quel est votre niveau de diplôme ? [Autre]

22 - 022 | Quelle est votre profession ? (Question ouverte)

23 - 023 | Quel est votre statut d'activité ? 0 - 0 1 - Etudiant.e 2 - Salarié.e du secteur public 3 - Chômage 4 - Indépendant.e 5 - Autre 6 - Salarié.e du secteur privé 7 - A la retraite

24 - 024 | Quel est votre statut d'activité ? [Autre] 0 - 0 1 - Service civique 2 - Étudiante salariée 3 - Service civique 4 - En arrêt maladie 5 - Salariée en formation 6 - Fonctionnaire 7 - Travail du sexe 8 - Sans profession 9 - Inactive 10 - auto-entreprise et salariat privé 11 - + autoentreprenariat 12 - étudiant•e salarié•e 13 - contractuelle du public

25 - 025 | Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? [Extrême-gauche] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

26 - 026 | Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? [Gauche] 0 - 0 1 - Oui 2 - Non 3 - N/A

27 - 027 | Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? [Centre] 0 - 0 1 - Non 2 - Oui 3 - N/A

28 - 028 | Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? [Droite] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

29 - 029 | Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? [Extrême-droite] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

30 - 030 | Sur l'axe gauche-droite, où vous situeriez-vous ? [Autre]

31 - 031 | Faites-vous partie d'une association, d'un syndicat ou d'une organisation politique ?
0 - 0 1 - Non 2 - Oui

32 - 032 | Si oui, lequel.les ?

33 - 033 | Quels revenus percevez-vous ? 0 - 0 1 - Moins de 500 2 - Entre 1500 et 2000 3 - Entre 500 et 1000 4 - Entre 1000 et 1500 5 - Plus de 3000 6 - Entre 2000 et 2500 7 - Entre 2500 et 3000

34 - 034 | Actuellement vous êtes : [Célibataire] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A
3 - Oui

35 - 035 | Actuellement vous êtes : [En couple] 0 - 0 1 - Oui 2 - Non 3 - N/A

36 - 036 | Actuellement vous êtes : [En relation libre] 0 - 0 1 - Non 2 - Oui 3 - N/A

37 - 037 | Actuellement vous êtes : [Engagé.e dans plusieurs relations] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

38 - 038 | Actuellement vous êtes : [Marié.e] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

39 - 039 | Actuellement vous êtes : [Pacsé.e] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

40 - 040 | Actuellement vous êtes : [Divorcé.e] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A 3 - Oui

41 - 041 | Actuellement vous êtes : [Veuf.ve] 0 - 0 1 - Non 2 - N/A

42 - 042 | Actuellement vous êtes : [Autre] 0 - 0 1 - Anarchie relationnelle (c'est différent du polyamour) 2 - Fiancé 3 - Dans des relations amicales très porter vers le sexe, je ne suis pas avec une personne en particulier et les relations avec ces personnes se chevauchent et s'entrecroisent

43 - 043 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous vous êtes embrassé.e.s :][[]]

44 - 044 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous avez eu des relations à caractère sexuel/érotique :][[]]

45 - 045 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous avez emménagé ensemble :][[]]

46 - 046 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous avez rencontré vos ami.e.s :][[]]

47 - 047 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous avez rencontré vos familles respectives ?][[]]

48 - 048 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous vous êtes pacsé.e.s][[]]

49 - 049 | Au bout de combien de temps avez-vous: [Vous vous êtes marié.e.s][[]]

50 - 050 | Comment avez-vous rencontré votre partenaire actuel.le ou votre dernier.ère partenaire ? 0 - 0 1 - Via un.e ami.e commun.e 2 - Dans un bar/club 3 - Sur une application de rencontre 4 - Sur un réseau social (Instagram, Facebook,...) 5 - Au travail 6 - Un événement /

lieu dit LGBT+/Queer 7 - Durant vos études 8 - Autre 9 - Lors d'une soirée privée 10 - En pratiquant un loisir commun : sport, musique,...

51 - 051 | Comment avez-vous rencontré votre partenaire actuel.le ou votre dernier.ère partenaire ? [Autre] 0 - 0 (Question ouverte)

52 - 052 | Généralement, restez-vous en relation avec vos ex partenaires ? 0 - 0 1 - Plutôt non, je ne souhaite pas garder contact 2 - Plutôt oui, j'essaye de rester en bons termes 3 - Non, jamais 4 - Autre 5 - Oui, toujours

53 - 053 | Généralement, restez-vous en relation avec vos ex partenaires ? [Autre] 0 - 0 (Question ouverte)

54 - 054 | Avez-vous un groupe d'ami.e.s que vous fréquentez régulièrement ? 0 - 0 1 - Oui 2 - Non

55 - 055 | Comment s'est constitué ce groupe d'ami.e.s ? (Question ouverte)

56 - 056 | Quel âge avez-vous ? (Variable numérique)

57 - 057 | Quel est ou quels sont les genres auxquels vous vous identifiez ? 0 - 0 (Question ouverte)

Annexe 5 : le guide d'entretien

Situation affective actuelle

Pour commencer, pourrais-tu me parler d'une relation en cours ou de la dernière qui a compté pour toi ?

Comment vous êtes-vous rencontré ? Drague, qu'est-ce qui t'a plu chez l'autre ?

Où vous êtes-vous rencontré ?

Combien de temps ça a duré ? Depuis combien de temps êtes-vous ensemble ?

Connaissez-vous vos belles familles ? Au bout de combien de temps ?

Quand est intervenu votre première relation sexuelle ?

Habitez-vous ensemble ? Avez-vous envisagé la cohabitation ? Où avez-vous habité ensemble ?

Avez-vous envisagé de vous marier/pacser ? Si oui, comment s'est prise la décision ? Saurais-tu dire ce qui vous a poussé à le vouloir ?

Au cas échéant, demander de raconter le Pacs/ mariage, le lieu, les invités, le déroulement, etc.

Que faites-vous ensemble ? Loisirs, vacances, ...

Y a-t-il des choses que l'un fait plus souvent, ou que l'autre fait plus souvent ?

Si oui, demander une description du quotidien : répartition des tâches, organisation collective, achats de biens communs, description du lieu de vie, décoration

Est-ce que tu dirais que tu es/as été dans un couple exclusif ? Pratiquez-vous le multi partenariat ? Aviez-vous des règles ?

Comment tu situerais ta partenaire sur l'échelle sociale ? (Classes populaires, classes moyennes, classes supérieures)

Parmi les PCS : « employés » (28 % de la population active), « ouvriers » (21%), « agriculteurs » (2%), « artisans, commerçants, chefs d'entreprise » (6%), « professions intermédiaires » (26%), « cadres et professions intellectuelles supérieures » (17%) ?

Demander des renseignements biographiques sur le/la partenaire : métier, niveau d'études, couleur politique, origine sociale, profession des parents, revenu, âge

Y a-t-il un écart important entre tes revenus et ceux de ta partenaire ?

Est-ce que tu dirais que vous vous ressemblez.

Avez-vous des projets ensemble ?

Panorama des relations de l'enquêté.e

Pour chaque relation :

Mode de rencontre, lieu de rencontre, durée de la relation, premier rapport sexuel, cohabitation ou non

Demander des anecdotes, des souvenirs, et surtout des faits circonstanciés, terres à terres : concrètement comment se passait le quotidien, démonstrations d'affections, les querelles

Demander de situer socialement chaque partenaire.

Biographie sexuelle/affective

Quand as-tu pu reconnaître tes premiers sentiments homosexuels ?

As-tu envie de parler d'un moment particulier où tu aurais compris, découvert que tu étais lesbienne/queer/homosexuelle ?

Pourrais-tu raconter ta première sortie dans un lieu LGBT si tu y es déjà allé ?

Relations avec des hommes

Premières fois H/F

Coming-out : à qui ? à quel âge ? Comment ? Nécessité ?

Usage d'internet et des applications de rencontre

Catégories du jugement amoureux : qu'est-ce qui te plaît chez quelqu'un ?

Comment qualifier tes relations ?

Interroger les temps de célibat

Sociabilités

Liens avec la culture homosexuelle, association/bar/événements festifs LGBT

Pratiques-tu un sport ?

Pourrais-tu décrire ton réseau relationnel actuel ? Famille, amis, professionnelles ; où sont-ils situés géographiquement ? Brosser un portrait des gens que tu vois occasionnellement ou très souvent.

Es-tu engagé dans une organisation politique ou une association ou un syndicat ?

Où as-tu l'habitude de te promener/de sortir avec tes amis ?

Habituellement, comment gère-tu l'articulation entre tes amis et ta vie affective ? Si en couple, invitez-vous des amis chez vous ? Êtes-vous invités ensemble ?

Trajectoire scolaire et géographique

Depuis quand habite-tu à Angers/ autour d'Angers ? Pour quelles raisons es-tu arrivée ici / reste-tu ici ?

Demander le parcours résidentiel.

Quels liens entretiens-tu avec ton voisinage ? Quel accueil ? Est-ce important pour toi ?

Demander le parcours scolaire : lieu d'études, privé/public, filière, etc. Et interroger le rapport à l'école, les demandes des parents et surtout la façon dont a été vécu l'homosexualité à ce moment-là.

Connais-tu les environs ?

Dirais-tu que le territoire angevin influence sur certaines de tes pratiques ?

Y a-t-il des lieux à Angers ou autour dont tu as envie de me parler ?

Estime-tu que dans la région il est facile de faire des rencontres ? De vivre son homosexualité ?

Quelle image as-tu des lieux dits LGBT de la ville ?

D'autres questions

Certains groupes fascistes angevins ont fait parler d'eux dernièrement (agression de deux lesbiennes le 9 janvier dernier), dirais-tu que leur présence a un impact sur ta façon d'évoluer dans la ville ou autour ?

Aurais-tu des contacts de personnes qui pourraient être intéressés pour participer à l'enquête ?

Talon sociologique

Age :

Niveau d'étude :

Activité professionnelle :

Situation matrimoniale :

(Nombre de relations) :

Lieux de résidence :

Origine sociale et professionnelles de la mère :

Origine sociale et professionnelles du père :

Table des Matières

REMERCIEMENTS	3
SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	6
CHAPITRE 1 : TERRAIN ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	10
I. LE TERRAIN : LA CAMPAGNE ANGEVINE	10
II. METHODE : UNE ENQUETE ETHNOGRAPHIQUE.....	13
A. <i>Détour statistique</i>	15
A.1 Quelques données de cadrage.....	18
A.2. Conclusion	21
B. <i>Travail d'archive : Les Danaïdes (1982-1987)</i>	22
III. LA RELATION D'ENQUETE AU PRISME DE LA SEXUALITE.....	23
CHAPITRE 2 : LES LESBIENNES EN MILIEU RURAL, UN OBJET INVISIBLE ?	28
I. INVISIBILITE ACADEMIQUE : ETAT DE L'ART.....	28
A. <i>Historiographie de l'homosexualité féminine</i>	29
B. <i>En sociologie : concepts et travaux</i>	36
II. LES CONDITIONS SOCIO-SPATIALES DE L'INVISIBILITE.....	38
A. <i>Des contraintes socio-spatiales spécifiques</i>	38
A.1. Le rapport à la distance	38
a) « Loin des gens comme nous »	39
b) « On n'est pas si loin en vrai »	41
A.2. Une socialisation spécifique.....	42
a) Une construction de soi solitaire et artisanale	42
b) « Pas besoin d'être dans l'entre-soi ! »	45
B. <i>Faire de l'invisibilité une ressource</i>	47
B.1. Rechercher l'invisibilité ?	47
a) « On préfère rester cachées ».....	47
b) « Ils ont pas repéré » : invisibles, mais pour qui ?	48
B.2. Subvertir et utiliser l'invisibilité	49
a) « C'est la nana de Lercé ! » : quand la ruralité sert la visibilité.....	49
c) La possibilité du militantisme.....	51
CHAPITRE 3 : LES EFFETS DE L'INVISIBILITE SUR LES TRAJECTOIRES.	53
I. LES TRAJECTOIRES AMOUREUSES.....	53
A. <i>Rencontrer via l'application de rencontre Tinder</i>	53
A.1. Un moyen de rencontre comme un autre ?	53

A.2. Un fonctionnement spécifique	55
B. <i>Hétérogamie : écarts socio-démographiques au sein des couples lesbiens</i>	56
II. LES TRAJECTOIRES GEOGRAPHIQUES	60
A. <i>Conjugalité LGBT, une « fuite vers la ville » ?</i>	60
B. <i>Ancrage local</i>	64
C. <i>Retour à la campagne après un détour en ville</i>	66
CONCLUSION	69
ANNEXES	71
ANNEXE 1 : ARCHIVES, LES DANAÏDES 1982-1987	71
ANNEXE 2 : TABLEAUX STATISTIQUES.....	95
ANNEXE 3 : PRESENTATION DES ENQUETE-ES.....	97
ANNEXE 4 : DICTIONNAIRE DES VARIABLES DU QUESTIONNAIRE.....	99
ANNEXE 5 : LE GUIDE D'ENTRETIEN	103
TABLE DES MATIERES	106
TABLE DES FIGURES	108
INDEX DES TABLEAUX	109
BIBLIOGRAPHIE	110

Table des figures

FIGURE 1: LES 6 PAYS ANGEVINS	11
FIGURE 2: TRACT DES "LESBIENNES FEMINISTES DU GROUPE DE FEMMES D'ANGERS", DISTRIBUE EN 1981.	76
FIGURE 3: COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 12 MARS 1982.	78
FIGURE 4: EXTRAIT DU LIVRE D'OR DE L'ASSOCIATION, 1984.....	79
FIGURE 5: PLAQUE DE PORTE AU NOM DE L'ASSOCIATION INDIQUANT LES HORAIRES D'OUVERTURE.	80
FIGURE 6: FEUILLE LIBRE DE CALCUL RETROUVEE PRES DES PAPIERS CONCERNANT L'ASSURANCE (MAIF).	80
FIGURE 7: EXTRAIT DU CAHIER DE REUNION DE L'ASSOCIATION. ORGANISATION D'UNE SOIREE "BOUFFE".	81
FIGURE 8: AFFICHE POUR UNE "FETE DE FEMMES" LE 19 MAI 1984.....	82
FIGURE 9: AFFICHE POUR UN STAGE DE WENDO EN 1986.	83
FIGURE 10: ARTICLE INTITULE "LES GOUDOZOOPHILES" DANS UN NUMERO DE 1984. SOURCE : FOND DU PLANNING FAMILIAL 49, ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU MAINE-ET-LOIRE.	84
FIGURE 11: REPONSE DES DANAÏDES A LA PROPOSITION DE COLLABORATION DU GLH EN 1983.....	84
FIGURE 12. DECLARATION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION EN 1982, RECTO.....	87
FIGURE 13. DECLARATION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION EN 1982, VERSO.....	87
FIGURE 14: EXTRAIT DU CAHIER DE FRANÇOISE. REFLEXIONS SUR LE LESBIANISME.....	88
FIGURE 15. LETTRE DE REPONSE AU CUARH PAR LE GROUPE DE LESBIENNES FEMINISTES, 1980.....	88
FIGURE 16. DEMANDE D'ENTRETIEN AVEC LA MUNICIPALITE, 1982	89
FIGURE 17. COMPTES-RENDUS DES PREMIERES REUNIONS DES DANAÏDES	89
FIGURE 18. REPONSE DE LA MAIRIE A LA DEMANDE D'ENTRETIEN, 1982.....	89
FIGURE 19. BROUILLON DE LA LETTRE DE PREAVIS AU BAIL DU 31 RUE DU CORNET, 1987.....	89
FIGURE 20. STATUTS DE L'ASSOCIATION, 1984.....	90
FIGURE 21. STATUTS DE L'ASSOCIATION, 1984.....	90
FIGURE 22. PLAN COMPTABLE NECESSAIRE A UNE DEMANDE DE SUBVENTIONS OU DE LOCAL.....	91
FIGURE 23. REFUS D'OCTROI DE SUBVENTIONS PAR LA MAIRIE, 1983.....	91
FIGURE 24. FICHES D'ADHESION A L'ASSOCIATION, ANNEES 1984-1985	92
FIGURE 25. ORGANISATION D'UNE JOURNEE « CHANTIER » AU LOCAL DE L'ASSOCIATION	92
FIGURE 26. CALENDRIER DES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION, MAI-JUIN1986.....	93
FIGURE 27. EXTRAIT DU LIVRE D'OR DE L'ASSOCIATION, 1984.....	93
FIGURE 28. RAPPEL DE MPG ASSURANCES, DE FACTURES IMPAYEES PAR L'ASSOCIATION, 1987	94
FIGURE 29. DEMANDE DE CONTROLE "SECURITE" DE LA PART DE LA MAIRIE APRES L'OUVERTURE DE LA CAFETE, 1984.....	94

Index des tableaux

TABLEAU 1 : NIVEAU DE DIPLOME EN FONCTION DE L'ORIENTATION SEXUELLE	19
TABLEAU 2: REVENUS DE LA MERE EU EUROS NET EN FONCTION DE L'ORIENTATION SEXUELLE.....	20
TABLEAU 3: REVENUS DU PERE EN FONCTION DE L'ORIENTATION SEXUELLE.....	20
TABLEAU 4: DISTRIBUTION SPATIALE DES INDIVIDUS	60
TABLEAU 5: ELOIGNEMENT DU DOMICILE FAMILIAL EN FONCTION DE L'ORIENTATION SEXUELLE.....	62
TABLEAU 6: MOYENS DE RENCONTRE DU DERNIER OU DE L'ACTUEL PARTENAIRE	63
TABLEAU 8: STRUCTURE PAR AGE DES REpondant-ES DE L'ENQUETE EPGL, 2011.....	95
TABLEAU 7 : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES REpondantes LESBIENNES DE L'ENQUETE EPGL 2011	95
TABLEAU 9: MOYENS DE RENCONTRE DES LESBIENNES EN FONCTION DE LEUR LIEU DE RESIDENCE.....	96

Bibliographie

- Adam, Philippe. 1999. « Bonheur dans le ghetto ou bonheur domestique? » *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 128 (1): 56-67. <https://doi.org/10.3406/arss.1999.3294>.
- Amari, Salima. 2015. « Certaines lesbiennes demeurent des femmes ». *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 34 (1): 70-83.
- Amsellem-Mainguy, Yaëlle. 2019. « « Les filles du coin » Enquête sur les jeunes femmes en milieu rural », 188.
- Anelli, Laure, « Au-dessus de tout soupçon ? L'entrée dans l'homosexualité de filles de migrants nord-africains », *Genre, sexualité & société*, 2012
- Bard, Christine, *Les garçonnnes : modes et fantasmes des années folles*, Paris, Flammarion, 1998
- Blidon, Marianne, et France Guérin-Pace. 2013. « Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays ». *Sociologie* Vol. 4 (2): 119-38.
- Bonnet, Marie-Jo. 1998a. *L'histoire des lesbiennes est-elle taboue ? L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?* Perrin. <https://www.cairn.info/l-histoire-sans-les-femmes-est-elle-possible--9782262014742-page-151.htm>.
- Bourdieu Pierre., *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Éditions Raisons D'Agir, 2004
- Bozon, Michel, et François Héran. 2006. *La formation du couple*. <https://www.cairn.info/la-formation-du-couple--9782707148278.htm>.
- Cattan, Nadine, et Anne Clerval. 2011. « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », 19.
- Chamberland, Line, et Julie Thérroux-Séguin. 2015. « Les stéréotypes à l'égard des gais et lesbiennes: Des révélateurs de l'intersection entre genre et sexualité ». *Nouvelles pratiques sociales* 26 (2): 82-96. <https://doi.org/10.7202/1029263ar>.
- Chaperon, Sylvie. 2001. « Histoire contemporaine des sexualités : ébauche d'un bilan historiographique ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 84 (juillet): 5-22. <https://doi.org/10.4000/chrhc.1880>.
- Chauncey, George. 1994. *Gay New York 1890-1940*. Fayard.
- Chauvin, Sébastien, et Arnaud Lerch. 2013a. « I. Les sciences sociales et l'homosexualité ». *Reperes*, 10-21.
- . 2013b. *Sociologie de l'homosexualité*. <https://www.cairn.info/sociologie-de-l-homosexualite--9782707154699.htm>.
- Chetcuti, Natacha. 2010. *Se dire lesbienne. Vie de couple, sexualité, représentation de soi*. Payot.
- Chetcuti-Osorovitz, Natacha, et Sarah Jean-Jacques. 2018. « Usages de l'espace public et lesbianisme : sanctions sociales et contournements dans les métropoles françaises ». *Cahiers de géographie du Québec* 62 (175): 151-67. <https://doi.org/10.7202/1057084ar>.
- Clair, Isabelle. 2007. « La division genrée de l'expérience amoureuse », 11.
- . « La sexualité dans la relation d'enquête. Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, vol. vol. 57, no. 1, 2016, pp. 45-70.
- Claude Grignon, et Jean-Claude Passeron. 1989. *Le Savant et le Populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*.
- Coquard, Benoît. 2016. « « Paris ? Jamais de la vie » ». *Savoir/Agir* N° 37 (3): 39-45.
- . 2019. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. La Découverte. L'envers des faits.

- Costechareire, Céline. 2011. « Une lecture des styles de conjugalité au sein de l'habitat des couples lesbiens ». *Revue des politiques sociales et familiales* 103 (1): 65-79. <https://doi.org/10.3406/caf.2011.2578>.
- Dabouis, Frédéric. 2013. « Cahier n°2 - Luites féministes : Des Pétoleuses aux Danaïdes - CESA - Cercle d'Etudes Sociales Angevin ». 2013. <https://cesa49.fr/spip.php?article4>.
- Eribon, Didier. 1999. *Réflexions sur la question gay*. Fayard.
- Fassin, Éric. 1998. « Politiques de l'histoire : Gay New York et l'historiographie homosexuelle aux États-Unis ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 125 (1): 3-8. <https://doi.org/10.3406/arss.1998.3269>.
- Ferzli, Raphaële. 2001. « Couples au féminin : aspects du quotidien ». *Cahiers du Genre* n° 30 (1): 147-78.
- Foucault, Michel. « *Histoire de la sexualité*, vol. 1, *La volonté de savoir* », *Socio-anthropologie*, 40 | -1, 217-222.
- Gaxie, Daniel. 1977. « Économie des partis et rétributions du militantisme », n° 1: 123-54.
- Giraud, Colin. 2014. *Quartiers gays*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.gira.2014.01>.
- . 2016. « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme ». *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 30 (avril): 79-102. <https://doi.org/10.4000/traces.6424>.
- . 2019. *Où être gay aujourd'hui ? Manuel indocile de sciences sociales*. La Découverte. <https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales--9782348045691-page-783.html>.
- Goffman, Erving. 1974. *Les rites d'interaction*. Les Editions de Minuit. Le Sens Commun.
- Guilluy, Christophe. 2014. *La France périphérique : Comment on a sacrifié les classes populaires*. Flammarion. Champs actuel.
- Humphrey, Caroline. "Insider-Outsider: Activating the hyphen », *Action Research*, vol. 5, non. 1, mars 2007, pp. 11–26
- Israël, Liora. 2012. 8 – *L'usage des archives en sociologie. L'enquête sociologique*. Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/l-enquete-sociologique--9782130608738-page-167.htm>.
- Insee Flash des Pays de la Loire n°111, avril 2021
- Insee Pays de la Loire « Observation sociale des territoires de Maine-et-Loire, 2007
- Ketelaar, Eric. 2006. « (Dé) Construire l'archive ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* N° 82 (2): 65-70.
- Lapovsky Kennedy, Elizabeth, et Madeline Davis. 1993. *Boots of Leather, Slippers of Gold. The History of a Lesbian Community, New York*. Routledge.
- Leroy, Stéphane. 2009. « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain ». *Espaces et sociétés* n° 139 (4): 159-74.
- Murat, Laure, *Passage de l'Odéon : Sylvia Beach, Adrienne Monnier et la vie littéraire à Paris dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Gallimard, 2005
- Pollak, Michaël. 1982. « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto ? » *Communications* 35 (1): 37-55. <https://doi.org/10.3406/comm.1982.1521>.
- Renahy, Nicolas. 2010. « Classes populaires et capital d'autochtonie Genèse et usages d'une notion », n° 40: pp 9-26.

- Retailaud-Bajac, Emmanuelle. 2012. « Le journal de Mireille Havet (1898-1932), source pour une histoire des sexualités lesbiennes et féminines en France, de la Belle Époque aux Années folles ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 119 (avril): 35-49. <https://doi.org/10.4000/chrhc.2703>.
- Revenin, Régis. 2007. « Les études et recherches lesbiennes et gays en France. 1970-2006 », 19.
- Revillard, Anne. 2002. « L'identité lesbienne entre nature et construction ». *Revue du MAUSS* no 19 (1): 168-82.
- Madeleine Sallustio, « Le « retour à la terre » : entre utopie et nostalgie », *Conserveries mémorielles*, 2018
- Sohn, Anne Marie, « La Garçonne face à l'opinion publique : type littéraire ou type social des années 20 ? », *Le Mouvement social*, n°80, juillet-septembre 1972, pp. 3-27
- Tamagne, Florence. 2001. « L'identité lesbienne : une construction différée et différenciée ?. Quelques pistes de recherche à partir des exemples français, allemands et britanniques dans l'entre-deux-guerres ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 84 (juillet): 45-57. <https://doi.org/10.4000/chrhc.1871>.
- . 2006. « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux ». *Revue d'histoire moderne contemporaine* no 53-4 (4): 7-31.
- Toupin, Louise. 2005. « Une histoire du féminisme est-elle possible? » *Recherches féministes* 6 (1): 25-52. <https://doi.org/10.7202/057723ar>.
- Trachman, Mathieu. « Une « planque pour mater des culs » ? Sexualisation et déssexualisation dans une enquête sur la pornographie », *Terrains & travaux*, vol. 23, no. 2, 2013, pp. 197-215.
- Zéilinger, Irène. 2013. « Entre visibilité et invisibilité : les lesbiennes face à la violence dans l'espace public ». In *Femmes et villes*, édité par Sylvette Denèfle, 195-205. Perspectives Villes et Territoires. Tours: Presses universitaires François-Rabelais. <http://books.openedition.org/pufr/380>.